

ESQUISSE

SUR

L'ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE

DE LA ROUMANIE DE 1821 A 1859

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Décembre 1935, à 14 heures

PAR

M. ORLEANU

MEMBRES DU JURY

Président : M. A. de GEOUFFRE de la PRADELLE, Professeur

Suffragants : { M. GIDEL, Professeur.
 { M. MESTRE, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

1935

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ESQUISSE

SUR

L'ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE

DE LA ROUMANIE DE 1821 A 1859

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Décembre 1935, à 14 heures

PAR

M. ORLEANU

MEMBRES DU JURY

Président : M. A. de GEOUFFRE de la PRADELLE, Professeur

Suffragants : { M. GIDEL, Professeur.
M. MESTRE, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

1935



AVANT-PROPOS

Un étudiant étranger qui vient parfaire ses études dans un domaine comme celui du Droit ou des Lettres, — matières dans lesquelles, l'universalisme scientifique se fait moins sentir, parce qu'il y a des nuances selon la formation évolutive des différents pays, — aura deux attitudes à prendre. Ou bien il devra s'intégrer totalement aux recherches du pays étranger d'où il puise la science, — ou bien il n'y prendra qu'une discipline d'étude et l'utilisera pour pouvoir faire voir à ce milieu étranger, certaines données de sa réalité à lui.

C'est cette seconde attitude que nous avons choisie.

Et ceci non pas sans raison profonde.

Un sujet français à traiter, — quand il y a maintes équipes brillantes qui s'en chargent, — ce serait vouloir inutilement les aider. Mais un sujet roumain — pour un étudiant roumain, — sujet qui pour une faculté française tient du Droit comparé — qui peut indiquer certaines données — voilà ce que nous avons estimé préférable. Et, — bien plus encore, — la vie normative de la Roumanie est — de façon directe ou indirecte — un reflet de ces grands principes qui ont régi le progrès depuis la grande révolution, qui ont été la couronne logique de toutes les belles audaces et le Droit commun de l'univers.

Et il serait intéressant de faire connaître à ceux qui sont les orfèvres de ces créations, la façon dont ces principes se sont épanché sur les réalités étrangères.

Nous ajouterons une autre considération. Le privilège, contre lequel on a terriblement lutté en Roumanie, a fini par s'effondrer. Ce qui fait qu'on ne le rencontre plus sous la *forme* de jadis. Mais à bien regarder, ce sont d'autres privilèges qui ont commencé à poindre. Le parti politique, en fournit certainement

un aspect. Et, — n'ayant pas d'attache matérielle avec le pays (nous voulons dire : n'ayant plus ce qu'avait l'ancien : la terre), — il doit se manifester autour des idées, — disons autour des programmes politiques. Mais ces idées, — commencent à faire défaut. Le parti politique trouve justifiée son existence, par son existence ou par de faibles idées. Ce n'est donc plus quelque chose de durable, car sa bâtisse est fragile.

Or, — dans les périodes où les idées font défaut, — on n'a plus qu'à chercher à y revenir aussitôt. Mais pour cela, il faut des données qui fournissent la matière nécessaire à l'abstraction et — par là — à la naissance des formules précises.

Car il n'y a que la parfaite connaissance d'une réalité qui peut engendrer les formules durables ayant trait à cette réalité.

A Athènes, les manifestations spirituelles avaient commencé à ressembler au sable du désert. Tout but durable et précis était anéanti. C'est alors qu'un grand principe vint ramener la stabilité, en rendant à la pensée toute sa force. Car Socrate, prêcha la connaissance parfaite de l'objet sur lequel les recherches portent (1).

C'est à l'ombre de ce grand principe que nous avons été amenés à faire une esquisse sur l'évolution constitutionnelle de la Roumanie entre 1821 et 1859.

(1) Pour l'aspect de la spiritualité roumaine, voir D. C. AMSAR, « Pensée et parole », *Revue Randuiala*, n° 1, 1935, p. 5.

INTRODUCTION

Avant d'arriver à étudier l'évolution des normes qui régissent les Principautés Roumaines, il faut se rendre compte de l'aspect de la réalité qui recevra ces normes.

Nous nous reporterons aux recherches les plus récentes en cette matière, pour pouvoir recueillir les données ayant trait à la physionomie desdites Principautés.

On doit dire dès le commencement, qu'une évolution normative lente, était en train de s'effectuer dans les Principautés Roumaines.

Il n'y a pas de doute, que si les circonstances extérieures n'étaient venues pour dévier et asservir la vie de ces états, ils auraient pu arriver à une loi fondamentale, à l'abri de laquelle se cache la vraie vigueur des Etats.

Le Professeur Eliade, se demande à ce sujet, qu'est-ce que pouvait devenir les Principautés, « si rien d'extérieur ni de violent n'était venu troubler le cours des événements ».

Et comme réponse, il voit « une Roumanie toute différente de « ce qu'elle est aujourd'hui, une Roumanie qui aurait moins « souffert, qui aurait moins usé du concours des autres peuples « pour se relever, qui aurait connu les tendances de l'Occident « par elle-même et non par l'intermédiaire des Russes, qui aurait « été moins civilisée qu'elle ne l'est actuellement, mais qui déjà « aurait en elle, les germes d'une civilisation plus profonde et « plus durable, parce que plus personnelle » (1).

Pour schématiser ce qui va suivre, nous allons dire, que justement lorsque la loi fondamentale de ces Principautés commençait à s'ébaucher, les faits extérieurs sont venus troubler le sillon de la coutume.

(1) P. ELIADE : *Histoire de l'esprit public en Roumanie*. I, pp. 30 et sq.

A partir du *xiv^e* siècle, on voit les Principautés Roumaines régies par un *Prince omnipotent*. Son nom, est à lui seul en mesure de nous faire voir ses attributions. En Valachie, il s'appellera « Domn » réminiscence du latin Dominus (imperator). Nous savons ce que ce titre indiquait à Rome (2). Il y avait deux familles qui fournissaient les Princes. En Moldavie celle des Mouchates et en Valachie celle des Bassarabi. N'importe lequel des membres mâles de ces familles, pouvait être désigné par « le pays » comme Prince. C'est là une lacune du système. Cela ne pouvait pas ne pas attirer l'attention de certains grands chefs d'état moedo-valaques.

En effet, ceux-ci cherchaient à assurer le trône à leur fils et notamment à l'aîné.

L'*organe consultatif* qui aide le Prince à remplir ses fonctions est le *Divan* ou *Conseil*. Les membres de cet conseil ne sont pas de provenance féodale, ce sont les fonctions qu'ils occupent qui les font y prendre place, ou bien — directement — la volonté du Prince.

Dans les cas graves, celui-ci convoquera aussi d'autres catégories de personnes, sans doute pour renforcer l'autorité de la décision à prendre, pour donner une garantie de permanence à cette décision (3) ou bien ceux-ci se réuniront d'eux-mêmes, pour délibérer sur des cas graves, comme par exemple la succession au trône, ou le maintien d'une loi fondamentale (« obicei »).

Les documents aiment alors à dire que « le pays tout entier y avait pris part ». M. Filitti explique (4), que cette formule ne désigne que « le pays légal.... » c'est-à-dire « ceux qui avaient le « droit de parler au nom du pays », et qui n'étaient que les privilégiés.

Mais, il nous faudra ajouter que les privilégiés sont en très grand nombre. Quand donc les documents précisent que tout le pays s'est rassemblé, avec les grands et les petits bayards, il faut se rappeler ce que nous enseigne M. Jorga (5), notamment que

(2) N. IORGA : *L'historique de la constitution de 1923*, conférence à l'Institut social Roumain, p. 8.

(3) C. FILITTI : *Evolution des classes sociales dans le passé roumain*, archive pour la réforme et la culture sociale, 1924, p. 90.

(4) *Ancienne organisation administrative des Principautés roumaines*, p. 40, Bucarest, 1935.

(5) *Op. cit.*, p. 12.

« petit boyard signifiait *presque* tout le monde ». Que, malgré que cela paraisse un paradoxe, « notre aristocratie a été démocratique ». Mais le correspondant réel de *presque* exclut de la noblesse toute personne qui ne serait propriétaire terrien ou fonctionnaire (6).

La structure exécutive, le gouvernement, dans l'acception moderne, comprend les fonctionnaires suivants :

Le grand vornic, lequel dans les deux Principautés représente le fonctionnaire le plus ancien. Ses attributions permettent de le comparer à un ministre de l'Intérieur, mais à part cela il possède aussi des attributions de juge, pouvant être considéré comme le juge du personnel du palais et comme la seule instance d'appel existant dans le pays (7).

Le logothète, devient un haut fonctionnaire très important. C'est lui qui range toutes les requêtes adressées au Prince, et toutes les décisions prises par le Prince. On peut le comparer à un chancelier.

Le vistier, sorte de ministre des finances, avait soin de ne jamais laisser se vider le trésor princier, qui au commencement se confondait avec celui de l'Etat.

La complication du système financier fait naître avec le temps un fonctionnaire qui prend les attributions du vistier, quant à la caisse privée du Prince, et qui s'appelle « *camarache* » (*camerarius*).

Le postelnic est un fonctionnaire intime du Palais. Il introduit auprès du Prince les personnes qui ont obtenu audience. Il prendra en Moldavie à partir du xvi^e siècle quelques-unes des attributions du vornic, en ce sens qu'il sera le juge personnel du palais.

Il devient — toujours à partir du xvi^e siècle — le chef du courrier officiel.

On doit ajouter le grand *Armas*, exécuter des peines de mort et chef des prisons.

Tous ces fonctionnaires avaient le titre de grands boyards, malgré qu'on ne les rencontre pas toujours dans le Divan. Le

(6) I.-C. FILITTI : *Origines de la démocratie roumaine* (Revue *La Vie Roumaine*, janvier 1923, p. 15).

(7) I.-C. FILITTI : *Organisation administrative...*, pp. 12 et sq.

Prince pouvait les choisir dans n'importe quelle catégorie sociale (8).

Les divisions administratives. — Il y a peu de choses à dire qui puissent nous intéresser, au sujet de ces divisions. Elles sont en pleine transformation. Nous les trouverons sous l'aspect de divisions d'exploitation fiscale, plutôt qu'administratives, un peu plus loin et vues par un contemporain.

Tout cet appareil d'Etat est bien rudimentaire.

Toutes les préoccupations, que nécessite aujourd'hui une bonne administration, n'avaient pas d'objet dans l'ancien rouage administratif des Principautés.

« La sphère d'activité de notre ancienne administration était réduite au minimum comprenant presque exclusivement la sécurité interne ou externe et les préoccupations d'ordre fiscal, ayant d'un autre côté des attributions de justice également » (9).

Cependant *la coutume* commençait à avoir une remarquable puissance normative.

Il y a des indices en cette matière. Le Prince doit se soumettre à cette coutume. En cela il n'est pas du tout *legibus solutus*. Un exemple pour illustrer cette assertion : le professeur Giuresco nous montre que tout coindivisaire (« mégias ») avait le droit d'évoquer tout litige (qui pouvait se trouver devant n'importe quelle instance), devant ses semblables. Et cette faculté de se soustraire à la sentence du Prince, qui n'était pas permise en Occident, n'aurait jamais put être refusée au demandeur.

Le Prince devait, au contraire, faire les diligences nécessaires pour que les formalités de l'évocation s'accomplissent. Son rôle se terminait par la confirmation d'une sentence qu'il n'avait pas rendu lui-même, à cause de l'évocation, mais qu'il devait confirmer, rendue par ses sujets. Cette opération avait un nom tout aussi suggestif : elle s'appelait : « prendre la loi du pays », de la terre (*legea Tserii*).

Et le professeur Giuresco, de conclure, « combien limitée « était sous certains égards l'autorité princière de laquelle on a « dit avec tant de facilité qu'elle était absolue » (10).

(8) *Ibid.*, p. 10.

(9) I.-C. FILITTI : *Op. cit.*, p. 40.

(10) C. GIURESCO : *Les boyards*, p. 42.

Puis, — pour voir que la coutume commençait à tracer un profond sillon dans les actes d'Etat, — on peut citer comme exemple, deux documents de deux règnes successifs, concernant une question identique. Il s'agissait, en effet, d'un décret contre les empiétements sur la coutume, décret émané du Prince Léon Tomsa. Son successeur, Radou-Léon, lorsqu'il prendra des mesures sur la même question, emploiera aussi la même formule de rédaction du décret. Donc à part le fait que ces attitudes étaient déclanchées par le fait que la coutume n'était plus respectée telle que l'avait commandé l'ancien usage ; mais le rétablissement de cette coutume se fait dans deux règnes successifs par une même formule (11).

Nous avons pris ces exemples, pour démontrer combien puissante était l'atmosphère nominative dans les Principautés Roumaines. Pour faire voir que l'organisation parfaite de ces pays ne pouvait pas tarder de s'accomplir si quelques siècles de repos et de tranquillité, auraient permis à la coutume de laisser son empreinte profonde dans les faits et gestes de ces peuples.

Retenons donc, la confirmation de ce que nous avons dit au commencement de cette introduction, notamment, que l'équilibre institutionnel qui commençait à poindre dans les Principautés Roumaines, est anéanti par les circonstances historiques. Que l'arbitraire le plus accompli y règnera dorénavant, jusqu'à ce que, réveillées de nouveau à la conscience nationale, ces provinces reprennent les préoccupations pour trouver une norme. C'est là que nous entrons à proprement parler dans notre sujet. Mais jusqu'alors examinons en fait d'éléments intérieurs, l'aspect social moldo-valaque. Nous en tirerons les éléments indispensables pour faire comprendre le reste.

LES BOYARDS ET LA NAISSANCE DU PRIVILÈGE

La dénomination de Boyard, était synonyme de privilégié. Et pour pouvoir gagner cette dénomination, il fallait être fonctionnaire, — donc *ex voluntate Principis* — où bien être propriétaire agricole — *propter rem* —. Nous allons avoir, comment cette qualité très facilement obtainable, devint une sorte de mono-

(11) N. JORGA : *Op. cit.*, pp. 13-14.

pole duquel disposait seulement quelques familles, au détriment du reste. C'est cet état de chose, — on ne saurait trop le souligner — qui justifie les réformes ultérieures.

Retenons, pour commencer, que le titre de Boyard, avait deux sources : fonction et propriété.

La noblesse, ayant donc deux aspects, on peut devenir noble de deux manières :

1° Par la volonté du Prince, lequel, comme nous dit le Prince savant Démètre Cantemir — peut faire d'un paysan un grand Logothète — et d'un grand Logothète un paysan, donc en conférant des fonctions.

2° En s'introduisant dans une indivision, « à l'intérieur de la « délimitation d'une indivision ».

Certainement, le Prince pouvait dans l'ordre public anoblir, aussi par des donations de terres.

Arrêtons-nous un moment pour expliquer ce deuxième point.

A cet effet — nous aurons à caractériser la nature de l'ancienne propriété foncière Roumaine.

Sa note dominante, est l'indivision des familles descendant d'un ancêtre (betran — veteranus) commun. « Elle part du « principe du lien indissoluble entre la terre et la famille considérée comme une lignée ininterrompue de génération, dont « chacune d'elle ne représente que le dépositaire temporaire des « obligations envers les générations futures » (12). La terre représente le foyer autour duquel se retrouve pendant des siècles les rejetons d'une même famille.

Le domaine du propriétaire n'est donc pas déterminé. Il n'y a que des quotes-parts qu'il fait valoir, en différentes unités de mesure et qu'il prouve par son ascendance ou bien par des documents. La sortie d'indivision marque une exception par rapport à l'état habituel de communauté et fixe seulement alors l'exacte teneur des droits jusqu'alors indivis.

Les droits de quote-part qui virtuellement pouvaient s'exercer sur n'importe quelle parcelle de l'indivision, vont se fixer définitivement, comme dans n'importe quel partage actuel, sur des éléments patrimoniaux précis.

(12) I.-C. FILIPPI : *Classes sociales...*, archive pour la réforme et la science sociale, p. 73.

On répartit à chaque coïndivisaire ses droits dans l'indivision en prenant comme critérium la quote-part de l'ancêtre commun (le *betran* — *veteranus*) (13).

Dans cette enclave indivisaire, l'étranger peut pénétrer très difficilement.

Il devra — au préalable — se faire admettre dans la famille titulaire des droits d'indivision, par mariage, adoption et par une opération spécifique, qu'on peut à peine traduire par adoption collatérale : littéralement ce serait : fraternisation (*infratzire*), opération qui consistait à prendre comme frère une personne qu'on voulait introduire dans la jouissance des droits indivis.

Par ailleurs, l'achat d'une partie indivisée par un étranger était subordonné à la volonté des autres coïndivisaires, qui pouvaient lui accorder ou non la permission d'entrer « dans leur délimitation ». Et lorsque l'un d'eux vendait sa quote-part, la coutume donnait toujours un droit de préférence — *protimisis* — aux autres coïndivisaires lequel n'étant pas exercé par ceux-ci, faisait passer cette quote-part à l'étranger.

Si on outrepassait ce droit, les coïndivisaires pouvaient toujours exercer un droit qui correspond aujourd'hui au retrait successoral et qui s'appelait : « rejet d'argent. »

On remboursait l'argent à l'intrus qui était forcé d'abandonner la portion qu'il avait acquise.

L'opération, que nous avons appelée « adoption collatérale », a été conçue justement pour éviter ces rigueurs qui entravaient la libre disposition de son patrimoine.

Il n'y a que la donation qui échappait à ces formalités compliquées, — probablement parce qu'elle supposait un lien moral tout aussi puissant qu'un lien familial (14).

Maintenant, il n'y a que quelques mots à dire, pour bien comprendre l'anoblissement effectué par l'entrée dans une indivision.

Dans un ouvrage posthume — publié par son fils, — le professeur Giuresco a tiré au clair l'une des questions les plus importantes de l'histoire roumaine.

Notamment, il a démontré que « la classe des boyards compte tous les propriétaires agraires, indépendamment du fait

(13) GIURESCO : *Les boyards*, p. 32.

(14) L.-C. FILITTI : *Classes sociales...*, p. 75 et sq ; GIURESCO : *Les boyards*, p. 37.

« qu'ils étaient riches ou pauvres, grands ou petits, détenant des « fonctions ou pas » (15).

Que, à part la noblesse temporaire conférée par les fonctions, il y avait dans les principautés Roumaines une noblesse héréditaire, que conférait la propriété terrienne (16), laquelle, selon la coutume, devait rester indéfiniment dans une même famille.

En devenant donc propriétaire terrien par les moyens que nous avons indiqués on devenait *eo ipso*-noble.

Cette noblesse terrienne devient avec le temps de plus en plus effacée, car la noblesse de fonction celle que crée le Prince Phanariote, prendra le premier plan. Du fait des exemptions innombrables desquelles bénéficie le noble fonctionnaire, celui-ci arrive à une considérable fortune ; il profitera de la pauvreté de ces coindivisaires, pour s'emparer de leur patrimoine, car entre temps la propriété foncière Roumaine se sera délimitée et sera dorénavant indépendante de tout lien d'indivision (xvii^e siècle). Nous assistons ainsi à un phénomène qui est d'ailleurs courant : un grand patrimoine qui englobe les petits patrimoines environnants, laissant dans la misère leurs titulaires. Ceux-ci „perdront leur condition libre, pour arriver à supporter en fin de compte, toutes les charges et les impositions avec lesquelles une fiscalité de plus en plus excessive et la responsabilité collective va les accabler (17).

Il faut d'un autre côté — signaler un autre phénomène, notamment *la répercussion de ce fait social dans l'administration*.

La fiscalité excessive avait augmenté le nombre des hommes libres sans terre. Le processus est le suivant : les « serfs » augmentant parce qu'ils perdaient leur fortune engloutie par d'autres patrimoines développés à leur détriment, cherchèrent à reconquérir leur situation primitive.

Ils s'affranchissaient donc ; et par cela facilitaient aussi la tâche du propriétaire sur la terre duquel il se trouvait. Or la quantité de ces hommes libres ayant augmenté, l'autorité centrale a pensé y mettre de l'ordre. Effectivement on les a rangés par groupes (« cété »), cela permettant à l'autorité de les déclarer collectivement responsables en matière fiscale. Ils viennent

(15) GIURESCO : *Ibid.*, p. 56.

(16) *Ibid.*, p. 30.

(17) I.-C. FILITTI : *Classes sociales ; Ibid.*, 6^e année (1926-27), p. 318 ; *L'ancienne administration...*, p. 33.

donc prendre place dans la vie sociale, à côté des grands fonctionnaires, des grands propriétaires et des serfs qui se trouvaient sur les terres de ceux-ci.

C'est une nouvelle catégorie sociale.

Ceux-ci, en échange de certains avantages fiscaux devaient remplir certaines fonctions administratives subalternes en temps de paix, et militaires, en temps de guerre (18).

Et petit à petit toute l'administration des Principautés n'existera et ne trouvera sa raison d'être que pour des attributions fiscales. Car il ne faut pas oublier que ces malheureuses Principautés dépendaient de l'Empire Ottoman, lequel voyait de plus en plus diminuer sa chance. Pressé par de grands besoins d'argent, il tâche de se le procurer dans les Provinces de son Empire.

Les provinces Danubiennes étant autonomes, il trouvera un très bon moyen pour les soumettre à toutes ces exigences. Ce moyen sera la substitution d'un fonctionnaire ottoman au Prince indigène, lequel occupant le trône des Principautés est considéré par la Sublime Porte comme avançant purement et simplement dans la hiérarchie ottomane.

Et ici, l'observateur doit avoir en vue deux aspects pour bien comprendre la situation des principautés Moldo-Valaque. A part celui que nous venons d'esquisser l'aspect intérieur il devra examiner aussi l'aspect extérieur, du fait de la situation internationale des pays roumains. C'est-à-dire, que pour bien se rendre compte du statut moldo-valaque on devra recourir à l'examen des traités conclus entre les puissances voisines : Russie et Turquie, ayant comme objet la Moldavie et la Valachie. Mais avant de décrire l'aspect extérieur des Principautés et pour bien nous rendre compte de la situation intérieure qui nécessitait une réforme, cédon's la parole à un témoin oculaire.

Il s'agit d'un rapport fait au général Comte Kisseleff par le futur prince Barbou Stirbey. C'est une des pièces d'investigation nécessaire à la documentation des autorités qui ont appliqué le Règlement Organique (19).

Ce rapport nous fait voir une situation qu'on aurait peine à ne pas nommer désastreuse. Et malgré que le rapport ait trait seule-

(18) I.-C. FILITTI : *Ibid.*, p. 34.

(19) Rapport du Logothète B. STIRBEY au général comte KISSELEFF. *Causeries littéraires*, 22^e année (1888, pp. 738 et sq.).

ment à la situation Valaque, il ne diffère en rien de celle qui existait dans l'autre Principauté Roumaine.

Ce document étant de toute première importance, faisons quelques emprunts à sa très claire exposition.

Il faut dire que selon une vieille coutume maintenue aussi dans la constitution des « carvonari » les fonctions étaient annuelles. Toute continuité dans le travail d'un fonctionnaire présumé consciencieux était par là exclue.

Stirbey analyse chaque grande fonction publique.

§ 1^{er}. — Il commence par *les fonctionnaires de police*, ceux qui devaient maintenir l'ordre et pourvoyaient à la sûreté publique (les « catanes »).

Ceux-ci, dépendant du Spatar — (en Moldavie c'était le Hatman) — étaient répartis dans une proportion quelconque dans chaque département.

Ils ne recevaient aucun appointement, au contraire, ils devaient payer à leur chef hiérarchique une certaine somme d'argent par mois.

Dans les départements, il y avait une unité de police départementale, commandée par un « polkovnic » et répartie en deux ou quatre unités inférieures, commandées par des capitaines. La nomination de ces commandants appartenait aux Spatar. Stirbey souligne vigoureusement la façon illégale selon laquelle ces membres de la police remplissaient leurs devoirs.

§ 2. — *Le Département* apparaît comme une miniature de l'état. Les fonctionnaires départementaux, peuvent — toute proportion gardée — y rendre une fidèle image.

Le Vistiar (sorte de Ministre des Finances) aura à nommer les chefs du Département nommés ispravnic (sorte de préfets) — deux pour chaque district. Ceux-ci cumuleront des attributions judiciaires et fiscales en même temps. Stirbey a donc parfaitement raison quand il les compare à des Princes du Département.

Pour *les attributions judiciaires*, il est vrai que chaque département était muni d'un juge aidé d'un greffier, les deux à la nomination du grand logothète, mais ceux-ci étaient devenus inutiles avec le temps, leurs fonctions représentant seulement des sinécures et leurs attributions passant intégralement aux mains des ispravnic.

Nous rencontrons aussi d'autres fonctionnaires dans le district, le caissier et le directeur des bureaux du département à la nomination du vistiâr.

Ce n'est pas tout. Le département se divise — lui aussi — en des unités administrées par des sortes de sous-préfets nommés « Zapeis », qui, selon Stirbey, étaient par rapport à l'ispravnic, ce que ce dernier était par rapport au Prince.

Les agents d'exécutions affectés à ce rouage administratif, étaient les fonctionnaires inférieurs, généralement d'anciens propriétaires fonciers déchus de leurs droits et nommés « suljitori ». Ils payaient eux aussi au Spatar (au Hatman en Moldavie), une somme modique. Eux personnellement étaient exemptés d'impôt. Et chose surprenante pour des temps où l'abus était presque la règle, — « ceux-ci remplissaient leurs devoirs si consciencieusement et avec tant d'honnêteté, qu'il n'est jamais arrivé de manquer quoi que ce soit des sommes à eux confiées, à fin « d'être déposée à la trésorerie » (20).

§ 3. — Quant à la *répartition des impôts*, c'est l'opération la plus dépourvue de légalité. Occasion unique pour enrichir le Prince Fhanariote qui n'avait rien de commun avec le pays qu'il gouvernait et rien qui puisse l'apitoyer sur le sort des malheureux ressortissants.

Il faut savoir que la mécanique fiscale consistait en une *répartition* individuelle. Cette répartition étant nantie par la responsabilité collective (21), on peut ajouter qu'une somme individuelle pouvait quelquefois être payée par un groupe d'individus.

Cette répartition d'impôts était à la discrétion de l'ispravnic qui en usait à sa guise, étant préoccupé seulement d'avoir dans son département le même nombre de contribuables.

A part les impôts, il y avait aussi les dépenses de l'Etat pour l'entretien de tous ces fonctionnaires qui revenaient à la charge de la commune, ainsi que les Turcs, qui se trouvaient — avec ou sans motifs — sur le territoire des Principautés. Et, pour compléter cette situation inhumaine, les réquisitions en nature augmentaient le désarroi général et l'insécurité.

(20) *Ibid.*, p. 741.

(21) I.-C. FILIPPI : *L'organisation fiscale des Principautés*, pp. 19-20.

Stirbey explique la cause de cet état de choses qui ressemble étrangement à une agonie. Il considère l'asservissement du paysan sur les terres du propriétaire foncier comme étant l'élément qui entrave toutes tentatives de revigorer cette situation par une initiative privée. Au contraire, le contribuable cherchera, par tous les moyens, à perdre son avoir pour pouvoir trouver dans une pauvreté sans pareil la fin des chicanes administratives, du fait de son impuissance à contribuer par n'importe quelle somme au trésor.

A toute cette situation préside un gouvernement « qui crée de « très hautes situations et des sinécures, qu'il garde comme un « moyen de corrompre et pour légitimer l'oppression, en y faisant participer à ses agissements quelques-uns des boyards roumains ».

Puis un moyen très efficace pour tenir en main toutes les destinées de n'importe quel récalcitrant éventuel, c'était le droit qu'avait le Prince, de se prononcer en dernière instance sur tous les litiges. Et comme l'autorité de la chose jugée n'existait pas, il avait le droit exorbitant de revenir sur les décisions de ces prédécesseurs ainsi que sur les siennes.

§ 4. — Dans l'ordre judiciaire proprement dit on ne connaissait pas une doctrine quelconque, des principes selon lesquels une stricte application de la loi devait avoir lieu, ou bien une organisation apte à faire face à toutes les demandes. La marche de la justice était complètement entravée du fait de l'attribution de dernière instance qu'avait le Prince, ce qui amenait un grand nombre d'affaires non liquidées.

Ajoutons que la procédure criminelle était tout aussi dépourvue de norme. Le chef du personnel des prisons, individu de basse extraction, formait un tribunal avec six à neuf membres, lesquels d'habitude ne paraissaient pas aux jugements. C'est donc seulement ce sinistre fonctionnaire qui pouvait décider de la vie de quelqu'un. Le Prince se bornait à approuver la décision, sans se donner jamais la peine d'écouter le coupable.

Enfin, disons que le commerce ne pouvait pas prendre un essor quelque petit qu'il fût à cause de la prohibition de vendre à qui que ce soit, sauf à la Turquie. A ce tableau le futur Prince Stirbey met une conclusion tout aussi édifiante que la description de la situation elle-même : « on dirait que tous ne vivent que

« par miracles, comme si c'était une vieille machine qui tourne
« encore du fait d'une impulsion qu'elle aurait reçu naguère. »

Etant donné cette situation ce n'était pas seulement un desideratum mais un commandement, que de réédifier cette bâtisse écroulée d'après un nouveau plan, — une modification n'étant pas suffisante.

CHAPITRE PREMIER

Tendances réformatrices et essais de réformes de source nationale

On a justement qualifié la période qui commence en 1821, — comme étant celle qui rompt avec l'instinct et marque le commencement de la conscience nationale (1). Il est merveilleux de constater, que pendant une période très courte de sept ans (1821-8), pendant laquelle les Principautés sont laissées à elles-mêmes (2), leurs préoccupations abondent en tendances réformatrices et se tournent vers le bien-être du pays.

En effet, les maux paraissent avoir cessé — au moins pour un instant. « Le prince phanariote aura quitté définitivement le territoire roumain, le Consul russe n'y fera guère d'apparitions. Une armée turque maintient — il est vrai l'ordre dans les Principautés, — mais elle n'a aucune prise sur l'esprit des habitants, — elle ne lui impose aucune tendance politique, sociale ou autre, — c'est une force physique et nullement une force intellectuelle ou morale » (3).

Pénétrons donc dans cette atmosphère, — qui prouve encore une fois que lorsque l'histoire choisit un peuple et lui confie des destinées, — toutes les oppressions ne pourraient l'anéantir.

I

En Valachie, la tendance émancipatrice prend deux aspects : un aspect de simples désirs de réforme représenté par des péti-

(1) XÉNOPOL : *Histoire des roumains*, XI, p. 4.

(2) ELIADE : *Histoire de l'esprit public en Roumanie*, I, p. 3.

(3) *Ibid.*

tions adressées aux Cours Protectrice et Suzeraine par les nobles émigrés à Brasov à cause des événements, et un autre aspect, de soulèvement national, personnifié par Théodore Vladimiresco, entré par là dans la légende.

Étudions les tendances nomatives de ces deux sortes de manifestations par ordre chronologique.

§ 1. — La Révolution que conduit Toudor Vladimiresco, c'est un cri du pays. Mais son attitude la place dans une situation tellement difficile, que son chemin entier en sera parsemé de plus grandes difficultés et finalement il devra succomber.

Vladimiresco ne nous a pas laissé un programme d'organisation du pays. Mais de ses proclamations et de sa correspondance des historiens d'aujourd'hui ont pu préciser ses pensées.

Adressons-nous à l'ouvrage dernièrement paru en cette matière, celui de M. Filitti, qui caractérise le mouvement de l'audacieux patriote (4), comme ayant un double but : l'un minimal et immédiat : obtenir des Turcs par des *négociations* directes et aidé par la diplomatie russe, ce qu'il nommera constamment « Les Droits du pays » ; un autre but pour lequel cette fois-ci la Russie interviendrait efficacement : l'émancipation de son pays par les armes profitant de la révolution grecque : (l'hétairie). On peut ajouter qu'à l'intérieur, il voulait âprement l'abolition des privilèges.

Bien que Théodore Vladimiresco voulut l'émancipation du joug turc, il ne fait pas la faute de le déclarer immédiatement.

Bien qu'il ne désire pas voir les Grecs à la tête du pays, il se sert de leur mouvement, pour arriver à son but.

Enfin, bien qu'il n'ait point voulu d'une façon absolue se révolter contre les boyards, il se sert du peuple et le soulève, en les présentant comme la cause de tous les fléaux.

Il n'aura qu'une formule générale et vague : « Je lutte pour les droits du pays » (5).

Mais, cette formule va se préciser différemment, selon que la personne à laquelle il s'adressera, sera différente.

Son pays était tellement opprimé de tous côtés, qu'en vérité une habile politique émancipatrice devait absolument lui commander des attitudes très nuancées et prudentes.

(4) I.-C. FILITTI : *Op. cit.*, p. 24.

(5) I.-C. FILITTI : *Ibid.*, pp. 22, 24, 35.

La première pétition de Vladimiresco datant du 20-25 janvier 1821 (6) et suivie d'une lettre adressée à Dervich Pacha (7) montre que les Princes étrangers, ainsi que quelques boyards indigènes, les ont appauvris par leur rapacité. « Nous sommes restés seulement avec nos « âmes », qu'aucune pétition à la Porte ne pouvait être envoyée, parce que le gouvernement empêchait cela. Il demande une enquête et avant que l'envoyé du Sultan arrive pour la faire, les pétitionnaires annoncent à la Porte qu'ils se sont soulevés, qu'ils sont partis vers Bucarest ; mais que l'émeute n'est dirigée que contre les boyards. La pétition est signée : « tout le peuple Valaque. »

La supplique envers l'Empereur, à laquelle est attachée la lettre précédente, comprend les points suivants :

L'objet de la supplique est la souffrance dans laquelle se trouve le pays, « à cause de l'union des boyards avec le Prince, contre le peuple ». On demande une enquête et on répète que l'émeute n'est dirigée que contre les boyards.

Se basant sur un document récemment publié (8) M. Filitti fait voir que Vladimiresco demandait un prince indigène, et qu'il n'avait d'autre but que de mettre un terme aux abus des Princes étrangers et à ceux de l'administration.

Vladimiresco explique au peuple l'objet de son émeute, dans une proclamation (9), datée (Filitti) toujours du 20-25 janvier. Il commence par dire : « Qu'aucune loi ne défend de combattre le « mal par le mal ! »

Il invite tout le peuple valaque à venir pour qu'il choisisse les meilleurs des chefs roumains, « parce qu'ils sont les nôtres ».

Le lieu de rendez-vous est là où se trouvera « l'Assemblée instituée pour le bien du peuple » ; « vous écouterez les commandements des chefs de cette assemblée. Je recommande à la dévastation, seulement les biens qui ont été illégitimement acquis (ceux des boyards). Aux imputations que les nobles lui font, le vaillant Théodore répond par une lettre au Boyard Nicolas Vacaresco (10) en précisant ce que c'est que la patrie :

(6) I.-C. FILITTI : *Op. cit.*, p. 35.

(7) ARICESCO : II, pp. 31 et sq.

(8) André OTETEA : *Contributions à la question d'Orient*, p. 326. Le document est le rapport de l'ambassadeur des Deux-Siciles à Constantinople (27 février-10 mars) ; I.-C. FILITTI : *Op. cit.*, p. 36.

(9) ARICESCO : *Actes justificatifs*, II, p. 27.

(10) *Ibid.*, p. 75.

« ...moi, je ne fais aucun mal à ma patrie. Mais il me semble
« que vous ne voulez nommer « Patrie » que ceux qui volent ses
« biens ; et que vous estimez que le peuple tout entier n'est
« rien !... »

« Moi, il n'y a que la clique des prévaricateurs qui m'accable !
« Mais cette engeance est maudite par le peuple entier ! »

« ...La chance de la victoire c'est seulement Dieu qui l'accorde.
« Et même si les déprédateurs triomphaient, ils continueraient
« quand même à être maudits par tout le monde ! »

Dans une autre proclamation — du 16-21 mars — lorsqu'il était aux portes de Bucarest, il répète ce qu'il avait déjà dit dans les autres proclamations.

Dans les rapports (11) du Consulat d'Autriche, les réformes que Vladimiresco voulait revendiquer pour son pays sont rédigées en 32 points.

Il consent à n'accorder qu'une suite de 4 boyards grecs, que le prince pourra introduire dans le pays (le Prince, donc, peut être aussi un Grec).

Il demande que le clergé soit indigène ; que la vénalité des charges cesse, et que la nomination en fonction se fasse d'après le mérite et pas seulement d'après la naissance ; l'abrogation des privilèges des étrangers.

Une réglementation des impôts excluant ceux qui avaient été établis pendant le dernier règne, et la réduction du nombre des capitaines de département.

Les autres points sont inspirés par sa haine contre les boyards.

A Bucarest (21 mars) Théodore signe encore une proclamation, où il ne s'attaque plus à personne : il accuse seulement les Princes étrangers.

Il gouverne le pays à l'aide d'un grand boyard, Filipesco (12).

En attendant, le chef de la révolution grecque : Ypsilante, arrivé à Bucarest, Vladimiresco voulait savoir si celui-ci était ou non approuvé dans son attitude par la Russie. Se rendant compte qu'il ne l'était pas, — l'Empereur Alexandre ayant écouté les suggestions de Metternich, — Vladimiresco (13) montre au prince

(11) I.-C. FILITTI : *Op. cit.*, p. 45, « Demandes du peuple Valaque », datées par cet auteur environ 16/28 mars.

(12) *Ibid.*, p. 55.

(13) *Ibid.*, p. 69.

Ypsilante que lui et les Valaques n'auraient aucun avantage à l'émancipation des Grecs.

Cette attitude a fait croire aux hétéristes que Vladimiresco avait comploté avec les Turcs contre eux. De ce malentendu il résulta que ce brave patriote fut assassiné le 26 mai 1821. Voilà les bribes qui nous restent des préoccupations idéologiques de ce mouvement.

§ 2. — En fait de pétitions, nous connaissons les suivantes :

A. — L'une, datée de la fin de 1821, au plus tard janvier 1822, émane des boyards émigrés en Transylvanie (Brasov) et est destinée à la Russie (14). Après avoir fait une très sévère critique du régime phanariote, la pétition exige des réformes pour le pays, pour lequel il réclame les droits que lui confèrent les capitulations. Disons, en passant, que les textes de ces capitulations que les Principautés Roumaines auraient signés avec la Turquie, sont apocryphes. Ils ont été rédigés pendant la guerre russo-turque de 1772 qui finit avec la paix de Kuciuc-Kaïnardgi, pour former la base des exigences des Roumains envers la Turquie et, plus tard, envers la Russie (15). Ainsi, ils demandent que la frontière de la Valachie soit le thalweg du Danube, la liberté du commerce et de l'industrie nationale, la libre exploitation des mines ; que les fonctions publiques ne soient accordées qu'aux indigènes, auxquels on accordera aussi certaines privilèges.

On prévoit aussi des privilèges pour les boyards.

En matière d'organisation d'Etat, ce projet demande un premier divan qui fera office de pouvoir exécutif. Il sera composé de l'Evêque métropolitain, des trois autres évêques, de quatre grands boyards et d'un légiste. Ce divan avait aussi des attributions judiciaires. C'est lui qui recevait les appels du deuxième divan, lequel avait seulement des attributions d'instance judiciaire et était composé de huit grands boyards.

Deux départements judiciaires et un département criminel étaient institués. Puis un département de conciliation et un autre, le département cadastral.

(14) E. VARTOSU : *Actes et faits nouveaux relatifs à 1821*, p. 125 ; I.-C. FILITTI : *Troubles sociaux et politiques dans les Principautés roumaines entre 1821-28*, p. 83.

(15) I.-C. FILITTI : *L'ancienne administration des Principautés*, p. 54 et *Origines de la Démocratie roumaine* (*Vie Roumaine*, février 1923, pp. 182-3).

En matière de finances, on demande l'institution d'une commission de vistiairs à la place d'un seul vistiair (Ministre de Finance), composée de trois boyards (un grand boyard et deux de rang inférieur). A cette commission devait se joindre un député de chaque département qui devait participer à l'épuration des comptes des districts. Le deuxième divan devait clore les comptes que le premier devait confirmer.

La réorganisation de la police et de l'administration, le désir de former une milice nationale et la stabilité des petits fonctionnaires remplaçables seulement pour faute prouvée, terminent cette pétition, projet des boyards émigrés.

B. — Un autre projet adressé au Consul russe Pini, dont l'auteur est le boyard Alexandre Villara (16), est daté du mois de mars-février 1822.

Il propose — après avoir montré l'état déplorable du peuple — des mesures identiques au projet précédent, concernant la liberté du commerce et l'armée nationale et l'administration des finances.

Comme demandes nouvelles, nous trouvons celle concernant la libre navigation des navires roumains sous pavillon roumain, et l'exemption de tout paiement à la Porte ottomane, pour cinq ans.

Il demandait l'abolition des revenus que les fonctionnaires percevaient, et il demandait des appointements fixes à la place de ces revenus.

Les supérieurs des monastères devront aussi avoir des appointements fixes.

Après cinq ans (terme où finit l'exemption d'impôt), le budget sera rédigé par une Assemblée composée par l'Evêque métropolitain, les évêques, les boyards siégeant dans la capitale et des députés envoyés par les districts.

La pétition finit en recommandant encore une fois que les fonctionnaires ne tirent aucun profit au désavantage de leurs administrés et qu'un service des Postes, l'industrie et l'exploitation du sous-sol soient organisés.

(16) I.-C. FILITTI : *Troubles...*, p. 89.

II

En Moldavie, nous trouvons aussi une tendance réformatrice et émancipatrice.

§ 1. — A. Une pétition que Filitti (17) date du mois d'octobre 1821 s'exprime contre les règnes des Princes grecs (18).

« Ces provinces sont restées comme une corps sans âme, — à « cause de ces malfaiteurs. »

Une dévastation atroce est décrite par la supplique comme « la suite de la damnation phanariste en Moldavie ».

Ils demandent :

a) L'abolition de la nomination grecque, et le retour aux princes indigènes ;

b) Des représentants autonomes à Constantinople ;

c) Un ajournement du paiement d'impôts tant que le pays sera dans cet état malheureux ;

d) Ils demandent un Conseil de boyards présidé par un bash-boyard, par élection.

Ce Comité exécutif, dirions-nous, aura les attributions du Prince, et va instituer le Divan, les ispravnic et créera les fonctions nécessaires.

Ce Comité fonctionnera tant que le pays sera dans cet état lamentable ; après quoi, lorsque le pays disposera des sommes nécessaires pour entretenir la couronne, on élira, avec l'approbation de la Porte, un Prince indigène.

On demande un corps de gardiens de l'ordre, et l'exclusion des arnaouts, ainsi que l'abolition de la vénalité des charges.

B. Le Régent de Moldavie : Vogoride, envoie en même temps une autre supplique, au commandant de Silistrie (19), par laquelle il recommande un Prince indigène. Il ne voulait pas du Conseil des boyards, lui-même étant candidat au trône (toujours 1822) il demande :

(17) I.-C. FILITTI : *Op. cit.*, p. 78.

(18) Le texte dans ARICESCO : *La Révolution de Théodore Vladimiresco. Actes justificatifs*, II, p. 208.

(19) Le texte dans ERBICEANU : *Histoire de l'Eglise métropolitaine de Moldavie*, p. 214.

Le renforcement des anciens privilèges, perdus du fait des Grecs.

L'expulsion des soldats Grecs et Arnaouts.

Il demande pour le pays une indemnisation des pertes que les indigènes ont eues.

La rétrocession des monastères dédiés.

Des lois dans la langue du pays.

La délimitation des terres.

Et la représentation de la Moldavie auprès de la Porte réservée à des indigènes.

★ ★

Pour terminer avec les tendances de réformes officiellement manifestées dans les deux Principautés, disons que la situation si trouble créée par l'Hétairie s'étant apaisée, la Porte Ottomane invite les délégués des deux Principautés pour qu'à Constantinople les 21 et 22 avril 1822 ils exposent par écrit les désirs de leurs pays.

La délégation valaque s'exprime d'une façon qui fait très clairement voir l'influence des pétitions précédentes (20).

Quant à la délégation moldave, les doléances qu'elle présente sont identiques aux desiderata valaques. Ils demandent (21) un Prince à vie et indigène. Que si le Prince était grec, celui-ci n'amène qu'un nombre limité de Grecs avec lui. Suivent des demandes de nature à faire évacuer les Grecs du pays, même s'ils sont des boyards ou des ecclésiastiques et même s'ils sont mariés à des Roumaines.

Les représentants diplomatiques, tant celui de Valachie à Constantinople que ceux des autres puissances (Russie, Autriche) à Bucarest, devront être des ressortissants des pays respectifs et pas des Grecs.

Le Prince ne pourra nullement anoblir les Grecs. L'anoblissement des indigènes devra s'effectuer dans l'ordre de l'âge des candidats. Les fonctions devront être réparties après avis de tous les boyards. Les boyards devront contresigner toutes les adresses du Prince à la Porte Ottomane. Les finances seront

(20) C.-I. FILITTI : *Op. cit.*, p. 92.

(21) Le texte chez E. VARTOSU : « 1821 », pp. 155-158,

dirigées non pas par le vistiar seul, comme par le passé, mais par un conseil de quatre boyards ; un même conseil de quatre boyards devra remplacer le Chef de Police (Spatar).

Les « *droits* » du pays sont inaliénables ; le Prince ne pourra donc pas en disposer. Toute dépense devra être faite avec l'avis des boyards. Défense est faite à certains étrangers d'entrer dans des écoles du pays (Grecs, Arnaoutes, Serbes).

La liberté du commerce est demandée et les réquisitions pour Constantinople réglementées.

Nous avons choisi les demandes de réformes qui s'adressent à une officialité quelconque. Il y en a bien d'autres, desquelles il ressort nettement le désir de plus de stabilité, et d'une situation meilleure.



§ 2. — Dans cette période de tendances réformatrices la manifestation la plus importante — en Moldavie — est la constitution des « Carvonari ». Sa rédaction date du mois d'avril 1822. Elle fut effectuée pendant que la députation moldave était à Constantinople (22). Celle-ci est la « première concrétisation d'une « conception constitutionnelle, dans les pays roumains » (23). Le texte fut trouvé de façon accidentelle par Xénopol, dans les archives du consulat russe à Jassy.

En décrivant les faits qui l'ont mené à cette trouvaille, il dit (24) :

« Lorsque je quittais pour la dernière fois la table de travail « de la Chancellerie du Consulat, avec le document copié dans « mon portefeuille, je sentis une profonde satisfaction. J'avais la « conviction que je venais de mettre la main sur l'un des docu- « ments les plus importants de notre passé, celui qui contenait « la première manifestation politique de la pensée libérale ».

C'est une constitution de transition — d'aspect plutôt aristocratique. « Il ne s'agit point en effet d'accorder des privilèges « à toutes les classes de la société, mais à toutes les classes de

(22) Le texte chez E. VARTOSU : « 1821 », pp. 155-158.

(23) I.-C. FILITTI : *Origines de la démocratie roumaine (La Vie Roumaine, janvier 1923, p. 14).*

(24) XÉNOPOL : *Origine des partis conservateur et libéral*, p. 26 ; *Annales de l'Académie Roumaine*, t. XX, série II, p. 114.

« boyards seulement. Elle se borne en somme à introduire « l'égalité parmi les boyards » (25).

Sa rédaction contient beaucoup de mesures qui ne devraient pas figurer dans une constitution ; aussi nous n'allons mentionner que ce qui forme la trame des principes fondamentaux avec lesquels elle veut régir la réalité moldave.

LA TENEUR DE LA CONSTITUTION DES CARNOVARI

L'Assemblée, « Sfat » (Conseil), est l'institution que le pays « considère comme étant le plus important des points de ses revendications » (26). Sans celle-ci, toutes les réformes projetées ne pourront pas s'accomplir.

Il aura à exercer — de concert avec le Prince, — le Pouvoir législatif. Il sera convoqué par le Prince ou de lui-même.

Le Conseil se compose d'un député par district, soit 16 députés districtuels. Leur mandat est à vie.

Les décisions, une fois confirmées par le Prince, sont sensées être les décisions du pays tout entier (73) (Déclar. dr. homme, art. 6 et 18).

Le Conseil et le Prince ont au-dessus d'eux l'autorité des lois, tant que celles-ci sont en vigueur (74).

Les attributions du Conseil. — Il choisit à vie l'évêque métropolitain, les deux évêques et les supérieurs des monastères, sauf confirmation du Prince. Les étrangers ne pourront pas être élus à ces hautes fonctions ecclésiastiques (a. 62).

Toutes les mesures aboutissant à une loi, ayant comme objet le bien public (a. 21), rentre dans les attributions de ce Conseil, ainsi que « n'importe quelle autre question (22). Il est donc omnipotent (27).

Tous les membres du Conseil doivent être présents. S'ils sont empêchés, ils se feront remplacés par un « mandataire » duquel ils (les absents) auront à répondre. Le mandataire ne pourra pas être un *ancien* membre du Divan et pas un boyard sans fonction.

M. Barnoschi explique cette mesure, consistant à imposer au Conseil de délibérer avec tous ses membres, comme étant une précaution contre la scission des nobles en anciens et nou-

(25) P. ELIADE : *Histoire de l'Esprit public en Roumanie*, I, p. 65.

(26) BARNOSCHI : *Origines de la Démocratie roumaine*, p. 168.

(27) V. *supra*.

veaux (28). On ne saurait dire que, par là, elle était évitée. Une autre explication, serait celle de vouloir faire effectivement participer les boyards aux travaux de « réforme », et d'empêcher ainsi toute obstruction éventuelle, consistant dans la non participation aux travaux.

Tous les membres du Divan, après avoir pris une décision, l'enverront par une supplique (« anaphora ») au Prince, à fin d'être signée. Le Prince peut faire voir son opinion différente par un décret. Mais, si le Conseil ne veut pas recevoir cette modification, le Prince n'aura qu'à se plier à sa volonté, et de s'y soumettre lui aussi à cette loi qu'il aura signée malgré lui, n'étant plus *legibus solutus*. Le Prince mettra en exécution les décisions du Conseil. En 1848, le projet très « gauche » de Koalniceano — toujours en Moldavie — ne sera pas plus avancé en cela (29).

Nous avons affaire à une très intéressante tendance de limiter les attributions du Prince.

Les Gouvernements plus anciens ne connaissent absolument aucune limitation. L'absolutisme le plus outrancier y règne.

Quant au Divan, il n'était qu'un organe consultatif. Le Prince pouvait se dispenser de ses conseils ou bien y passer outre.

Néanmoins, il est vrai que les chroniqueurs blâment les Princes qui avaient mésestimé les conseils des Divans (30), mais c'est là que s'arrête la réaction contre le pouvoir illimité du Prince.

Une première et très faible tendance à la limitation a lieu pendant le règne du Prince Phanariote, Nicolas Mauracordato. Celui-ci rendait compte personnellement au Divan du maniement des deniers publics. Et, bien qu'il fit cela non par esprit constitutionnel, mais par simple intérêt personnel, voulant avoir un *reçu* de la part du Divan, le fait reste quand même à retenir.

Sans doute, nous devons conclure, avec le grand historien Xenopol, que nous avons affaire à une première concrétisation d'une conception constitutionnelle dans les Pays Roumains.

Le Prince est élu à vie toujours par une Assemblée. La composition de celle-ci diffère de celle du Conseil.

Elle sera composée par l'Evêque métropolitain et les deux autres évêques et tous les boyards moldaves à commencer par le

(28) BARNOSCHI : *Origines de la Démocratie roumaine*, p. 168.

(29) *Infra*, p.

(30) XÉNOPOL : *Op. cit.*, p. 30.

grand-logothète jusqu'au chatrar. Elle aura à choisir avec la majorité de ses voix, le plus digne des indigènes, « réputé pour « sa bonne conduite, pour son patriotisme et pour sa loyauté « envers la Cour suzeraine » (72). Il pourra donc être pris dans toutes les classes sociales, ainsi que le voulaient les 48-istes.

Comme le remarque le Professeur Barnoschi (31), le Conseil est plus démocratique que cette assemblée qui élit le prince. Car il ne faut pas perdre de vue que celle-ci — l'Assemblée — est dépourvue de tout élément électif, et qu'il n'y entre que des boyards titrés, tandis que le Conseil, pouvait comprendre aussi des boyards par naissance, et dépourvus de rang.

L'élection sera parfaite, lors de l'arrivée de la confirmation de la Cour Suzeraine.

Le Prince a, selon M. Barnoschi, seulement un rôle *ad pompam* et *obtentionem* et, tout au plus, consultatif. Son immixtion dans les attributions du Conseil est moins réelle que celle du conseil dans les attributions princières (32). Le Prince est tellement limité dans ses attributions, que l'article 40 lui dénie aussi le droit de donner des ordres même au hatman (commandant des gendarmes).

Il ne peut pas nommer aux fonctions sans l'assentiment du Conseil (46). Il est dépourvu du droit de dissolution ainsi que du droit d'initiative et de veto. S'il ne convoque pas l'Assemblée, celle-ci se convoque d'elle-même.

Les fonctionnaires sont régis par quelques principes qui méritent toute l'attention. Ainsi, aucun des titulaires des services publics ne pourra considérer sa fonction comme héréditaire ou comme une sinécure. D'ailleurs, précise le texte, « pareilles fonctions n'existent même pas ».

La responsabilité des fonctionnaires et la stricte observation de leurs attributions (article 29) est statuée par la loi. Pourtant le Prince pourra faire des changements d'attributions entre les fonctionnaires et l'intérêt général l'exige.

Comme nous l'avons déjà vu, le Prince nomme les fonctionnaires, mais seulement avec l'assentiment du Conseil (46). Le critérium d'après lequel le recrutement des fonctionnaires aura lieu, est le mérite et la compétence. S'il y a plusieurs candidats

(31) BARNOSCHI : *Op. cit.*, p. 219.

(32) BARNOSCHI : *Op. cit.*, p. 244.

pour une place, sera nommé celui qui aura obtenu un plus grand nombre de voix dans le Conseil.

Il est interdit de nommer en fonctions des étrangers, ou des indigènes qui font des travaux domestiques pour les étrangers (46).

Quoique bizarre la nomination des fonctionnaires par le Parlement rappelle le système américain (33).

« Pour éviter les intrigues et les persécutions », les fonctionnaires seront remplacés chaque année, sauf les infracteurs, s'entend, qui seront de suite renvoyés. Mesure de date ancienne, qui a plus de désavantage que d'avantages et qu'on s'étonne de ne pas voir abolie.

La loi prévoit aussi une mesure concernant les traitements des fonctionnaires. Il devra être suffisant, à fin d'empêcher ceux-ci de se procurer des indemnités illégitimes. En pareils cas, le fonctionnaire sera sévèrement puni (49-50).

Le *Vistiaire* est le chef des bureaux qui dépendent de l'administration du Trésor. Il ne pourra faire aucune modification à ladite organisation, celle-ci étant l'œuvre du conseil.

La *vistiairie* (trésorerie) sorte de Ministère des Finances, se composera, en outre, d'un logothète de vistiaire et d'un « Samech » de vistiaire, « comme par le passé » (39).

Le *Hatman* (sorte de Ministère de la Guerre) est le gardien des frontières du pays ; il commandera tous les autres soldats du pays (y compris la gendarmerie). Les soldats étrangers sont exclus pour toujours de l'armée.

La garde des frontières sera réglementée par le Prince, et la nomination des capitaines de frontière reviendra à l'*Hatman*.

Les *ispravnic*s des districts respectifs forment une instance, devant laquelle seront tranchées les litiges du fait de ces capitaines.

Les capitaines chargés de la garde, des marchés publics (*bâlciuri*), quoique militaires, ne seront pas nommés par le *Hatman*, mais par les *ispravnic*s (préfets d'arrondissements).

Le grand *Aga* (maire et préfet de police, sorte de préfet de Paris), aura le soin de ravitailler et de garder la Capitale, ainsi que celui de surveiller le commerce pour le maintien des prix raisonnables.

Il fait partie du tribunal de la ville, à côté d'un juge.

(33) BARNOSCHI : *Op. cit.*, p. 195.

Les fonctionnaires de la Cour (commis et ispravnic) (préfet du palais), ne pourront avoir d'autres fonctions que celles qui sont attribuées à la Cour.

La Cour aura aussi un maître des requêtes : *le second Logothète*, qui claussa toutes les requêtes adressées à la Cour.

Le Pouvoir judiciaire est un très intéressant compromis entre l'organisation ancienne et l'esprit moderne.

Nous commençons par trouver deux menues instances avec des attributions spéciales :

Nous avons vu que la Capitale est dotée d'un édile, préfet : l'Aga. Celui-ci formera avec un juge adjoint un tribunal de première instance, assimilé aux tribunaux départemnetaux.

La seconde instance est celle qui aura à juger des abus commis par les capitaines qui gardent les frontières. Ce sera l'ispravnic qui remplira cette fonction.

L'organisation judiciaire proprement dite est formée de la sorte :

Chaque arrondissement aura son tribunal. Il sera composé par l'ispravnic et par un juge. Sa compétence est générale ; tout litige ayant eu lieu dans le département y entre. *L'ispravnic seul* juge les cas d'infraction de police d'économie agraire, de commerce, d'impôts et toute autre obligation administrative (30). Barnoschi y voir deux instances du même degré, parallèles. Et comme il n'est rien spécifié, on pourrait croire que le juge peut être aussi un non-noble.

Suit, *une organisation d'appel*, composée des instances suivantes :

1° Un « département » criminel, composé de 5 boyards sans titre effectif (27). En faisait partie aussi le grand Armach, avec voix seulement consultative et jouant ici le rôle de procureur.

2° Un *département des causes étrangères*, composé de 5 boyards sans fonctions et qui ont une réputation de compétence (26). Il juge surtout en droit international.

3° *Le deuxième Divan* (25), composé par cinq membres, un boyard sans titre effectif comme président, un grand bouteiller (« paharnic »), un grand commis, un grand sardar et un grand stolnic.

On rencontre ici des boyards ayant fait partie de l'ancien divan Princier.

Toutes ces trois instances sont sur un même piédestal (34). Elles sont des instances secondes — d'appel — et peuvent être assimilées à des sections d'une même cour d'appel (35).

La dernière instance, pouvant être assimilée à une Cour de Cassation, c'est le *Premier Divan* (24).

Il se compose d'un lagothète, de 4 grands vornics, d'un spatar et d'un ban (en tout, sept personnes). Le spatar et le ban doivent avoir les titres effectifs.

Barnoschi voit ici une tendance à dégager la justice des mains du pouvoir exécutif, retenu par les *boyards effectifs*.

Le fait qu'on spécifie pour deux seulement d'avoir des titres effectifs, pourrait donner raison à cette interprétation.

A part les instances, on peut s'adresser aussi au Prince, qui conserve le devoir de recevoir des pétitions. Mais celui-ci enverra la pétition au tribunal du département du réclamant.

Le Prince aura aussi un rôle de *supra-arbitre*, dans les conflits de décisions intervenus entre le Premier Divan (Cassation) et une des Cours d'appel, qui renverra au Divan sa décision cassée (34). Le Divan renonce à casser ou bien maintient son opinion. En ce dernier cas, le Prince convoque, si besoin est, le Conseil général, saisi par le Premier Divan, pour y trancher ce conflit. Il aura à choisir seulement entre ces deux opinions, sans pouvoir en émettre une troisième. Ce choix fait, la décision est définitive. Elle ne pourra plus être soumise à la revision que dans le cas de faits nouveaux, découverts après le jugement (34). Pour un moment, l'ancien Divan Princier ressuscite, avec ses classiques attributions de jugement (36). Toutes décisions sont prises à majorité absolue.

La loi règle aussi l'organisation des instances. Elles comprendront des greffiers (41), des huissiers, des bureaux mis sous la conduite d'un chef.

Suivent de nombreux détails ayant trait à l'organisation judiciaire et à la procédure, que nous passons sous silence, comme dépassant le cadre du présent sujet.

Toutes ces institutions sont placées dans un cadre de surprenante liberté.

(34) ELIADE : *Histoire de l'esprit public en Roumanie*, I, p.

(35) BARNOSCHI : *Op. cit.*, p. 27.

(36) BARNOSCHI : *Op. cit.*, p. 183.

Barnoschi, celui qui a commenté en détail la constitution des Carnonari, fait de cette insertion des libertés, un titre de gloire pour les rédacteurs de cette constitution. Il découvre leur trace, dans les déclarations de droit françaises (37). C'est très possible, étant donné que cette influence française existait depuis 1804, donc depuis 18 ans. Pour nous le démontrer, il y a un décret du Prince Moruzzi de Moldavie, qui s'en charge. Effectivement des inconnus ayant répandu en public des imprimés diffamatoires à l'adresse du Gouvernement, le Prince flétrit en son Conseil pareille attitude, dans des termes d'une très grande violence (38). On trouve dans ce décret, une phrase édifiante : « ...ces inconnus « ont été animés par l'esprit d'indiscipline française » !

Mais, moins enthousiaste que le Professeur Barnoschi, M. Filitti nous montre (39) que si l'on compare les parties inspirées des déclarations françaises avec les mesures pratiques prises par cette constitution, on peut facilement se rendre compte que les premières ne figurent que *ad pompam*.

Et M. Filitti de démontrer que ce projet ne fait que reproduire des mesures que bien des Princes avaient envisagées longtemps avant la rédaction de cette constitution. Donc, en dernière analyse, on impute à cette constitution de n'avoir pas apporté des mesures complètement nouvelles. Quand on serait plus tôt tenté de dire qu'une rédaction constitutionnelle ne fait que synthétiser les principes qui existent dans l'atmosphère de la réalité qu'elle veut régir.

Néanmoins, il nous faut retenir ce que dit M. Filitti, notamment que cette constitution est préoccupée à faire passer la suprématie dans l'Etat, à la petite noblesse.

Parcourons aussi le cadre des *libertés* ainsi que la constitution les accordent.

Premièrement, les rédacteurs réclament pour l'Etat, non seulement le droit d'autonomie avec « son Prince et ses lois », mais aussi l'exercice de ses droits (1).

Puis, dans l'intérieur de l'Etat, la loi est décrétée comme étant à la base des libertés individuelles et de tous les liens sociaux (75), et comme limite des attributions judiciaires et administratives.

Tous les citoyens sont déclarés égaux devant la loi, laquelle est

(37) BARNOSCHI : *Op. cit.*, pp. 234 et 28.

(38) URICAR : III, pp. 57 et sq. Ce décret est du mois d'avril 1804.

(39) I.-C. FILITTI : *Troubles sociaux...*, p. 100.

et interchangeable pour tous. « Elle ne peut ordonner que ce qui « est droit et utile, et ne peut prohiber que ce qui est injuste « et dommageable » (18).

L'anoblissement ne pourra être accordé que pour des services rendus à la Patrie et pour des mérites (51).

Il sera accordé par le Prince, avec avis conforme du Conseil, quand il consistera en *fonctions*.

L'anoblissement sans fonctions ainsi que les fonctions de la Cour Princièrre sont accordés par le Prince exclusivement.

La loi s'appliquera avec tout autant de rigueur pour les fonctionnaires de la Cour, au cas où ceux-ci seront nommés à des fonctions publiques.

Personne ne pourra être inquiété tant qu'il agira conformément aux lois (4).

La liberté du culte est complète, sauf atteintes à la religion dominante (2).

On peut librement disposer de son avoir, les restrictions ne pouvant être admises que par une loi (3). L'expropriation est, comme de nos jours, conditionnée par l'utilité publique et l'indemnité préalable (5). Pour l'arrestation et la punition, on se conformera à la loi, sans quoi, défense est faite d'y procéder (6). Si ces mesures sont conformes à la loi, on devra se soumettre, car « la résistance est une faute qu'on passe par jugement » (7).

Tous ceux qui, contrairement aux dispositions de la loi auraient tenté de commettre ou commis n'importe quoi envers quelconque, ainsi que celui qui ordonnerait ou inciterait à pareille chose, sera passé en jugement, *sans égard à son rang* (8).

On peut arrêter l'accusé même avant d'avoir fait la preuve de sa culpabilité, si cela est nécessaire. Toute sévérité non nécessaire sera exclue.

On punit la calomnie (10); on prend des mesures contre l'espionnage et contre les crimes envers la Patrie et le Prince.

On décrète la liberté de l'industrie et du commerce, ainsi que de l'exportation, laquelle n'aura à supporter que des taxes douanières établies par la loi.

Mais dès que cette liberté — principalement si abondante — veut se concrétiser, et statuer sur une situation de fait, la rédaction de la constitution ressemble étrangement à un moyen employé pour ne rien dire de précis.

Par exemple, les rapports entre les paysans et les propriétaires (art. 53) n'obtiennent aucune solution précise. On tâchera de les régler, dit la loi, de façon à ce que ni le propriétaire ne soit endommagé, et ni les paysans lésés. Et passant aux personnes administratives (communes) nous trouverons la même imprécision. Tout cela donne amplement gain de cause à M. Filitti.

Citons pour terminer aussi des dispositions relatives à la naturalisation, qui, effectuée par un Moldave dans un autre pays, lui enlève la qualité de citoyen moldave.

Cette qualité est enlevée aussi à la suite d'un complot de tout autre crime contre le Gouvernement et l'ordre public (16).

Autrement, tous ceux qui naissent de parents moldaves libres, sont libres et jouissent de tous les droits que donnent les lois. Celui qui épouse une Moldave laquelle possède des propriétés immobilières, après dix ans, peut faire valoir ses droits à la citoyenneté moldave, le Gouvernement étant absolument libre d'accorder ou de ne pas accorder cette qualité.

CHAPITRE II

Les traités qui régissent les Principautés

A l'époque où commence notre étude, nous trouvons les Principautés Roumaines sous une double férule : la suzeraineté turque et le « protectorat » moscovite.

Etant le point de rencontre de ces deux Empires de conquête elles étaient aussi le théâtre de leurs guerres.

La Turquie était devenue suzeraine de la Valachie en 1411 (1), sous Mircea le Grand, et de la Moldavie en 1525, sous Bogdan, fils d'Etienne le Grand.

Sa suzeraineté alla s'accroissant, se transformant en véritable oppression, pressée que la Turquie était par d'incessants besoins, tant en argent, qu'en produits de toutes sortes.

Quand le déclin de l'Empire Ottoman commence — dû à son inconsistance, — un autre empire de conquête apparaît. Ce fut la Russie. La note dominante de cet Empire est parfaitement soulignée par l'historien Xénopol. Celui-ci trace une ligne de démarcation entre la civilisation et la non-civilisation et place la Russie — bien entendu — dans la dernière.

Par là, l'explication suivra, très claire (2) :

« Les peuples civilisés diffèrent des peuples incultes par la « tendance de leur politique.

« Tandis que chez les peuples de la première catégorie (les peuples civilisés), tous les efforts du peuple sont concentrés vers la « situation intérieure, chez les seconds, l'attention principale de « l'Etat se tourne au dehors. Les premiers, employent leurs rela-

(1) XÉNOPOL : *Histoire des Roumains*, p. 46. Conférence à la Sorbonne.

(2) XÉNOPOL : *Histoire des Roumains*, vol. VI, p. 103. Ed. 1893, Jassy.

« tions extérieures au service de leur état intérieur, tandis que les
« seconds emploient l'énergie du peuple, seulement en vue d'at-
« teindre les objectifs extérieurs. En un mot, les premiers font
« une politique de paix, les seconds, une politique de conquête.

« La Russie étant encore un état arriéré comme civilisation,
« celle-ci s'occupera principalement de maintenir et d'étendre son
« influence au dehors et peu lui importeront les contradictions
« de sa politique ; pourvu qu'une mesure quelconque prise,
« puisse lui assurer un avantage de conquête.

En commençant par la guerre de 1711, — suivie de la complète défaite des Russes, — les guerres russo-turques se répètent sans cesse ; la seconde : 1736-1739, terminée à l'avantage des Russes par la paix de Belgrade (18 septembre 1739).

La troisième guerre russo-turque, marque le premier des traités ayant trait aux Principautés Roumaines (3), c'est le *traité de Kuciuc-Kaïnargi* (10 juillet 1774).

L'article 16 (4) a soin de départir la Bessarabie des Principautés de Valachie et de Moldavie province que « l'empire de Russie « restitue à la Sublime Porte ».

Comme le dit le professeur Eliad (5) « c'est une fâcheuse distinction que présage le premier article du prochain traité de Bucarest, par lequel la dernière de ces provinces — partie intégrante de la Moldavie — sera détachée d'elle, pour ne plus être restituée à la Porte ».

L'immixtion russe tâche de poser dorénavant la pierre de touche de son système politique en Orient : « le libre exercice de la religion chrétienne » (6). Comme protectrice et au nom de l'église, elle cherchera des motifs — qu'elle trouvera toujours — pour provoquer des guerres. Elle tâche de gagner le clergé par des dispositions favorables : restitution de certaines terres, stipulée dans le traité ; recommandation faite au gouvernement d'avoir une attitude à son égard « telle que l'état ecclésiastique l'exige ».

Les stipulations bienveillantes continuent : les familles qui voudront quitter le pays, seront libres de le faire dans l'espace d'une année ; une exemption d'impôt de deux ans sera accordée aux

(3) ELIADE : II, p. 32, n. 1 (*Histoire de l'esprit public en Roumanie*).

(4) *Documents de la Renaissance Roumaine* : Stourdza, Ghenădes, Petresco, I, p. 131.

(5) ELIADE : *Op. cit.*, II, p. 33.

(6) *D. R. E.*, I, p. 132.

Principautés. A l'échéance, le traité recommande « l'humanité et la générosité ».

Voici encore deux dispositions très importantes :

Les chargés d'affaires des Principautés seront choisis parmi les membres de la communauté grecque de Constantinople, « lesquels veilleront aux affaires concernant lesdites Principautés ».

La Russie s'arroge le droit d'intervenir en la faveur des Principautés par son ministre de Constantinople « selon l'exigence des circonstances ». La Sublime Porte s'engage à « les écouter avec les égards qui conviennent à des puissances amies et respectées ». C'est le commencement de l'accaparement, que la Russie va guetter continuellement dès ce moment, en s'arrogeant ce droit d'intervention qui était très dangereux du fait du voisinage russe avec des Principautés.

Le traité de Jassy, terme d'une guerre de cinq ans (1787-1792), répète les dispositions du traité précédent (7), sa rédaction trahissant plus clairement encore, les intentions d'annexion des Russes (8). La distinction faite par habileté diplomatique entre la Bessarabie et la Moldavie, se répète : Art. IV, « Sa Majesté Impériale restitue à la Sublime Porte la Bessarabie, conquise par les armées russes..... En outre Sa Majesté Impériale restitue la province de Moldavie, avec les villes, les villages et tout ce qu'elle contient. »

Plus tard, l'acte séparé de *la Convention d'Akerman* (9), qui explique — soi-disant — le traité de Bucarest (1812) qui venait de nous ravir la Bessarabie (et qui a la pudeur de ne plus faire mention des privilèges au nom desquels la Russie s'était frayé passage) trace des réglementations assez détaillées concernant l'organisation des Principautés. Ainsi, l'élection du Prince sera effectuée conformément à la volonté de la Sublime Porte, par l'Assemblée générale du Divan, avec l'accord général des habitants.

L'élu sera présenté au Sultan. Celui-ci pourra ne pas valider son élection s'il y a un motif grave : en pareil cas une nouvelle élection aura lieu.

Le Prince règne pendant sept ans, sans pouvoir être destitué avant terme. Il est indéfiniment rééligible. S'il commettait un délit

(7) ELIADE : *Op. cit.*, II, p. 35.

(8) *D. E. R.*, I, p. 221.

(9) *Ibid.*, II, p. 314.

quelconque, la Sublime Porte procédera à une enquête, après avoir informé le ministre de Russie. Cette enquête étant faite de part et d'autre, et conduisant aux mêmes conclusions de culpabilité, amènera la destitution du Prince. L'abdication même devra être annoncée à la Cour de Russie.

Le Prince qui serait arrivé au terme des sept années, ou qui aurait abdiqué : « encourra la déchéance de son titre et pourra « rentrer dans la classe des boyards, à condition de rester paisible et tranquille mais sans pouvoir ni redevenir membre du « Divan, ni remplir aucune fonction publique et ne pouvant être « réélu Hospodar » (10).

Une mention spéciale est faite pour les fils de ceux-ci, lesquels pourront « occuper les charges du pays et être réélus hospodar ».

L'administration des Principautés — jusqu'à terminaison des opérations électorales, sera remplie par un organe intérimaire, une régence, « caïmacamie » nommée toujours par les Divans des Principautés.

Les impôts seront déterminés par le Divan et le Hospodar, en prenant pour base un Hatti-Chérif de 1802.

Les Hospodar, tout en ne pouvant pas manquer à l'accomplissement de ces dispositions, « auront égard (11) aux représentations du ministre de Sa Majesté Impériale et à celles que les « consuls de Russie leur adresseront d'après ses ordres ».

Une disposition très intéressante est celle qui statue que le nombre des soldats turcs qui sera reçu dans les Principautés sera fixé par le Hospodar et les Divans : qu'ils ne rempliront que les fonctions pour lesquelles ils ont été originairement institués, « sans pouvoir se mêler des affaires du pays, ni se permettre aucune autre action » (12).

Les mêmes dispositions concernant l'exemption d'impôts s'y retrouvent, ici comme dans le traité précédent.

La liberté de commerce est stipulée « pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie, dont les Principautés pourront disposer comme bon leur semblera », sauf restrictions dues aux fournitures annuelles à la Sublime Porte.

Les relations des boyards avec le Hospodar sont aussi réglementées en ce sens que le Prince ne pourra pas sévir arbitraire-

(10) *Ibid.*, p. 315.

(11) *Ibid.*

(12) *Ibid.*, p. 316.

ment contre ceux-ci, mais seulement après jugement, les boyards lui devant parfaite soumission.

Le traité recommande enfin, l'amélioration du pays et l'abrogation de tout ce qui serait contraire aux privilèges qu'il accorde.

Enfin nous arrivons au *traité d'Andrinople* (13) (14 septembre 1829). La partie générale de ce traité, répète en fait de privilèges, les dispositions des traités antérieurs ; quant à l'acte séparé de ce traité (14) il désire « donner à l'administration de ces provinces, une base plus stable, et plus conforme aux intérêts des deux pays ».

Les Princes ne gouverneront plus seulement pour une période de sept ans — comme auparavant — mais ils seront nommés à vie, sauf déchéance ou abdication volontaire. Dans l'administration intérieure, ils seront absolument libres. Il n'y aura que les privilèges des Principautés qui limiteront leurs pouvoirs.

La Sublime Porte — de son côté — veillera à ce que ces privilèges ne soient pas enfreints, tant par ses « commandants limitrophes », que par des immixtions des riverains ottomans et en même temps devra surveiller sa propre attitude.

Les îles attenantes à la *rive gauche* du Danube, seront considérées comme faisant partie intégrante des Principautés, les villes turques aussi. Sur cette rive — à part les marchands — aucun musulman ne pourra s'y établir. Les cordons sanitaires sont laissés à l'entière disposition des Principautés, qui auront aussi des gardes armées pour la police sanitaire.

Les denrées pour la consommation de Constantinople ne seront plus requises, non plus que toute autre corvée « de quelque nature que ce soit ». Comme dédommagement, les Principautés payeront une somme d'argent, établie de commun accord. Comme prestation, on devra payer aussi une somme d'argent au renouvellement du Prince.

On accorde encore aux Principautés une parfaite liberté de commerce et de navigation.

Le traité prend fin sur une disposition qui donnera naissance au Règlement organique, que nous étudierons dans un prochain chapitre.

(13) *D. R. R.*, I, p. 321.

(14) *Ibid.*, p. 326.

La Sublime Porte s'engage à confirmer les règlements administratifs qui durant l'occupation de ces deux provinces par les armées de la Cour Impériale, ont été faits d'après le vœu exprimé par les assemblées des plus notables habitants du pays et qui devront à l'avenir servir de base pour le régime intérieur des deux provinces, en tant, bien entendu que lesdits règlements ne porteraient aucune atteinte aux droits de souveraineté de la Sublime Porte ».

Pour l'instant, ces Principautés restent occupées, conformément à l'acte additionnel du traité d'Andrinople, la Porte ne pouvant pas acquitter la somme des dommages de guerre qu'elle devait, et laissant les Russes occuper les Principautés, en garantie.

L'extrême bienveillance que contient ce traité envers les Provinces Danubiennes, est très facile à expliquer : le jeu de la Russie — après 1812 — ne pouvait échapper à personne. Elle voulait simplement annexer les Principautés. Puis, la guerre, qui précède le traité d'Andrinople, représente pour ces Principautés, une véritable calamité. Tout cela, la Russie voulait le faire oublier, tant bien que mal. C'est d'ailleurs cette intention-là, qui amène à la « présidence plénipotentiaire des Divans », le général Kisseleff, qui en effet a laissé des traces très profondes, du fait de sa puissante et honnête personnalité.

CHAPITRE III

Le règlement organique

Section I. — SA RÉDACTION

La Convention d'Akerman (1) invitait les Princes de Moldavie et de Valachie à pourvoir d'urgence aux réformes absolument nécessaires aux Principautés. Ceux-ci réunirent des commissions à cet effet, mais les Turcs, travaillèrent en sous-main pour réduire leur travail à néant.

En ce sens, on peut se rapporter à un mémoire du général comte Kisseleff (2), adressé à son ministre Nesselrode et que Xénopol cite à son tour :

« Les causes — dit ce mémoire — qui ont servi d'obstacles à l'exemption de cette partie de la convention d'Akerman sont connues. »

« La Porte Ottomane, n'ayant pas franchement adhéré à cette convention suscitait des entraves en se servant de la classe privilégiée, qui persistait dans le maintien d'un ordre de choses qu'elle exploitait à son profit. » Car à Bucarest, le 20 mai 1827, une commission de rédaction des réformes avait été déjà établie.

La première norme constitutionnelle appliquée dans les Principautés roumaines est donc d'inspiration étrangère et trouve sa justification dans l'article suivant du traité d'Andrinople :

« La Sublime Porte voulant assurer par tous les moyens la prospérité future des Principautés, s'engage solennellement à confirmer les règlements administratifs, lesquels pendant l'occupation des deux provinces par les armées de la Cour Impériale,

(1) Convention d'Akerman (texte). *D. R. R.*, I, p. 317.

(2) Théodore CODRESCO : *UNICAR*, IX, p. 329. Mémoires du général P. KISSELEFF au ministre NESSELRODE, *XÉNOPOL*, VI, p. 96.

seront rédigés par la volonté exprimée par les assemblées des plus notables habitants du pays et qui devront dorénavant servir comme base pour le règlement intérieur de ces deux provinces, en tant que, bien entendu, ils ne seront pas en conflit avec les droits de suzeraineté de la Sublime Porte » (3).

Le deuxième acte additionnel à ce traité stipule que les Provinces de Moldavie et de Valachie « seront gardées en dépôt par la Cour Impériale de Russie, jusqu'à l'entier acquittement de la somme que la Porte Ottomane s'est engagée à payer comme indemnité de frais de guerre » (4).

Ceci est le résultat de la lutte acharnée qui mettait aux prises ces deux Empires de conquête. Le traité d'Andrinople fixait donc la domination russe dans les Principautés Roumaines, sinon par les armées qu'elle y tenait, du moins, et comme le dit le ministre Nesselrode dans le compte rendu de cette guerre, par le fait que dorénavant on pouvait, « sans entretenir de troupes, disposer de ces deux provinces » (5).

« L'empire du Nord fut contraint d'envelopper toute son action de cette trame masquée, parce qu'il voulait cacher aux yeux de l'Europe, le coup porté à la Turquie, par l'annexion cachée des Principautés » (6).

Selon le comte Kiseleff (7) ce règlement trouve sa raison d'être dans les motifs principaux que voici et qu'il range en deux catégories, selon leur nature :

« Les uns résultent des transactions avec la Porte Ottomane et « sont la conséquence nécessaire du système politique que ces « transactions lui ont tracé depuis le traité de Kuciuc-Kainargi « jusqu'à celui d'Andrinople.

« Les autres sont puisés dans l'intérêt et la sollicitude que la « Russie doit à ses provinces méridionales, limitrophes des Prin- « cipautés ».

En continuant, le comte Kiseleff encadre largement cette politique dans la politique générale de la Russie en Orient.

Ces mesures consistant à accaparer les Principautés autrement que par la voie de la conquête, sont dues au fait du manque de

(3) *D. R. R.*, I, p. 326.

(4) *D. R. R.*, I, p. 329.

(5) *XÉNOPOL* : VI, p. 76.

(6) *Ibid.*, VI, p. 107.

(7) *KISELEFF* : Lettre à NESSELRODE, 8 mars 1832 ; *URICAR* : IX, p. 329.

préparation de l'opinion publique européenne. Celle-ci devait être lentement habituée à l'idée que l'héritier de l'Empire Ottoman serait la Russie (8).



Toutes les têtes fortes étaient d'accord qu'une réforme était absolument nécessaire dans les Principautés danubiennes.

Le pays venait de faire voir ses désirs, ses peines. Mais comme tout malade, sa voix était faible, personne ne l'écoutait, et si on le faisait, c'était pour l'accabler encore. En effet, c'est l'autorité russe, comme nous venons de le voir, qui s'offre gracieusement à réformer ces Provinces. Ce projet était arrêté depuis longtemps (9), lors de la décision, à Saint-Pétersbourg — de la guerre avec la Turquie ; on avait aussi décidé l'occupation des Principautés Roumaines et établi un plan administratif pour ces pays.

C'est en exécution de ce programme que le Général Feldmaréchal Witgenstein, commandant de l'armée d'occupation russe, reçoit en 1828 un rescrit de la part de l'Empereur (10), par lequel il est invité à pourvoir à l'organisation des Provinces roumaines.

Les Princes Jean Stourdza de Moldavie et Grégoire Ghica de Valachie étant déchus, le gouvernement sera représenté par un « Président plénipotentiaire » et deux divans, l'un à Bucarest et l'autre à Jassy. Le Président siégera dans cette dernière ville et aura comme représentant un vice-président dans la capitale valaque.

Le Président est titulaire de toutes les attributions du Prince. L'administration tout entière ne dépend que de lui. Sa signature rend exécutoire « n'importe quelle décision ».

Il faut ajouter que jusqu'à la présidence du comte Kisseleff, le commandant de l'armée d'occupation et le Président plénipotentiaire étaient deux personnes distinctes.

Les présidents plénipotentiaires sont : le comte Pahlen (avril 1828-février 1829) ; le général Jeltuhin (10 février 1829-10 octobre

(8) XÉNOPOL : *Ibid.*, VI, p. 78.

(9) Zabloski DOSIATOVSKI : *Apud* PAPADOPOL CALIMAH : *Anal. Acad.*, t. IX, série II, p. 80.

(10) HURMUZACHE : *Documents*. Vol. IV, suppl. I, pp. 333-4 (sans date) ; URICAR : IX, p. 390.

1829) ; le comte Paul Kisseleff (novembre 1829-novembre 1831) (11).

Le comte Pahlen, beaucoup trop humain pour écouter les ordres de ses supérieurs tels que ces derniers l'entendaient, fut remplacé par le général Jeltuhin, celui-ci, alors, complètement dépourvu d'humanité.

Des informations sont prises par un envoyé de Saint-Petersbourg : Daskov, ministre de la Justice. Selon ces informations, le 6 juin 1828, un projet d'instruction, qui avait été rédigé, est approuvé par l'empereur et remis au général Jeltuhin (12).

Celui-ci ouvrira le 12 juin 1828, à Bucarest, les séances d'un comité composé des membres des Divans. Ceux-ci étaient nommés, à nombre égal, par le président du comité et par le Divan. Les travaux de ce comité consisteront dans des lois fondamentales concernant la totale réorganisation des pays et une croissante prospérité.

C'est toujours sous la présidence du général Jeltuhin que furent rédigés les deux premiers chapitres du Règlement organique, que le successeur du général Jeltuhin — le comte Kisseleff — réprovera.

Le comte Kisseleff vint au mois de novembre 1829 pour s'efforcer de rendre la réputation des Russes moins odieuse qu'elle n'était devenue.

Très large d'idées, c'était un fervent de tout progrès. Il désirait l'abolition de tout asservissement. On prévoit déjà les luttes qu'il aura avec tous les privilégiés. C'est dans les classes opprimées qu'il laissera le meilleur souvenir.

Du temps qu'il était ministre des Domaines sous le tsar Alexandre I^{er}, il s'exprimait ainsi, dans un rapport à l'Empereur :

« Sire, la liberté des citoyens, c'est le fondement de la propriété et du bien-être public. » Il demandait au tsar l'émancipation des cultivateurs agricoles qui, en Russie, étaient injustement privés de liberté (13).

Quant aux deux premiers articles qui ont été votés sous Jeltuhin, Kisseleff les juge de la sorte (14) (ces articles ont trait l'un

(11) Pour les détails, I.-C. FILITTI : *Les Principautés roumaines depuis 1828-1834*, Buc., 1934.

(12) Papadopol CALIMAH : *Ibid.*, I, I, p. 56.

(13) Papadopol CALIMAH : *Ibid.*, p. 68.

(14) *Ibid.*, p. 98.

à l'élection du Prince ; l'autre à l'assemblée générale) : « Les deux
« premiers chapitres du Règlement Organique ont été rédigés
« avant mon arrivée, d'après les instructions de notre ministre
« qui a perdu de vue la puissance discrétionnaire des Princes.
« Ces assemblées seront composées selon leur choix et elles appo-
« seront leurs signatures sur quoi que ce soit que ces Princes
« désireront. Maintenant les membres des Assemblées sont choisis
« parmi les boyards et par les boyards ; ce sont — pour la plu-
« part — des gens tarés, des défenseurs des vieux abus, cherchant
« seulement à les faire revivre. »

Kisseleff demande dans une lettre à Apoliaire Petrovici Butenev, ministre à Constantinople (20 décembre 1832) de tâcher d'enlever ce Règlement des mains des Turcs, pour pouvoir y introduire certaines modifications à l'avantage du peuple « qu'on ne pour-
« rait pas laisser à l'arbitraire de la classe des boyards, sans que
« par là, nous ne risquions de provoquer de tristes désordres pour
« le pays et des difficultés extérieures pour les deux Cours, suze-
« raine et protectrice ».

La chose demandée fut impossible, mais ce document montre la sollicitude qu'avait Kisseleff pour les classes asservies. De la libération de ces classes, il s'était fait l'idéal de sa vie d'homme supérieur.

Moins par principe que par façade, la Cour de Russie fait voir par le chancelier Nesselrode, que son idée maîtresse concernant la réorganisation des Principautés Roumaines est de ne jamais « améliorer une classe au détriment des autres » mais, continue la lettre de Nesselrode, la Cour de Russie ne veut pas non plus « substituer à l'arbitraire et aux abus du régime passé, la confu-
« sion de l'anarchie, ou le mécanisme compliqué du système
« représentatif, pratiqué dans d'autres pays, qui à aucun point
« de vue ne pourraient être comparés aux Principautés Roumai-
« nes. La Cour de Saint-Petersbourg désire beaucoup pourvoir
« à l'amélioration de l'administration précaire et informe des
« élections des Princes, instituées pour des périodes de 7 ans
« jusqu'à présent, et qui dorénavant éliront des Princes à
« vie » (15).

Nous faisons toutes ces reproductions pour faire voir l'atmosphère dans laquelle le général Paul Kisseleff — investi du titre de

(15) *Ibid.*, p. 89.

Président Plénipotentiaire des Divans de Moldavie et Valachie — devait faire continuer les travaux de « revision » du Règlement Organique, le 10 mars 1831, travaux qui avaient été retardés du temps de son prédécesseur Jeltuhin.

A cet effet, il tient un discours dans lequel — soulignant la sollicitude de la Cour Protectrice envers les Principautés (!) — il montre les fléaux auxquels il désire remédier. Il fait voir en même temps les travaux que l'administration provisoire russe a déjà exécutés et qui représentent « un acheminement vers les nouvelles institutions » (16). Il finit par attirer l'attention de l'assistance sur l'importance des lois qu'ils vont... reviser, et que nous étudierons par la suite.

Section II. — LES POUVOIRS

I. — Le Pouvoir exécutif

I. — LE PRINCE. — SON ÉLECTION

Comme il n'y a pas de monarchie héréditaire dans les dispositions du Règlement Organique, le trône est occupé à vie (17), en vertu d'une élection.

Il ne faudrait pas croire cependant, que le système héréditaire est complètement prohibé ; au contraire, on trouve une disposition relative au fils aîné du Prince (de l'ancien Prince) qui peut aussi être candidat. Mais on a eu soin de le spécifier, il est « bien entendu » que ce sera toujours par voie élective et avec l'accomplissement de toutes les formalités requises par la loi, qu'il arrivera à cette situation (18).

Nonobstant le système électif, on voit donc que cette disposition — ayant trait seulement au fils aîné de l'ancien Prince — pouvait, — par une coutume suivie, enraciner petit à petit le système héréditaire.

C'est, certainement, une précaution en plus que la Russie prenait, pour pouvoir désigner par des machinations électorales,

(16) *Analele Parlamentare*, I, I, pp. 69-91.

(17) *Annal. Parlem.*, I, 1, a. 26, p. 111 et I, 2, pp. 79-87.

(18) *Ibid.* La loi ne dit rien au sujet des autres fils du prince ; on doit penser cependant, que — comme tout autre candidat — ils pourront aussi candider.

le détenteur du pouvoir suprême, qui n'était tempéré dans ses prérogatives que très faiblement par l'assemblée, ainsi qu'on va le voir.

Une institution exécutive temporaire prévue par la loi, aura à pourvoir aux opérations électorales. C'est la Régence (Caïmacamie) qui fonctionnera à chaque vacance du trône, provoquée par la mort ou la destitution du Prince.

Donc, immédiatement après que le trône sera vacant, trois caïmacami prendront les rênes du gouvernement (19).

Et, pour éviter tout désordre lors de l'élection des régents, le Règlement Organique se charge de désigner trois hauts dignitaires — lesquels se trouvant en fonction lorsque la vacance se produit — deviennent, par là, automatiquement Régents. Ces dignitaires sont : le président du Divan Suprême, le ministre de l'Intérieur et le grand Logothète, Ministre de la Justice.

Ceux-ci, auront à administrer « de concert », toutes les affaires de la Principauté et à convoquer l'assemblée générale extraordinaire, à fin d'élire le Prince.

Le pouvoir des caïmacami est tempéré par les dispositions de l'article 18 (R. O. de Valachie) (20).

En effet ceux-ci ne pourront pas pendant l'exercice de leurs fonctions accorder des titres de noblesse, juger des procès en dernier ressort, destituer les fonctionnaires publics autrement que pour un délit avéré.

Et en cas de vacance d'une charge publique, ils ne pourront nommer que des suppléants.

Ils auront une responsabilité générale, concernant le maintien de l'ordre et de la tranquillité, ainsi que la conformité qu'auront les élections aux règles posées par la loi (21).

L'arrivée de l'investiture du Prince, détache les pouvoirs des Caïmacami et les reporte sur la tête de celui-ci (22).

Quant aux *opérations électorales*, — raison d'être de cette institution — elles s'effectuent de la façon suivante :

Le jour même de leur installation, les caïmacami s'occuperont de la formation des listes des électeurs princiers : boyards

(19) *Ibid.*, p. 108, n. 18.

(20) *Ibid.*

(21) *Ibid.*, I, 1, p. 110.

(22) *Ibid.*, p. 115.

de première et deuxième catégories et notables, qu'ils prendront d'après les registres dressés à cette fin et conformément aux lois (23).

Ils seront obligés de même à rédiger la liste des candidats au trône et pourront s'inscrire eux-mêmes, s'ils possèdent les qualités requises par la loi, chose qui peut faire douter de l'objectivité que montrerait un pareil régent, qui en même temps est amené à diriger les opérations de sa propre élection. A part cela, la fonction de caïmacam n'est pas incompatible ni avec celle d'électeur princier, dans l'assemblée générale extraordinaire. Donc aucune garantie d'objectivité (24).

Une fois les listes terminées on les enverra à la Métropole.

Pour toutes les opérations électorales la loi prévoit des délais préfixes. Pour la publication des listes, ainsi que pour convocation de tous les électeurs des districts qui doivent procéder à l'élection de l'assemblée, le terme est de cinq jours après l'installation des caïmacami (25) lesquelles seront publiées par les autorités locales 24 heures après réception.

On accorde un droit d'appel à tous ceux qui se croiraient injustement privés des droits que leur qualité leur donne. Le juge de ces réclamations sera (26) l'autre assemblée, l'assemblée générale ordinaire, qui continue à exercer ses fonctions. A part cela, la loi accorde encore 20 jours, pour laisser le laps de temps convenable aux réclamations qui pourraient se présenter. Les trois jours en plus par rapport à ce qu'accorde une disposition précédente, — on le voit, — sont destinés à résoudre ces réclamations. La formation des listes électorales est donc surveillée par l'assemblée générale ordinaire, qui reçoit les réclamations 22 jours après la publication des listes. Elle fera son rapport au gouvernement si toutefois elle trouve la réclamation fondée, « pour que le réclamant soit aussitôt réintégré dans ses droits (27). Les membres d'une Assemblée peuvent figurer aussi dans l'autre (28), on pourrait arriver à la tyrannie d'une majorité, laquelle se trouvant dans les deux Assemblées et étant à la

(23) *Ibid.*, p. 109.

(24) *Ibid.*, p. 111.

(25) *Ibid.*, p. 109.

(26) *Ibid.*, p. 109.

(27) *Annal. Parlm.*, I, 1, p. 109.

(28) *Ibid.*, p. 101.

disposition du gouvernement, priverait par cela les lèses de tout recours.

Un terme est fixé, à l'arrivée duquel, les élections doivent être finies sur toute l'étendue de la Principauté ; c'est celui de 40 jours à dater de la publication des listes et l'envoi des circulaires (29).

Des sanctions qui vont jusqu'à la mise aux arrêts pour les personnes qui troubleront l'ordre dans les assemblées électorales, closent les dispositions générales, ayant trait à ces opérations (30).

★ ★

a) *Les Eligibles*. — Quant aux conditions requises pour le candidat, il devra avoir l'âge de 40 ans et appartenir à une famille respectivement Valaque ou Moldave, dont l'indigénat et la noblesse remontent au moins au grand-père. A quoi on a proposé — en Valachie — un amendement (31) — admis — suivant lequel on était d'accord avec le projet quant à la noblesse (laquelle devait remonter au grand-père) — et quant à l'âge ; mais la naturalisation pouvait dater du grand-père du candidat seulement.

On s'adressera aux boyards les plus capables qui auront les situations nobiliaires de : Ban (gouverneur de la province d'Olténie) Vornic du haut pas ou du bas pays, 3^e ou 4^e. Vornic, Logothète du haut pays ou du bas pays, — après l'entrée en vigueur du Règlement, — aurait le rang de ministres, quand même ils ne seraient en activité de service. Donc pourront être candidats aussi les ministres en fonction.

Ce à quoi, on a proposé toujours en Valachie un amendement (32) lequel devait être approuvé par la Cour Protectrice. Il n'a pas été admis, parce que l'approbation n'était pas arrivée avant la clôture des séances de l'Assemblée.

Il désire que le Prince ne puisse être choisi « que parmi les « boyards de premier rang, depuis le Ban jusqu'au camarache, « qui sont considérés comme les plus anciens et se distinguent « des boyards de second et troisième rangs ».

(29) *Ibid.*, p. 110.

(30) *Ibid.*

(31) *Ibid.*, pp. 117 et 31.

(32) *Ibid.*, pp. 109 et 31.

b) *Les Electeurs.* — Députés à l'Assemblée générale extraordinaire, corps qui procèdera à l'élection du Prince.

Cette Assemblée, fait un pas de plus vers une représentation plus large. Elle est l'exponente d'un plus grand nombre de catégories que l'autre assemblée, l'assemblée ordinaire.

L'article qui pose le principe de l'électivité du Prince, par une Assemblée générale, extraordinaire, se réfère à la convention d'Akerman laquelle avait sanctionné — dit-on — dans les deux principautés, la dite élection, à effectuer par le corps des Boyards, avec l'accord général des habitants (33).

Y entrèrent : *le clergé* faisant partie de droit par ses représentant l'Archevêque Métropolitain et trois évêques diocésains.

Les boyards : 50 de premier rang, 73 de second et 36 députés choisis parmi les boyards de chaque district en Valachie ; 45 de premier rang, 30 fils de boyards et propriétaires terriens et 32 députés districtuels, en Moldavie.

Les corporations des villes enverront 27 députés en Valachie et 21 en Moldavie.

Le corps académique envoie aussi un député en Moldavie.

Avant d'examiner la façon dont s'élisent les députés, — électeurs princiers — signalons comme condition générale, l'âge de 30 ans que devront avoir tous les candidats à ces élections, invariablement (34).

Les 50 boyards de premier rang en Valachie devront remplir une condition spéciale à leur catégorie : être nés et domiciliés en Valachie (35). En Moldavie on a admis que ceux qui sont nés de parents naturalisés depuis 40 ans, peuvent exercer ces droits même s'ils sont nés ailleurs qu'en Moldavie.

Les boyards de second rang, devront — pour pouvoir se faire désigner — joindre encore une condition à celle d'être né et domicilié en Valachie : « être possesseurs d'une propriété rurale « de 50 stanjéni avec habitants ».

Dans la hiérarchie nobiliaire, ils devront avoir leur titre compris entre celui de cloutchar et celui de commis inclusivement en Valachie, et depuis l'aga au ban en Moldavie. Leur élection aura lieu selon une procédure de tirage au sort, que la loi réglemente minutieusement.

(33) *Annal. Parlem.*, I, 1, p. 100.

(34) *Ibid.*, p. 101.

(35) *Ibid.*

Réunis dans la Capitale, sous la présidence d'un boyard de premier rang, ayant comme secrétaire « le plus ancien et le plus élevé » en rang des boyards de deuxième rang ; ils procéderont au tirage au sort des députés boyards qui réuniront les susdites conditions (36).

Ceux des boyards qui ne se rendront pas dans la Capitale pour procéder à cette opération, seront privés de tout droit de participation à l'assemblée ; ceux qui auraient voulu participer mais seraient empêchés par « une maladie ou un autre empêchement légal », informeront le gouvernement, qui en inscrivant leur nom sur le bulletin les fera de la sorte participer au tirage au sort (37).

Quant au mécanisme du tirage au sort, les bulletins, « du même papier et du même format et tous uniformément roulés », contenant le nom et rang de chaque boyard, seront jetés dans l'urne par le Président, dans l'ordre du droit d'ancienneté du votant (38).

Le secrétaire, au dépouillement du scrutin tirera le premier bulletin ; puis, — chaque sortant, — le subséquent, jusqu'à concurrence du nombre voulu par la loi.

La personne à laquelle le tour viendra pour tirer au sort (c'est-à-dire : les sortant l'un après l'autre) aura soin de mêler les bulletins contenus dans l'urne et donnera lecture, à haute et intelligible voix, du bulletin sortant, qu'elle mettra sous les yeux du président et des assistants (39).

« Le nom sortant sera aussitôt sur le registre et signé par le président, le secrétaire, la personne qui aura procédé au tirage et par un quatrième, qui sera pris successivement dans l'assemblée, par ordre de rang et d'inscription dans la liste. Après quoi, la personne désignée par le sort, sera proclamée membre à l'assemblée générale extraordinaire. Cette opération sera répétée à chaque tirage (40).

Après quoi, « le Président proclamera ensuite les noms des membres à l'Assemblée générale extraordinaire, et — séance

(36) *Ibid.*, p. 102.

(37) *Ibid.*

(38) *Ibid.*

(39) *Ibid.*, p. 103.

(40) *Ibid.*, p. 103.

tenante — leur délivrera à chacun les titres revêtus de sa signature et de celle du secrétaire.

Le registre contenant les résultats du tirage, sera remis par le président au gouvernement provisoire, pour qu'il en prenne connaissance, et pour lui servir à vérifier les titres des sortants et ensuite à les leur contresigner.

La publication des personnes désignées par le sort et la remise du registre à la Métropole, sont les dernières opérations (41).

Les rangs (ordres) des boyards ont des points de contact, qui nous rappellent la teneur de l'article 1^{er}, qui considère les boyards électeurs du Prince comme formant un *corps*.

En effet, en consultant l'article 7 (Valachie) (42) on voit que « si par la suite du temps, les boyards de premier rang n'étaient pas en nombre suffisant pour fournir les 50 membres à l'assemblée générale extraordinaire, on y suppléera par les boyards les plus anciens et les plus élevés du second rang ». Disposition qui marque un enchevêtrement des « rangs » (ordres), qui ne sont que des échelons du « corps des boyards », dont par le susdit article 1^{er}, en se référant au traité d'Akerman (43).

La même chose s'en suivra, au cas où les boyards du deuxième rang « ne pourraient pas fournir leur contingent » ; on complètera alors le nombre par les boyards les plus anciennement promus dans les rangs supérieurs du 3^e ordre (44).

Maintenant, les députés élus (cette fois-ci il y aura vraiment élection) au district, devront — eux aussi — être des boyards. L'article 2 (Valachie) (45) prévoit en effet que les députés qui compléteront l'Assemblée générale extraordinaire seront élus parmi les boyards de chaque district, deux pour chacune de ces unités administratives, en commençant par le rang de serdar et allant jusqu'au dernier « indistinctement » (Valachie).

Comme condition d'éligibilité, — à part la condition générale de l'âge de 30 ans, et celle d'être Roumains, — ils devront posséder — eux aussi — une propriété foncière rurale de 500 stan-jeni dans le district où ils seront « élus » (46).

(41) *Ibid.*

(42) *Ibid.*

(43) *Ibid.*

(44) *Annal. Parlem.*, p. 104.

(45) *Ibid.*, p. 100.

(46) *Ibid.*, p. 101.

Le corps électoral qui élira ces députés districtuels sera formé « parmi les notables de chaque district » (47), qui seront convoqués par l'un des ispravnic de chaque district autorisé à cet effet par le gouvernement, et qui « aura soin de réunir tous les « électeurs, ainsi que les éligibles, d'après les listes qui lui « auront été envoyées, par les Caïmacami » et que nous avons étudiées minutieusement lors de l'étude des attributions des régents (48).

Ces listes seront comblées de la sorte :

Y figureront comme notables électeurs, quatre catégories de personnes :

1° Tous les boyards, depuis le grand cloutchar jusqu'au dernier, qui n'auront pas les qualités requises pour devenir députés (à l'aide des systèmes précédents), ainsi que les fils des boyards, propriétaires de terre, lesquels n'auront pas encore obtenus des titres ;

2° Les « Neamuri » ;

3° Les « Postelnici » ;

4° « Mazili »,

toutes ces 3 catégories étant élues dans leurs arrondissements respectifs par leurs classes « A raison de 2 pour chaque arrondissement et chaque classe, si toutefois l'arrondissement peut fournir des susdits électeurs ».

Donc, quant à ces 3 dernières catégories, l'élection est à 2 degrés (49).

L'ispravnic (sorte de préfet), prend donc le rôle de représentant du gouvernement, et achève à la périphérie les opérations électorales commencées au centre, par le pouvoir central, ayant la mission de faire exécuter les lois et de maintenir l'ordre. Il s'y trouvera présent pour surveiller les opérations électorales, assister du protopope du lieu, avec recommandation faite par la loi, de ne pas s'immiscer à ces opérations, ni les influencer.

La présidence et le secrétariat seront accordés aux deux des plus anciens et plus élevés en rang des boyards de chaque district. Ceux-ci, tout en remplissant leurs fonctions, pourront eux aussi participer comme candidats aux opérations électorales.

(47) *Ibid.*, p. 104.

(48) *Ibid.*, p. 105.

(49) *Ibid.*, p. 104.

La mise en marche de ces dispositions commence par la convocation faite à toutes ces catégories sociales, dans les chefs-lieux des districts, où ils prendront connaissance, des noms « de « toutes les personnes (50) qui auraient les qualités requises pour « être élus députés », les électeurs devant fournir, ainsi qu'on l'a déjà dit, deux députés pour chaque district. « Après quoi, chacune de ces quatre classes de notables, en commençant par l'inférieure, procèdera de son côté au choix de deux députés, à la majorité des voix et d'après le mode suivant :

« Chacun des électeurs appartenant à une même classe, nommera deux personnes parmi celles portées sur la liste des « éligibles du district, il écrira et signera, ou fera écrire et signer « leur nom, en présence de tous les autres.

« Lorsque les électeurs de la même classe auront tous ainsi émis « leurs opinions, les deux personnes qui auront réuni le plus de « voix seront considérées comme les élus de la classe entière.

« Au cas où les quatre classes tomberaient d'accord sur les « noms des deux individus à élire, ceux-ci seraient aussitôt « reconnus députés. Dans le cas contraire, on jetterait dans une « urne les noms des différents individus choisis par les quatre « classes, que l'on tirerait au sort et les deux premiers noms « désigneront les deux députés élus » (51).

L'opération du tirage au sort sera effectuée, conformément aux dispositions de l'article 6 (Valachie) concernant la désignation des boyards de 2^e rang. Cette opération une fois terminée, la certification du résultat par l'ispravnic et le protopope aura lieu. Puis l'envoi du résultat au gouvernement, lequel annoncera cela par des publications. Le gouvernement sera encore obligé de contresigner les titres des députés quatre jours avant l'ouverture de l'Assemblée générale extraordinaire, après quoi on déposera à la Métropole le registre contenant les opérations et le résultat.

Suit la dernière catégorie des vingt-sept députés des corporations des villes.

Les conditions d'éligibilité de ces députés sont les suivantes :

- être né Valaque,
- n'être soumis à aucune protection étrangère ;
- posséder dans la ville où ils se font élire, un ou plusieurs

(50) *Ibid.*

(51) *Ibid.*, p. 107.

immeubles d'une valeur d'au moins 5.000 piastres, et libre de toute hypothèque.

La loi montre comment se dérouleront les opérations de désignation de ces députés à Bucarest (37) et à Jassy.

Le prévôt des négociants, avec l'autorisation du Gouvernement, invite les Corporations. Il y joue le rôle de représentant du Gouvernement. Chaque Corporation désigne « trois des personnes les plus aisées et les plus recommandables, ayant les qualités requises par la loi ». La liste est close par la staroste (prévôt). Le Gouvernement y nomme un président et un secrétaire. Le tirage au sort des neuf députés aura lieu selon les règles connues. Le prévôt assiste à l'Assemblée, y tenant le même rôle que l'ispravnic. On lui recommande aussi une parfaite impartialité et on lui interdit toute influence et participation aux opérations. Les opérations terminées, il certifiera l'exactitude du résultat.

En province, c'est l'ispravnic qui jouera le rôle de prévôt.

Le Gouvernement vérifiera les titres quatre jours au moins avant l'ouverture de l'assemblée.

On peut se rendre compte combien peu participe la « volonté nationale » aux élections du Règlement Organique, combien peu se reflète les principes du droit public moderne, devenu le droit commun des pays à régime parlementaire.

★★

c) *L'élection*. — Telles sont les opérations qui rassemblent les députés, lesquels formant l'Assemblée générale extraordinaire, seront amenés à élire les Princes des deux provinces. Cette élection ne saurait être empêchée par l'absence de « quelques-uns des membres » (52).

Les bureaux (53), ayant comme président l'évêque métropolitain, comme secrétaires le grand vornic et le grand logothète, comme assistants deux des plus élevés des boyards de 2^e et 3^e rangs et le plus âgé des députés des Corporations, procèderont à la vérification des titres, par ancienneté de rang. Chaque membre prêterait serment d'émettre son vote avec une parfaite impar-

(52) *Ibid.*, p. 107.

(53) *Ibid.*, p. 112.

tialité. Le vote sera secret. Un second tour de scrutin aura lieu en cas de nombre de voix identique.

Quant au mode de voter, il y a eu un amendement proposé en Valachie (54) pour lequel l'approbation de la Cour protectrice n'était pas encore arrivée lors de la clôture des travaux de rédaction.

Il prévoyait trois tours de scrutin: 1° Chaque membre de l'Assemblée désignera quatre candidats, en inscrivant leurs noms sur un bulletin dans un isoloir. Sera élu Prince, celui qui aura obtenu deux tiers des suffrages. 2° Si personne n'avait obtenu cette majorité, les dix premiers candidats, choisis dans l'ordre lequel aura lieu à la majorité absolue. 3° Des suffrages obtenus figureront à un second tour de scrutin. Au troisième tour de scrutin, la majorité sera relative et les candidats — au nombre de trois — seront pris toujours dans l'ordre des suffrages obtenus.

Après l'élection du Prince on fait une demande d'investiture à la Porte, et une notification à la Cour Protectrice (55).

Les membres de l'Assemblée, — laquelle à la suite de l'élection se trouve dissoute, — remettront leurs titres à l'Evêque métropolitain. Celui-ci déclarera la « dissolution définitive de l'Assemblée générale extraordinaire », laquelle ne saurait s'arroger aucune autre attribution (56).

II. — LES ATTRIBUTIONS DU PRINCE

Comme on l'a déjà dit, le Hospodar sera définitivement installé par l'arrivée de l'investiture qui marque la fin des pouvoirs des Caïmacams. Après avoir prêté serment, il recevra les comptes que les régents devront lui rendre.

Quant à ses attributions, nous allons les étudier par rapport aux trois pouvoirs et nous allons voir le rôle du Prince dans chacun d'eux.

A) *Par rapport au pouvoir exécutif*, il aura des attributions qu'on pourra diviser en attributions concernant l'administration exécutive, et l'administration consultative.

(54) *Ibid.*, pp. 117-119.

(55) *Ibid.*, p. 115.

(56) *Ibid.*, p. 115.

a) *L'administration exécutive.* — Le Prince dispose du pouvoir absolu. Il aura toutes les prérogatives, mais seulement dans les limites de la loi.

La loi (57) lui confie « le pouvoir souverain et exécutif pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique ». A cet effet il commande la gendarmerie et choisit le chef de la milice (58).

La nomination à toutes les fonctions le fait disposer des places des membres des deux conseils : le Conseil administratif et le Grand Conseil des ministres. Nous l'analyserons dans un paragraphe suivant. Il n'y a donc que l'assemblée qui pourra modérer — mais combien peu — le pouvoir du Prince, qui garde l'exercice du pouvoir « comme par le passé ». Et le passé nous représente un chef d'Etat qui portait en Valachie le nom de « Dom » (Dominus, Domnus) qui signifie « Empereur », — en roumain « Imperat » (59), réminiscence de la titulature romaine: Dominus (noster) Imperator, donc absolu.

Seront punis les employés d'Etat et les boyards en activité ou en non-activité insoumis envers leur Prince (60).

b) Les grands fonctionnaires d'Etat se grouperont en Valachie en deux formations consultatives : le Conseil administratif et le Grand Conseil, ce dernier institué par un amendement du Spatar Ghica, et n'existant pas en Moldavie.

Nous étudierons les deux institutions en même temps que les prérogatives du Prince.

a) *Le Conseil administratif.* — Composé par le ministre de l'Intérieur qui est son président, — si le Prince ne préside pas, — le ministre des Finances et le chef de la chancellerie princière — le Grand Postelnic (61).

On y discutera les questions ayant trait à l'intérieur, au commerce et aux finances.

Les arrêts que prendra ce Conseil ne seront mis à exécution qu'après confirmation du Prince, lequel aura aussi à trancher — par ordres écrits — les éventuelles divergences qui s'ensuivront dans le sein du Conseil. Ce Conseil prépare les travaux de

(57) *Ibid.*, p. 356.

(58) *Ibid.*, p. 386.

(59) N. IORGA : *Historique de la constitution Roumaine*. Conférence à l'Institut Social Roumain. Buc., 1923, p. 8.

(60) *Annal. Parlem.*, I, 1, p. 358.

(61) *Ibid.*, p. 246 ; I, 2, p. 153.

l'assemblée suivant les injonctions du Prince qui en a seul l'initiative. Il tiendra ses séances ordinaires deux fois par semaine, et extraordinaires, — sur convocation du Prince, — si l'importance des mesures administratives le nécessite.

Une disposition spéciale attribuée à ce Conseil — notamment à chacun de ses membres pour ce qui le concerne, — l'examen des relations entre propriétaires agricoles et villageois, ainsi que les renseignements et informations concernant les villages.

b) Le Grand Conseil des ministres, introduit par voie d'amendement par le Spatar Alexandre Ghica (62), comprenant les membres du Conseil administratif (le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances et le grand Postelnic) est complété par les titulaires des autres départements, le Logothète de la Justice, celui des affaires ecclésiastiques et le Spatar.

Ce Conseil aura aussi les attributions de Conseil d'Etat, avec l'agrément du Prince, quant à la préparation des matériaux nécessaires aux délibérations importantes de l'assemblée générale.

b) *Par rapport au pouvoir législatif* l'assemblée générale ordinaire est la seule institution dans l'intérieur du l'Etat qui limite les pouvoirs du Prince.

La loi a soin de préciser que les attributions de cette assemblée ne pourront en aucun cas « entraver l'exercice du pouvoir souverain » qui est dévolu au Prince d'après les institutions et les anciens usages du pays (63).

A part le fait que le Prince détient tout le pouvoir d'initiative, il peut refuser sa sanction, sans désigner les motifs qui l'on déterminent (64). Néanmoins, il ne pourra pas faire de changements dans la teneur des « arrêts » de l'Assemblée : il se bornera à proposer des modifications, et à refuser ou à accorder — selon son gré — la sanction.

Les décisions de l'Assemblée n'acquièrent force de loi que par la signature du Prince. Pour faire voir d'avantage la dépendance de cette Assemblée, on prévoit l'impossibilité pour ceux qui oseraient maintenir leur opinion contraire à la majorité, d'inscrire où que ce soit, — dans n'importe quel acte officiel, cette

(62) *Ibid.*, pp. 29 et 253.

(63) *Ibid.*, p. 126.

(64) *Ibid.*, p. 123.

opinion. Si pareille hardiesse avait lieu, les auteurs étaient exclus du sein de l'Assemblée (65). Malgré toutes ces prérogatives exorbitantes, il y a pourtant un plafond. Il ne pourra que prorroger l'assemblée qui parmi ses membres, aura les auteurs de désordres graves et sédition.

Pour la dissolution, — mesure évidente en pareille occurrence, — le Prince devra faire immédiatement son rapport à « la Cour « Suzeraine et Protectrice ». C'est seulement en suivant cette voie qu'il pourra venir à bout d'une Assemblée récalcitrante (66). On sera étonné de voir qu'une disposition statue que tout projet de loi ou règlement, « dépassant les bornes d'une simple ordonnance » pour faire exécuter les lois existantes, doit passer par l'Assemblée (67).

En matière de finances (68) le Prince aura à remettre trimestriellement à une commission que l'Assemblée nommera chaque année (composée de six boyards), les comptes que le Vistiar lui aura présenté ainsi que les comptes exacts de toutes les recettes et dépenses de l'année écoulée.

c) *Le pouvoir judiciaire* a les relations suivantes avec le Prince. Sauf les juges élus (ceux des tribunaux de commerce), ce sera le Prince qui nommera tous les autres (69) juges ainsi que le procureur (70) et les greffiers (71).

Il prononcera la dégradation des boyards, afin de rendre exécutoires les jugements prononcés contre eux (72).

Il aura le droit de grâce et celui des commutations des peines (73).

En matière d'instance, il ordonnera la réunion des sections composant les Divans judiciaires (74) et aura un rôle très important dans la mécanique du Divan Suprême, qui ne pourra mettre à exécution ses arrêts, que si le Prince les signe comme exécutoires. Il ne signera comme tels que ceux :

(65) *Ibid.*, p. 123.

(66) *Ibid.*, p. 124.

(67) *Ibid.*

(68) *Ibid.*, p. 177.

(69) *Ibid.*, p. 305.

(70) *Ibid.*, p. 306.

(71) *Ibid.*, p. 307.

(72) *Ibid.*, p. 329.

(73) *Ibid.*, p. 330.

(74) *Ibid.*, p. 330.

1° rendus à l'unanimité ;

2° rendus avec majorité, — cette majorité des juges étant conforme aux arrêts des deux instances inférieures (75) ;

3° ceux portant condamnation à une peine afflictive ou infamante.

On pourra lui demander la revision d'un procès dans un délai d'un mois après le jugement du Divan suprême, deux conditions étant requises : 1) si deux membres du Divan avaient été d'opinion contraire à celle de leur collègue ; 2) si cette affaire avait été jugée différemment par les autres instances. Nous verrons en étudiant le pouvoir judiciaire, la procédure employée pour cette seconde revision.

Si l'un des membres du Divan Suprême était accusé de prévarication, il était jugé par les deux sections du Divan judiciaire sous la présidence du Prince (76).

Pour l'interprétation des cas non prévus par la loi, c'est le Prince qui, recevant de la part du Divan Judiciaire son opinion — la transmettait à une commission spéciale, chargée de rédiger, si besoin était, un projet de loi (77). Le Prince sera secondé par le Grand Logothète dans ses attributions concernant le pouvoir judiciaire (78).

Dans les comptes rendus de quelques séances de la commission de revision du règlement organique de Moldavie, trouvés en 1909 par M. Filitti, on trouve l'opposition des boyards et ce que le Prince garde des attributions judiciaires.

Ils voulaient les attribuer à un fonctionnaire nommé « Vornic des aprozi ». Le général Kisseleff précise son attitude par rapport à cette question.

Il dit ne pas pouvoir accepter les amendements de l'assemblée en cette matière, parce qu'ils ont pour but « d'exclure toute « attribution du Prince en matière judiciaire et de les reporter « sur le Vornik de Aprozi... Et, que quels que puissent être les « privilèges qui découlaient de la confusion du pouvoir exécutif « avec le pouvoir judiciaire, j'estime que dans un pays politi-

(75) *Ibid.*, p. 337.

(76) *Ibid.*, p. 340.

(77) *Ibid.*, p. 340.

(78) *Ibid.*, p. 340.

« quement si peu avancé, le peuple aura plus de confiance dans
« son prince » (79).

III. — LES TITULAIRES DES ORGANES EXÉCUTIFS

Le Gouvernement, c'est-à-dire les ministres titulaires de départements, les auront divisés en sections (80).

Les départements sont :

1° celui de l'intérieur (Grand Vornic) ;

2° celui des finances (Vistiar) ;

3° la chancellerie du Prince (Postelnic).

1° *Le département de l'Intérieur* est divisé en trois sections : la première s'occupe de la police générale. Elle correspond avec les organismes administratifs municipaux, elle aura soin des villages et de la capitale ; elle exercera une espèce de police économique, c'est elle qui surveillera l'exactitude des poids et mesures ; elle aura la police sanitaire et celle des quarantaines.

La seconde section s'occupe du développement de l'agriculture et de la police agricole.

Cette section aura donc soin de donner des ordres aux isprav-nics, et de veiller à ce que les travaux agricoles se fassent à temps, chose pour laquelle elle aura à prendre des informations concernant les travaux des champs.

L'amélioration de tous les produits agricoles, ainsi que l'aissance à procurer aux villageois.

Quant à la troisième section elle aura à dresser les statistiques, à s'occuper de l'entretien des grandes routes et des communications par poste (Valachie) de la délimitation des départements, de la rédaction d'un tableau concernant les bois et forêts et de la bonne marche des écoles et établissements publics.

2° *Le département des Finances*, divisé de même en trois sections, aura des attributions limitées à l'administration financière et au développement du commerce.

Il aura soin à pourvoir aux revenus et aux dépenses de l'Etat, ayant comme subalternes, tous les sameches à ses ordres.

La première section s'occupera des rapports avec les fonctionnaires subalternes.

(79) I.-C. FILITTI : *Journaux inédits de l'Assemblée générale ordinaire Moldave*, dans la *Revue d'histoire, archéologie et philologie*, 1909, p. 38.

(80) Cette matière est contenue dans les articles 151-3, pp. 247-51.

La seconde section sera chargée de la comptabilité générale de l'état.

La troisième section recueillera des informations concernant l'importation ou l'exportation et en tirera les conclusions nécessaires ; elle s'occupera de l'organisation des douanes, des informations concernant les prix ; elle cherchera à donner, d'après un plan méthodique, un nouvel essor au commerce et aux ports.

3. La Chancellerie du Prince, détenue par le grand Postelnic, est l'organe à l'aide duquel le Prince communique avec le pays et avec l'extérieur. C'est donc par lui qu'il s'adressera à l'Assemblée et aux départements et qu'il entretiendra sa correspondance avec les agents de Constantinople ou avec les gouverneurs des cités longeant le Danube.

Il y a encore des démembrements d'attributions, confiés à des dignitaires spéciaux, que nous avons rencontrés en Valachie déjà, à l'occasion de l'étude des attributions du Prince dans la Branche exécutive, et notamment au Grand Conseil des Ministres. Là nous avons trouvé, à part les titulaires des trois départements, un Spatar et un logothète des affaires ecclésiastiques et un logothète de la justice.

4. Le Grand Logothète, c'est-à-dire le Grand Ministre de la Justice, que nous avons déjà rencontré, faisant partie du Grand Conseil des Ministres, est l'organe par lequel le Hospodar contrôle et surveille la justice, quant à la régularité des affaires et à la conformité des lois et règlements (81).

Ce ministre, à son tour, sera informé deux fois par an par les procureurs, nommés en Moldavie « reviseurs », des causes et de leur état (82) ainsi que des cas de violation de la loi ou d'abus graves que commettraient les juges. Les délits de ces derniers seraient jugés en sa présence. C'est toujours lui qui aura soin de pourvoir aux formalités nécessaires à l'installation des juges commerciaux ainsi que nous l'avons vu.

Il prendra personnellement des informations, visitera les instances assistera à leurs séances, recommandera ceux qui se distinguent au Prince et attirera l'attention de celui-ci sur les déviations des magistrats dans l'exercice de leurs fonctions (83).

(81) *Ibid.*, I, 1, p. 340.

(82) *Ibid.*, I, 1, p. 307.

(83) *Ibid.*, p. 341.

Par rapport au Divan Suprême, ce sera le Grand Logothète qui soumettra au Prince les arrêts de cette haute instance pour obtenir les signatures et se joindra comme juge, lors de la revision d'un procès.

La constitution des sections du Divan judiciaire en Cour de Justice sera obtenue toujours par son intersection (84).

Enfin toutes les ordonnances du Prince relatives à l'ordre judiciaire seront contresignées par le Grand Logothète (85).

Le ministre des cultes (sorte de « ministre de la feuille » du vieux droit français) — n'existe pas en Moldavie — mais seulement en Valachie, — institué par voie d'amendement à l'article 363 du règlement organique (86).

Un directeur et deux « nacéalnic », l'un pour les biens ecclésiastiques, l'autre pour la surveillance des séminaires.

En Moldavie, le Grand Logothète reste le « trait d'union » (87), entre l'Eglise et l'Etat.

Le commandant de l'armée. — En Moldavie, le Hetman ; en Valachie, le Spatar (88). Celui-ci remplissait un rôle de chef sanitaire ou de police ; les frontières étaient gardées par lui, — plutôt contre les maladies que contre les malfaiteurs.

M. Filitti remarque que le chef de la milice est le seul des chefs des départements qui soit responsable devant la loi, tandis que les autres ne sont responsables que devant le Prince.

II. — Le Pouvoir législatif (89)

L'Assemblée générale ordinaire est l'organe législatif institué par le règlement organique.

La représentation nationale est difficile à voir ici. Voilà la composition de cette Assemblée.

De par la loi, en Valachie, y feront partie l'évêque métropolitain comme président et les trois évêques diocésains. Ensuite, en Valachie, 20 boyards de premier rang ; en Moldavie, 16 depuis

(84) *Ibid.*, p. 330.

(85) *Ibid.*, p. 341.

(86) *Annal. Parlem.*, I, 1, pp. 40-1 ; 360-3.

(87) I.-C. FILITTI : *Les Principautés depuis 1828 jusqu'en 1934 et le Règlement organique*, p. 114.

(88) *Annal. Parlem.*, I, 1, pp. 368 et sq. et I, 2, pp. 175 et sq.

(89) *Ibid.*, I, 1, pp. 120-125 et I, 2, p. 88.

le gr. Log. — au Ban. Ceux-ci seront élus seulement dans la capitale par leurs semblables (*semeni*), les ministres exceptés.

Les départements et la ville de Craïova, donnent 19 députés, élus par des électeurs qui sont des boyards, fils de boyards. La Moldavie en aura 16. Les conditions d'éligibilité sont :

- 1° Etre boyard, fils de boyard ;
- 2° Etre propriétaire foncier du même département ;
- 3° Avoir 30 ans révolus.

Les conditions d'électorat sont :

- 1° Etre boyard *ou bien* fils de boyard ;
- 2° Etre domicilié dans les lieux où l'élection doit avoir lieu ;
- 3° Avoir au moins l'âge de 25 ans révolus.

Ces trois catégories de députés, forment l'Assemblée générale ordinaire, qui durera 5 ans. Ordinairement, l'Assemblée était convoquée par le Prince le 1^{er} décembre. La session durera deux mois, sauf prolongement par le Prince en cas de nécessité. Elle pouvait être convoquée aussi extraordinairement.

On exclut les ministres du sein de l'Assemblée. Ils ne pourront y pénétrer que pour « apporter les éclaircissements nécessaires et donner des raisons à l'appui des communications faites... par le Hospodar ».

Comme règle relative au fonctionnement de cette Assemblée, on trouve l'élection du bureau. Il sera composé de deux secrétaires avec leurs suppléants, élus annuellement à majorité de voix.

Quant au quorum nécessaire pour pouvoir délibérer, il sera celui de deux tiers — au moins — du nombre total des membres ; le vote des affaires aura lieu à majorité absolue ; le vote de l'évêque métropolitain étant prépondérant.

La délibération en soi aura lieu de la sorte :

Le Prince ayant seul l'initiative, on ne discutera que sur des sujets provoqués par cette initiative. Donc, une communication princière étant faite dans l'enceinte de l'Assemblée, lecture lui sera donnée, après quoi la libération aura lieu, le jour même ou cinq jours après.

Quand les opinions seront appuyées par six membres, elles seront doublement consignées : sur un registre et sur une feuille volante.

L'Assemblée prenant connaissance de ces opinions, aura à se

prononcer par scrutin secret et fera de la sorte à son tour connaître son attitude par rapport à ces différentes opinions.

Tous les membres de l'Assemblée opposeront leurs signatures sur cette double consignation d'opinions, laquelle sera jointe à la pétition adressée au Prince contenant sa communication avec l'attitude que l'Assemblée a cru prendre. Quant au registre, il sera déposé aux archives de l'Assemblée.

Le Prince pourra refuser de sanctionner l'opinion de l'Assemblée, il pourra envoyer à son gré de nouvelles propositions sans indiquer aucun motif.

A la volonté du Prince qui peut librement se manifester, la loi n'apporte qu'une restriction : il ne pourra pas faire des changements arbitraires aux arrêts de l'Assemblée. Le changement qu'il désirera devra former l'objet d'une nouvelle communication à la Chambre — celle-ci ayant à se prononcer de nouveau.

Au cas où le Prince appose sa signature au bas d'une décision de l'Assemblée, celle-ci aura — *eo ipso* — force de loi.

Comme déchéance du mandat de député, il n'y en a qu'une seule : celle de persister à vouloir soutenir par écrit une opinion qui a passé à la majorité ; ceux-ci seront considérés comme des perturbateurs de l'ordre établi.

Tout ce qui dépasse les attributions d'une simple ordonnance rendue en exécution des lois existantes, devra passer par l'Assemblée Générale ordinaire.

Comme organe de contrôle, l'Assemblée recevra annuellement de la part du Prince le compte rendu des recettes et dépenses du trésor, et de toute autre caisse publique.

L'Assemblée pourra faire cet examen elle-même ou bien déléguer une « commission » choisie parmi ses membres.

Elle aura à régler aussi la répartition des impôts, sur les contribuables ; à fixer l'emploi des recettes de l'état, conformément au troisième chapitre concernant les finances, car, et ici une importante brèche au principe de l'autonomie des principautés : « Nulle modification ne pourra y être faite et nul impôt extraordinaire ne pourra être prélevé sans l'assentiment préalable des deux puissances » (90).

L'Assemblée aura à discuter et à approuver les projets de contrats de forme générale, et à juger de l'utilité de toutes les mesu-

(90) *Ibid.*, a. 51, p. 123.

res générales ou extraordinaires ayant trait à la sûreté du pays, ou bien demandant une allocation de fonds ou une disposition législative (a. 56). « Elle continuera à être, comme par le passé, et en vertu des lois fondamentales du pays, le gardien des droits et le promoteur de la prospérité de ses concitoyens ».

Il faut mentionner encore une attribution que la loi donne à l'Assemblée : celle de préparer des codes de lois, et notamment, le Code civil, le Code pénal et un règlement des titres possessoires. Cela à l'aide d'une commission qui soumettre son travail à la discussion de l'Assemblée et à la sanction du Prince (91).

Cette Assemblée privée complètement d'initiative, reçoit pourtant un droit de recours aux deux Cours. Ce droit sera exercé lorsque le Prince ne donnera pas suite à son attitude purement précatrice. Elle peut en ce cas adresser au Prince les griefs et les doléances du pays, ou bien le prier de prendre en considération certaines « représentations sur tout objet d'utilité publique. C'est de l'Assemblée et de sa puissance de conviction que dépendra le résultat. De toute façon elle ne pourra jamais outrepasser ses droits, car ses attributions ne pourront dans aucun cas entraver l'exercice du pouvoir souverain administratif et conservateur du bon ordre et de la tranquillité publique qui est dévolu au Prince.

Un acte même signé par le Hospodar — donc gagnant force de loi — peut être déclaré nul et non-avenu s'il est contraire aux privilèges de la Principauté, aux hattî-chérifs et aux traités, ainsi qu'aux droits des cours protectrices et suzeraines. En ce cas ces dernières saisiront les Cours pour qu'elles prononcent la nullité.

La Chambre prend fin :

a) par l'accomplissement du terme de cinq ans ;

b) par dissolution. Le hospodar pourra l'obtenir *seulement* sur un rapport admis par la Sublime Porte et la Cour Protectrice, lui-même ne disposant que du droit de prorogation en cas de « sédition ou désordre graves parmi les membres de l'Assemblée (1).

On a pu se rendre compte, que ces deux pouvoirs fondamentaux sont mis en rapport de telle façon, qu'aucun d'eux ne possède des moyens efficaces pour triompher de l'autre ; le Prince n'ayant que le droit de prorogation vis-à-vis de l'Assemblée, l'Assemblée ne peut qu'avoir des attitudes précatrices : elle le priera

(91) *Ibid.*

« de vouloir bien prendre en considération » telle ou telle suggestion. Son rôle est donc réduit à celui d'informateur qui aura la liberté de commenter les informations qu'il donnera.

Mais, ces armes que la loi donne à ces deux pouvoirs gagnent immédiatement de l'ampleur si on les exerce avec l'assistance des Cours suzeraines et protectrices.

Pour trancher un conflit grave, il faut donc dépasser le cadre national, et se faire assister par les Puissances, lesquelles, à force d'usurpation, étaient arrivées à décider de choses qu'aucune capitulation ne leur accordait.

Il est incontestable, que rien qu'à regarder de plus près, on voit comment le pouvoir législatif aux prises avec l'exécutif — ou inversement — n'auront qu'à avoir recours aux dites puissances, envers lesquelles ils auront l'humble rôle de demandeur et défendeur.

Sans doute ces dispositions maintiennent toutes les apparences de la souveraineté, tandis qu'elles instituent des possibilités d'immixtion de façon si habile qu'elles peuvent à juste titre s'appeler des finesses diplomatiques.

III. — Le pouvoir judiciaire

Pour réglementer le pouvoir judiciaire, le Règlement Organique prend un soin que nous n'avons pas rencontré en étudiant les deux autres pouvoirs.

Notamment, on pose ici le principe de la séparation des pouvoirs, pour la première fois dans la législation des Principautés.

Il est vrai qu'en étudiant les relations du pouvoir exécutif avec le législatif, nous avons trouvé (93) la recommandation faite au pouvoir législatif de ne pas entraver l'exercice de la souveraineté princière, conservatrice du bon ordre. Mais par là, on verrait plutôt une situation d'infériorité assignée au pouvoir législatif, lequel — on l'a vu — n'a pas d'initiative efficace. Le contour d'une séparation des pouvoirs manquait de consistance, du moins entre l'exécutif et le législatif.

Le pouvoir judiciaire est celui que le règlement organique détache le plus soigneusement des autres pouvoirs. Sans doute,

(92) Pour le pouvoir judiciaire en Moldavie, *idem.*, I, 2, pp. 196-215.

(93) *Ibid.*, p. 93.

la plus élémentaire des préoccupations de justice devait mener à cette séparation du judiciaire des autres pouvoirs.

On trouve cette préoccupation dans les instructions russes au général chevalier de Minciaky, vice-président de la commission de revision du Règlement Organique de Jassy (94). On lui attire l'attention sur l'ancien enchevêtrement des fonctions, dans les termes suivants :

« Le pouvoir judiciaire dans les deux provinces n'est pas assez
« distinct du pouvoir administratif (exécutif). Les assemblées
« générales sont en même temps les Divans suprêmes des Hos-
« povars et jugent les affaires civiles en dernier ressort sur l'appel
« des parties. Les attributions des ispravniks (préfets) embrassent
« à la fois la justice et la police des districts. Plusieurs digni-
« taires moldaves et valaques et même les collecteurs d'impôts
« sont administrateurs et magistrats dans leurs arrondissements.
« Aussi n'y a-t-il dans ces instances inférieures ni corps de
« doctrine, ni traitement, ni principes stables et uniformes. »

Comme suite à ces préoccupations, nous trouvons une double précaution d'étanchéité.

Ainsi, du côté du pouvoir législatif, l'article final du chapitre qui lui est réservé a soin d'interdire à l'assemblée toute attribution judiciaire, celles-ci étant dévolues à un organe spécial. Pour que le premier article du chapitre consacré au pouvoir judiciaire ait soin de poser à son tour le même principe, — cette fois-ci nettement, — entre le pouvoir exécutif (« administratif ») et judiciaire (95) d'une façon qui mérite d'être citée intégralement :

« La division des pouvoirs administratif et judiciaire étant
« reconnue indispensable pour l'ordre, la régularité des affaires
« et la garantie des droits des particuliers, ces deux branches
« d'administration seront à l'avenir entièrement distinctes (96).

Défense est faite aussi au clergé de s'immiscer ou d'assister, dans les procédures et jugements des tribunaux (97).

On peut dire dès le début que la magistrature est organisée selon les principes qui garantissent le plus de sécurité aux particuliers, qui ne pourront pas s'y soustraire, car — lit-on dans la loi — tous les habitants de la Principauté (s), sont indistincte-

(94) *Annal. Parlem.*, I, 2, p. 41.

(95) *Annal. Parlem.*, I, 1, p. 126.

(96) *Ibid.*, p. 305.

(97) *Ibid.*, p. 314.

ment soumis à la juridiction des tribunaux établis. Il en est de même de tous les étrangers qui se trouvent sous la protection d'une puissance quelconque, pour toutes les contestations et procès qu'ils auraient avec les indigènes.

L'autorité de la chose jugée préserve la stabilité des *negotii*, lesquels, — avant, — devaient à chaque nouveau règne, recevoir une nouvelle confirmation (98). On a vu que précédemment la constitution des « Carvonari » prévoyait de même ce principe, qui cependant n'a pas pu — alors — s'épanouir.

La magistrature est donc, — en outre, — organisée de telle sorte qu'on puisse arriver méthodiquement vers l'inamovibilité (99).

Effectivement, les juges des tribunaux — devant remplir des conditions d'âge et de capacité — seront nommés pour trois ans, sauf prolongement pour une seconde et troisième périodes, pour ceux qui laisseront voir des preuves de capacité. Et si le Prince et l'Assemblée le trouvaient nécessaire, après dix ans, tous les juges seront inamovibles, sauf les cas de forfaiture, de promotion à des emplois plus élevés, ou de démission volontaire.

Tous les juges ne sont pas nommés par le Prince; il y a aussi des juges élus, notamment dans les tribunaux de commerce, à côté des juges nommés, que nous rencontrerons en étudiant ces tribunaux.

Le gouvernement suit la marche des affaires et est avisé des cas de violation de la loi ou d'autres abus graves, par les procureurs (nommés reviseurs en Moldavie) (100), par lesquels le grand Logothète contrôlait les tribunaux départementaux et qui étaient au nombre de quatre, qui veillent aussi à la stricte observation de la loi et des règlements et à leur application, ainsi qu'à la fidèle exécution des jugements et à tout ce qui peut intéresser le bon ordre et la tranquillité publique.

Le régime des peines est — lui aussi — réglementé, en ce que la peine de mort, qui n'existait plus en fait depuis longtemps, — la mutilation, la question et la torture, — sont abolies ainsi que la confiscation des biens, laquelle ne pourra jamais être éta-

(98) *Ibid.*, p. 329.

(99) *Ibid.*, p. 306.

(100) *Ibid.*, p. 330.

blie (101). Seule la contrainte par corps est employée en matière d'insoumission aux jugements des tribunaux de commerce.

La loi désire voir s'éteindre tout litige qui passera par devant toutes les instances dans un délai de dix-huit mois (102).

Il est vrai que la bonne distribution des instances, ainsi que leur organisation, permet amplement cela.

En commençant par les villages, on trouve une institution qui a le rôle de concilier différents litiges si fréquents dans les campagnes (103). Elle est formée par un jury de trois villageois — jurés — élus par les habitants de la commune. Ils seront réélus tous les ans et devront être choisis chacun dans une des trois classes de villageois, divisées suivant l'ordre et l'état de leur fortune. Ils seront indéfiniment rééligibles. Le curé du village se joindra à ce jury. Et parce qu'il pourrait arriver que les bêtes qui feront des dégâts à un propriétaire soit celles appartenant aux jurés, dans ce cas, le propriétaire endommagé fera aussi partie du jury, à côté du prêtre et des jurés du village (104).

Ils se réuniront chaque dimanche après la messe, pour trancher (de) tous les différends de la semaine (105). Si le litige est liquidé à l'amiable, on délivre aux parties un « acte de conciliation », signé par elles, ainsi que par le jury, pour clore définitivement le litige. Ne pouvant pas obtenir la conciliation des parties, cette instance villageoise leur délivrera un acte qui leur permettra de se présenter au tribunal du district. Toutefois seulement pour les litiges qui dépasseront 10 à 15 piastres ; pour les autres, — qui vont jusqu'à cette limite, — ces formations conciliatrices sont seules compétentes et en mesure de les trancher par des décisions exécutoires (106).

L'instance immédiatement supérieure c'est le *tribunal de première instance*, fonctionnant dans le chef-lieu de chaque district. Il aura à connaître — à charge d'appel — de toutes les affaires civiles, de police correctionnelle, criminelles et commerciales du district où il sera situé. Il jugera jusqu'à 500 lei en Moldavie (I, 2 p. 200) et 1.500 lei en Valachie. Il sera formé par

(101) *Ibid.*, I, 2, p. 213.

(102) *Ibid.*, p. 340.

(103) *Ibid.*, p. 322.

(104) *Ibid.*, p. 347 et p. 6 amendement proposé pour le vornik Michel GHICA.

(105) *Ibid.*, p. 322.

(106) *Ibis.*, p. 323.

un président et deux autres membres, ayant un procureur et disposant de tout le personnel énuméré plus haut. Le procureur manque en Moldavie.

Ici la loi règle minutieusement la réception des requêtes ainsi que leur expédition. Nous n'entrerons pas dans ces détails, nous contentant seulement d'exposer la configuration de ces institutions seulement.

Pour juger des *affaires commerciales*, ces tribunaux de première instance devront avoir une formation différente.

En effet (107), la loi prévoit que, tous les deux ans, chaque prévôt des chefs-lieux des districts enverra une liste au grand Logothète, pour que celui-ci choisisse les commerçants qu'il jugera les plus capables pour pouvoir exercer la fonction de juge. Bien entendu, il ne devra pas perdre de vue les conditions générales que la loi impose à l'élection de tout juge commercial, notamment : 1° avoir l'âge de 30 ans, et 2° avoir exercé depuis 5 ans, avec honneur, le métier de commerçant. Ces juges une fois désignés, devront s'attendre à être appelés deux à deux au tribunal, chaque fois qu'il y aura des contestations commerciales devant ces tribunaux. En Moldavie, à Galatz, Focsani et Botoshani, le tribunal local aura à s'adjoindre deux commerçants, chaque fois que de pareils litiges seront à trancher. •

L'appel des jugements rendus par les tribunaux de district aura lieu devant deux instances — qu'on pourrait appeler Cours d'appel — sises, l'une à Bucarest, l'autre à Craïova (en Valachie) et l'une seule à Jassy (en Moldavie) et portant le nom de *Divans judiciaires*.

En Valachie, celui de Bucarest aura deux sections et comprendra 7 membres pour la section civile et 5 pour la section criminelle, choisis parmi les boyards capables et instruits. Celui de Craïova comprendra 8 membres : 5 pour la section civile et 3 pour la section criminelle (108). En Moldavie (Jassy), le Divan avec une seule section avait 7 membres.

Les employés que nous avons rencontrés à la première instance se retrouveront aussi ici, mais leur nomination aura lieu à des conditions plus rigoureuses (109).

(107) *Ibid.*, I, 1, p. 332 et I, 2, p. 205.

(108) *Ibid.*, pp. 323 4.

(109) *Ibid.*, p. 324.

La section civile du Divan judiciaire cassera et réformera les jugements rendus en première instance qui contiendront quelques contraventions aux lois, soit sous le rapport des formes, soit quant aux dispositions qu'ils prononcent (110).

Pourtant, la section civile aura à juger aussi en dernier ressort les litiges évalués à 5.000 piastres de principal et 500 piastres de revenu, à condition que le jugement rendu par cette section corresponde avec celui rendu en première instance. Dans ce cas-ci, les garanties sont suffisantes et la loi qui pense trouver le moyen d'expédier plus facilement les affaires, arrête ici les voix de recours. De même, cette première section civile jugera en dernier ressort, chaque fois que les parties déclareront vouloir s'arrêter là (111).

A part ces deux cas, les parties auront un mois pour recourir au Divan Suprême.

La section criminelle connaîtra de tous les jugements rendus en première instance en matière criminelle et de police correctionnelle (112).

Ici maintes mesures sont prises pour que tout accusé puisse être à l'abri de l'arbitraire.

Il sera interrogé 24 heures après son arrivée à la maison d'arrêt, pour voir s'il maintient ou non sa première déclaration et pour lui nommer d'office un défenseur s'il en est dépourvu (113).

Le Divan judiciaire jugeant l'accusation fausse, pourra mettre l'accusé en liberté. La loi régleme de façon très minutieuse la procédure à suivre.

Si l'accusé est condamné, le président lira le texte de la loi en vertu duquel la condamnation a été prononcée (114).

Une disposition spéciale pour les boyards statue que les jugements prononcés contre eux ne pourront devenir exécutoires qu'après que le Prince aurait prononcé la dégradation du boyard condamné, en le déclarant déchu de ses titres et grades (115).

Cette section criminelle aura aussi des litiges qu'elle jugera en

(110) *Ibid.*, p. 324.

(111) *Ibid.*, p. 325.

(112) *Ibid.*, p. 325.

(113) *Ibid.*, p. 326.

(114) *Ibid.*, p. 329.

(115) *Ibid.*, p. 329.

dernier ressort : notamment ceux n'excédant pas deux mois de prison (116).

Si le procureur l'estime nécessaire, les deux sections civile et criminelle seront réunies après que communication sera faite au grand Logothète qui obtiendra l'ordre du Prince.

On a vu que parmi les multiples attributions assignées aux tribunaux de districts, on trouve aussi celle de juger en première instance les affaires commerciales. L'instance d'appel qui recevra ces affaires donc, sera une sorte de Cour d'appel sise à Bucarest et à Craïova (en Valachie) et à Jassy (en Moldavie), au même endroit où fonctionnent les instances secondes que nous venons d'examiner.

Elle diffère des Divans judiciaires que nous venons d'étudier, profondément quant à l'installation des juges. Ceux-ci seront nommés et élus par leurs collègues dans la proportion suivante :

A Bucarest l'instance commerciale qui comprendra 5 membres aura le président et un de ses membres nommés par le Prince, les trois autres étant élus par la prévôté des commerçants.

A Craïova, il y aura trois juges, desquels seulement un sera nommé par le Prince, les autres étant installés à base d'élection.

A Jassy, 3 boyards nommés et 2 commerçants élus.

Pour se présenter à ces élections il faudra remplir deux conditions générales :

1° avoir l'âge de 30 ans ;

2° exercer depuis 5 ans, honorablement, le métier de commerçant.

Les élections auront lieu à la Prévôté, où le Prévôt des marchands des villes respectives aura dressé une liste, comprenant 30 membres à Bucarest et 12 à Craïova, qui comprendra les commerçants les plus capables et probes, qu'on enverra au Grand Logothète, lequel apposera sa signature et fixera la date des élections.

Une fois la formalité de la rédaction des listes accomplie, elles représenteront les assemblées électorales qui éliront les juges de commerce (117) en nombre de trois à Bucarest et de deux à Craïova, qui, pour fonctionner, ne devront recevoir encore que la confirmation du Prince, sur rapport du Grand Logothète.

(116) *Ibid.*, p. 330.

(117) *Ibid.*, pp. 331-2.

Il faut remarquer que la loi prend une précaution destinée à empêcher les juges de commerce de vaquer trop longtemps à leurs occupations. C'est pour ce motif que l'élection aura lieu tous les deux ans.

La loi donne des précisions de droit commercial, dans lesquelles nous n'entrerons pas. Nous retiendrons seulement que la loi statue (en cas de conflit d'instance) que c'est le civil qui tient le commercial en état... et que la procédure devant ces instances est la même que devant les tribunaux civils.

Les tribunaux de police (118). — Il n'y en a qu'un seul à Bucarest et un seul à Jassy. Il est composé de deux juges et d'un président, en Valachie, un procureur s'adjoint. Il connaîtra des délits d'injure, de voies de fait et autres contraventions de simple police, commises *dans la ville de Bucarest*.

Dans les districts c'est l'ispravnic qui connaîtra des cas de simple police, n'entraînant pas une peine plus forte que trois jours d'emprisonnement. Les personnes investies de ces attributions auront aussi à authentifier les contrats passés par les individus appartenant aux corps de métiers.

Le Divan Suprême est l'instance avec laquelle la hiérarchie judiciaire arrive à son sommet.

Composé par 6 juges et un président — le Grand Ban — en Valachie, tous nommés par le Prince. En Moldavie — par voie d'amendement — on a adjoint sept suppléants élus par l'assemblée. Le Divan aura à trancher en dernier ressort les appels des jugements rendus par les Divans judiciaires et les tribunaux de commerce (119).

Les conditions d'âge sont ici plus rigoureuses. Il faudra avoir 35 ans accomplis pour être juge et 40 pour présider le Divan Suprême.

Les parties devront consigner 2 % pris sur la valeur de l'objet contesté ; pour rendre plus difficilement accessible ce haut tribunal, somme qu'on restituera au gagnant, et que le débouté perdra en faveur de l'entretien des prisons. Toutefois seront exceptés de faire la consignation : 1° les représentants de l'Etat ; 2° les condamnés criminels et 3° sur preuve, les indigents. La procédure ne diffère en rien de celle fixée pour les autres instances.

(118) *Ibid.*, p. 335.

(119) *Ibid.*, p. 337.

Les arrêts du Divan Suprême ne sont plus exécutoires par eux-mêmes : il y aura la signature du Prince — on l'a déjà vu lors de l'étude des attributions de celui-ci — qui devra intervenir, joignant ainsi sa puissance souveraine au pouvoir judiciaire, dans les cas suivants :

- 1° Lorsque les jugements seront rendus à l'unanimité des voix;
- 2° Lorsqu'ils seront rendus à la majorité des voix et s'accorderont aux arrêts des deux instances inférieures.

Mais il y a des cas où le Prince se détache de cette instance pour prendre à lui seul ce titre, notamment lorsque une seconde revision lui est demandée.

Si deux membres du Divan Suprême étaient d'une opinion contraire à celle de leurs collègues, relativement à une affaire *jugée différemment* dans les différentes instances, son rôle se bornera dans ce cas à renvoyer l'affaire au Divan Suprême (120), auquel, — pour juger ce cas la seconde fois, — vont s'adjoindre : le Grand Logothète et les présidents de tous les tribunaux sis dans la ville de Bucarest, à l'exception toutefois du président du tribunal qui aurait jugé l'affaire en instance inférieure. Après quoi, l'instance sera définitivement tranchée.

C'est en matière disciplinaire que le Prince aura un rôle effectif, par le fait que si l'un des membres du Divan Suprême était accusé de prévarication ce sera le Prince qui présidera les deux sections du Divan Judiciaire réuni en *Cour de Justice*.

Le Divan Suprême a aussi une attribution disciplinaire à remplir, par rapport au corps des magistrats. Ainsi seront jugés — pour leurs délits — les magistrats ou même un tribunal tout entier. En ce cas, il jugera toujours en la présence du Grand Logothète.

Nous renvoyons aux attributions du Prince par rapport au pouvoir judiciaire, pour ce qui concerne le rôle de déclencheur législatif qu'aura le Divan Suprême.

Section III. — LA CONFIGURATION ADMINISTRATIVE

La configuration administrative que crée le règlement organique ne diffère pas beaucoup de celle que nous avons vu relatée dans le rapport de Barbou Stirbey à Kisseleff.

(120) *Ibid.*, p. 339.

Le département, n'ayant pas de personnalité morale, était dirigé toujours par l'ispravnic (121) en Moldavie, et en Valachie par le même fonctionnaire, nommé « administrateur du département » (122) selon un amendement de Barbou Stirbey (123).

Comme subdivision, nous avons les « plassi » en Valachie et les « ocols » en Moldavie. En Moldavie le chef de ces subdivisions s'appelle « privighetor » (surveillant) et en Valachie, selon le même amendement de Stirbey : sous-administrateurs, au lieu de « Zapciou ».

Les chefs des départements ne sont plus nommés par le grand vistiari, mais par le Prince. Le conseil administratif lui présentera une liste comprenant deux candidats pour chaque place et le Prince aura à choisir l'un d'eux.

Les chefs des unités administratives inférieures (« ocols » — « plassi ») sont choisis par les propriétaires terriens, conjointement avec le préfet (« administrateur » — « ispravnik »). Ils présentent deux noms au Conseil administratif ; celui-ci — à son tour — les présentera au Prince qui choisira.

Ils sont nommés pour une durée de trois ans (124), sauf « flagrante déviation » et démission volontaire.

La loi fixe aux chefs des unités administratives inférieures certaines attributions qui méritent d'être mentionnées : ces « sous-administrateurs » ou « privighetori », auront, — à part le rôle d'agents fiscaux, — celui de protecteurs des villageois contre les vexations et les réquisitions arbitraires. Si leur « préfet » ne prend aucune mesure en cette matière, ils s'adresseront directement au Grand Vornic — Ministre de l'Intérieur.

Ils ne pourront réclamer absolument rien des administrés ; ils seront payés mensuellement pour éviter la situation anarchique que nous faisait voir le rapport de Stirbey.

Seulement, si tous ces fonctionnaires font preuve de qualités morales et s'ils accomplissent correctement leurs devoirs, ils pourront être maintenus en fonctions (125).

Les communes sont organisées sur une nouvelle base, car l'ancienne organisation était désuète. Elles auront le droit de

(121) *Annal. Parlem.*, I, 2, p. 117.

(122) *Annal. Parlem.*, I, 1, p. 350.

(123) *Ibid.*, I, 1, p. 18.

(124) *Ibid.*, I, 1, p. 350.

(125) *Ibid.*, I, 1, p. 351.

décider de leurs intérêts patrimoniaux, par un organe nommé conseil.

Ce conseil était élu à Bucarest (126) par les « couleurs » de la ville (divisions administratives), lesquelles envoyaient pour trois ans des députés. Ceux-ci devaient élire les membres du conseil de la ville pour une durée d'un an. Des conditions spéciales à ces deux degrés électoraux étaient requises.

Ainsi, les électeurs premiers devront avoir l'âge de 25 ans et avoir une propriété urbaine d'environ 10.000 lei, pour élire les députés des « couleurs ». Ceux-ci — électeurs de second degré — éliront les membres du conseil municipal seulement parmi les habitants ayant l'âge de 30 ans et une fortune immobilière (rurale ou bien urbaine) évaluée à 50.000 lei. Le Président du Conseil est nommé par le Prince.

A Jassy (127), le conseil se composait de cinq membres, deux secrétaires et deux greffiers. Un membre de ce conseil était élu par l'assemblée générale ordinaire, les quatre autres par les prévôts des corporations, à condition de disposer d'un capital de 25.000 lei.

Un mot sur l'*administration cléricale*. Les évêques seront choisis par l'assemblée conjointement avec les boyards de première classe, avec l'approbation du Prince. Ce n'est plus ce dernier qui les nommera comme par le passé. Le clergé indigène en fournira les candidats. L'évêque métropolitain sera élu parmi les évêques diocésains et devra recevoir la confirmation canonique du Patriarche de Constantinople.

Les biens ecclésiastiques sont soumis à l'administration d'une commission.

Ils ne pourront être privés de leurs fonctions qu'à cause de « déviations aux devoirs spirituels », constatées par l'assemblée générale ordinaire et reconnues par le Prince.

Les traitements des ecclésiastiques seront fixés par le métropolitain de concert avec les évêques et le Logothète des affaires ecclésiastiques (en Valachie).

Une commission spéciale va surveiller les monastères et les biens ecclésiastiques.

La commission nommée par le Prince sera composée du

(126) *Annal. Parlem.*, I, 1, pp. 432 et sq.

(127) *Ibid.*, I, 2, pp. 129 et sq. ; I.-C. FILITTI : pp. 120 et sq.

Logothète des affaires ecclésiastiques et de quatre principaux boyards pris dans l'assemblée générale. Dans ses préoccupations administratives, cette commission aura à régler aussi le 1/4 des biens ecclésiastiques à fournir aux établissements de bienfaisance. Cette commission pourra s'adjoindre aussi quatre délégués des Saints-Lieux (128). Le clergé aura aussi un traitement réglé par la loi, pour pouvoir bien remplir sa mission.

Section IV. — LES CLASSES SOCIALES ET LES FINANCES

§ 1^{er}. — Le règlement organique tâche de mettre de l'ordre aussi dans les classes sociales et dans les systèmes fiscaux jusqu'alors usités. En un mot, il tâche de créer une atmosphère légale en matière de finances, car les exigences de la Turquie qu'on ne pouvait pas prévoir, y rendaient impossible toute stabilité.

Il est vrai qu'une réforme dans les finances — source de tous les autres maux — avait été tentée par le Prince Constantin Maurocordato, Prince alternativement dans les deux Principautés de Moldavie et de Valachie. Mais la Porte ottomane ayant grand besoin de subsides, on voit le Prince Maurocordato outrepassant les règles établies par lui-même (129).

Le titre concernant les finances commence comme par un exposé de motifs, pour justifier les mesures qui vont suivre. On montre l'état dépourvu de toute norme, dans lequel se trouve le rouage fiscal du pays : multiplicité d'impôts, répartition arbitraire, favoritisme duquel profitent des personnes et des institutions.

C'est pour cela que ce titre, avant de statuer sur quoi que ce soit en cette matière, commence par une série d'abolitions destinées à débayer le terrain (130).

Ainsi, la loi se propose d'organiser les finances de la sorte : Premièrement, abolir tout impôt ou redevance préjudiciable aux imposés, et déterminer en même temps annuellement les dépenses et les revenus de l'Etat.

(128) *Ibid.*, p. 354.

(129) I.-C. FILITTI : *Ancienne organisation fiscale des Principautés*, pp. 27 et sq.

(130) *Annal. Parlem.*, I. 1, p. 128.

La source de ces revenus — les impôts — seront répartis de façon « précise et invariable », après recensement. Tous les autres revenus de l'Etat seront minutieusement réglementés. Des règles de comptabilité seront rédigées pour la trésorerie.

Et, pour finir, la loi désire la fixation précise des droits et devoirs réciproques du propriétaire et du cultivateur.

Pour arriver à mettre de l'ordre dans les finances, conformément à ce programme, toute autre rétribution, tout droit « attaché aux différentes fonctions, grandes ou petites ; toute « espèce de contributions, taxes ou impôts qui ont été en vigueur « jusqu'à ce jour... non comprises dans le présent règlement... « seront considérées à l'avenir comme nulles et non avenues » (131).

Sont abolies également les réquisitions en nature ; les travaux des grandes routes seront effectués par les villageois du voisinage, mais cette mesure sera prise par le Prince de concert avec l'assemblée générale ordinaire.

La loi fait rentrer dans la classe des contribuables les « Scoutelnics » et « posluchnics » qui n'en faisaient pas partie.

En effet, les propriétaires avaient le droit d'obtenir du Prince qu'un certain nombre de paysans ne payassent pas leurs impôts à l'Etat, mais au boyard sur la terre duquel ils travaillaient. On voit ce que l'Etat perdait avec ce système.

Il est interdit aux Princes — qui seront responsables de cela — d'exclure un contribuable de sa classe, pour le profit ou les services des particuliers. Seuls les prêtres et diacres, « indispensables au service divin », sont exemptés d'impôt.

Les droits de douane prélevés par certains propriétaires sur leur propre terre, — abus intolérable, — est aboli à jamais.

Les communes sont solidairement responsables du paiement des impôts.

La perception des impôts (132), se fait trimestriellement, par un fonctionnaire choisi par les communes. Il s'appelle « parcalab » en Valachie, et « vornicel » en Moldavie. Ceux-ci remplacent les anciens fonctionnaires dont parle Stirbey dans son rapport à Kisseleff, « qui avaient l'habitude de molester les contribuables ».

(131) *Annal. Parlem.*, I, 1, p. 137.

(132) *Annal. Parlem.*, I, 1, pp. 157 et sq.

S'il y a des contribuables récalcitrants, on les réclamera au propriétaire ; et si le propriétaire ne peut pas les déterminer à payer, il sera exécuté à l'aide d'un soldat de cavalerie, que le contribuable devra entretenir, jusqu'au paiement, avec son cheval.

Comme nous l'avons dit, la commune tout entière est la caution solidaire des autres contribuables. Elle sera responsable et payera l'impôt de tout contribuable d'une autre commune qui se trouverait sur son territoire. A cet effet, la loi institue une caisse communale dans chaque bourg, village ou quartier de ville. Elle ramassera tous les fonds provenus des impôts et subviendra aux dépenses que la perception des contributions nécessitera.

Les *Mazili* (133), payeront leurs impôts à un « épistat », exempté de tout impôt, ils seront contraints à payer par l'*ispravnik*.

L'affermissement des impôts est prohibé ; on pourra y recourir cependant pour percevoir l'impôt dû par les pâtres de Transylvanie et les étrangers propriétaires de vignobles.

§ 2. — Les privilèges ne sont pourtant pas abolis dans le Règlement organique. On demanda maintes fois, par la suite, cette abolition ; on la décida à l'unanimité même, dans la célèbre séance du 27 octobre du Divan *ad hoc* de Moldavie. Mais ils ne seront abolis que par l'article 47 de la convention du 7-14 août 1858 de Paris.

Le décret du Prince Constantin Maurocordato, qui confère des privilèges à certaines catégories de nobles, est confirmé par le règlement organique.

Ces catégories sont : premièrement les descendants des grands fonctionnaires : les « *Néamouri* » et la seconde les descendants des petits fonctionnaires : les « *Mazili* » (134). Vient s'adjoindre à ces deux catégories, une troisième : celle des « *Postelnici* », « la dernière branche de la noblesse » (135). Pour obtenir ce titre, ceux voulant faire partie de cette troisième catégorie devront être au service du Prince. Quant aux *Mazili*, ceux-ci devront être descendants des *Mazili*, avoir une éducation soignée et avoir rendu des services dans les districts ou dans les chancelleries.

(133) *Ibid.*, p. 163.

(134) *Annal. Parlem.*, I, 1, p. 148.

(135) I.-C. FILITTI : *L'ancienne organisation fiscale des Principautés*, p. 40.

Ils seront taxés à la somme de 45 piastres par personne, mais garderont les privilèges de la petite noblesse.

Les Néamouri devront être des rejetons « descendant, par « leurs ancêtres, des familles nobiliaires » (136).

Les boyards sont donc dispensés de patente, pour le cas où ils feront du commerce, et ne payent pas d'impôts, sauf quelques cas expressément prévus par la loi (137).

Mais une réforme importante ayant trait à la classe nobiliaire (à part le fait qu'elle perd beaucoup d'avantages qu'elle avait avant ce règlement) consiste dans les mesures prises pour l'anoblissement.

Cette loi fait une distinction entre la noblesse de titre et celle de fonction.

Les fonctionnaires sont nommés directement par le Prince. Mais pour éviter les abus, il proposera à l'assemblée de lui présenter un tableau de fonctions dans les « trois branches » : exécutive, judiciaire, militaire, qu'il pourra combler (138).

Quant à ce qui concerne la noblesse de titre qu'institue le Règlement organique, celle-ci sera accordée à celui qui se distinguera par les services qu'il aurait rendus à l'Etat. Il sera recommandé à l'assemblée générale, laquelle pourra — selon les services rendus — lui accorder la noblesse personnelle ou bien la noblesse transmissible (héréditaire). La sanction du Prince confirmera ensuite la décision de l'assemblée.

L'anoblissement héréditaire n'a pas été appliqué par la suite.

Des livres de noblesse seront institués, lesquels seront gardés aux archives de l'Etat.

Par ces dispositions, on voit que le règlement tâche de concilier les intérêts de la grande et la petite noblesse ; la petite noblesse ayant manifesté des tendances réformatrices qui ne pouvaient convenir à la grande noblesse.



Ce que nous venons d'étudier, du Règlement organique, en sont les dispositions fondamentales. D'autres dispositions, qui réglementent minutieusement le fonctionnement des institu-

(136) *Annal. Parlem.*, I, 1, pp. 147-8.

(137) I.-C. FILITTI : *Les Principautés de 1828 à 1834*.

(138) *Ibid.*, p. 350.

tions, nous les avons passées sous silence, estimant qu'elles n'entrent pas dans le cadre de cet ouvrage.

Plusieurs dispositions de ce statut fondamental n'ont pas été appliquées. Quant à l'impression que produisit cette législation, de source pas précisément nationale, cédon's la parole au général Kisseleff, celui qui a présidé à presque toute la rédaction du règlement.

Il se rend compte lui-même des parties difficilement applicables de cette loi.

Dans une lettre adressée au Minist're des Affaires étrangères de Russie Nesselrode (139), il s'exprime comme suit :

« ...Les nouvelles institutions ne seront contraires ni aux « prescriptions du traité (d'Andrinople) ni aux nécessités des « deux Principautés. Mais malgré que ces améliorations soient « de nécessité inexorable, il ne faut pas perdre de vue que dans « leur ensemble elles vont atteindre les intérêts de toutes les « classes. »

D'abord, une source de grand mécontentement pour les privilégiés : le fait d'avoir fait rentrer dans la classe des contribuables les catégories d'exemptés d'impôts qui payaient aux privilégiés les sommes normalement dues à l'Etat. Et il faut encore mettre en ligne de compte le fait d'avoir supprimé toute immixtion des nobles dans la perception des revenus de l'Etat, et toute influence dans l'administration et la justice.

Le paysan, à son tour, sera effrayé des 24 jours de travail qu'il aura à fournir au propriétaire, « en échange desquels il « est dépourvu des quelques devoirs d'avant ».

Le clergé perd toute influence dans les affaires et une bonne partie de ses revenus ; les négociants et les artisans payeront la patente.

Et — finalement — le pouvoir discrétionnaire du Prince est limité par des dispositions précises.

Il y avait — effectivement — assez de motifs pour mécontenter toutes les catégories sociales.

L'atmosphère continue presque tout aussi dépourvue de la garantie de la loi, que quelques voisins des Principautés aimaient à ne pas voir établie.

(139) PAPADOPOL-CALIMAH, *op. cit.*, pp. 103 et sq.

C'est cette atmosphère qui déclenchera la révolution de 1848, à l'étude de laquelle nous nous arrêterons un instant.

La modification du règlement a été adjointe au texte qui avait fait l'objet des débats de l'assemblée de revision, « par surprise ». C'est le célèbre article additionnel. Celui-ci (1) statuait que le règlement peut être modifié, si l'on venait à reconnaître cette nécessité, dans une ou plusieurs de ses parties. La modification sera accomplie par le Hospodar, et l'Assemblée générale, mais en aucun cas les changements ne pourront s'opérer « sans le consentement de la Cour protectrice ».

Bien entendu, personne n'aurait pu accepter cette flagrante violation des capitulations, et de l'autonomie des Principautés.

Quand — plus tard — en Valachie, on avait nommé une Commission du sein de l'assemblée, pour mettre d'accord le texte du règlement avec les ordonnances que l'autorité russe avait élaboré *ex post*, celle-ci trouva cet « article additionnel », qui n'était pas mentionné comme voté par l'Assemblée de 1830.

Par une adresse, elle attire l'attention du Prince régnant Alexandre GHICA : (18 juillet 1837) qu' « elle a constaté des changements et des additions faites « contre les anciens droits du pays. les anciennes capitulations et les hattichérifs », ainsi que contre les traités conclus entre la Russie et la Porte. »

« Que l'Assemblée, pénétrée de ses saints devoirs », signale au Prince les suivantes usurpations : On a trouvé une augmentation qui doit, selon l'art. 52 du règlement même, être considérée comme nulle et non avenue, étant contraire aux privilèges et aux traités et hattichérifs conclus pour sauvegarder les droits des Principautés. La disposition est contraire au traité d'Andrinople ainsi qu'au hattichérif du Sultan lors de l'intronisation du Prince actuel.

Et l'adresse de citer une disposition très claire du dit traité d'Andrinople dans laquelle il est dit que (2) « Les Princes jugeront librement dans les Principautés, ayant à prendre conseil de leurs Divans, sans pouvoir cependant « apporter aucune ingérence aux droits qu'on a garantis à ces Principautés « par différents traités ou hattichérifs ». Qu'ils « ne seront pas troublés dans « leur administration intérieure par aucun ordre contraire à ces droits ».

Ceux-ci, représentant des droits acquis, l'Assemblée estime lui être impossible de passer outre, en adjoignant ou modifiant quoi que ce soit de contraire à ces droits, surtout que ses adjonctions n'existent pas dans le règlement imprimé et mis à exécution du temps même de l'occupation russe.

Donnant suite aux instances du Consul général russe, le Prince Alexandre GHICA, par un décret du 18 juillet 1837, fait cesser les travaux de cette Commission de revision du Règlement Organique. A quoi l'Assemblée répond (le 21 juillet 1837), affirmant encore une fois son attitude, et protestant contre le fait d'avoir pris ses travaux courants comme des actes en état de soulever des protestations.

(1) *Annal. Parlem.*, VII, 1837, p. 528.

(2) *Ibid.*, p. 529.

CHAPITRE IV

La Révolution de 1848

Section I. — EN MOLDAVIE

Les mouvements démocratiques, qui avaient assailli les autocraties européennes, ont eu leur écho aussi dans les Principautés danubiennes, où à part le despotisme, il y avait à lutter aussi avec la non indépendance nationale : Situation amplement propice aux ferments de la révolution.

Intérieurement donc, l'asservissement aux puissances étrangères et le privilège qui n'a pas été aboli par les lois antérieures, épanchent les idées nouvelles comme quelque chose d'évident.

C'était dans cette situation là que se trouvaient la Valachie et la Moldavie — hélas depuis longtemps — lorsque 48 marqua pour l'Europe encore une lutte entre les âges. Surtout que la jeune génération avait fait ses études en France, commençant alors une communauté de sentiments qui n'a pas cessé depuis.

Les figures de cette génération là, parfois quelque peu utopiques, n'ont pas amené alors et par ce mouvement la transformation de leur société, mais ils ont créé une atmosphère à l'abri de laquelle les réformes, les changements désirés ont pu mûrir.

En Moldavie, les faits manquent : il n'y a pas eu à proprement parler une révolution. Et si l'émeute n'a pas pu s'imposer de la façon dont elle s'est imposée en Valachie, c'est parce qu'elle n'a pas su gagner à sa cause les masses qui, seules, donnent l'ampleur et le sérieux nécessaires à la réussite d'un pareil mouvement (1). Ce mouvement, pourtant, garde son importance de doctrine : un groupe courageux de « révoltés » qui voulait

(1) XÉNOPOL : *Histoire des Roumains*, vol. VI, p. 383, Jassy, 1893.

réformer l'état de choses existant dans leur pays et qui font voir de la sorte les idées qu'ils proposent à cette fin.

Le commencement des « troubles » date du 27 mars 1848, lorsque un groupe de nobles et de commerçants expriment leurs doléances au Ministre de l'Intérieur, pour que celui-ci, à son tour, les présente au Prince régnant de Moldavie, Michel Stourdza (2).

Il faut remarquer que les deux révolutions : celle de Moldavie ainsi que celle de Valachie, commencent par vouloir associer les Princes régnants à leur mouvement.

Cette pétition commence en disant que c'est le gouvernement qui c'est adressé « à quelques habitants » pour se rendre compte de l'attitude de l'opinion publique par rapport aux maux du peuple moldave et des remèdes qui y seraient nécessaires. Que les quelques habitants n'ont pas entrepris à eux seuls d'informer le gouvernement, mais ont dit vouloir se rendre au milieu du peuple, pour cueillir les dates nécessaires, ce à quoi a adhéré aussi le Ministre de l'Intérieur.

Et c'est ainsi qu'on a choisi un comité qui a rédigé une pétition-proclamation adressée au chef de l'Etat.

Cette proclamation ne désire — dans ses 35 points — que l'application rigoureuse du Règlement organique, que nous venons à peine de quitter.

Il n'y a que les deux derniers points qui demandent une garde civique et l'abolition de la censure ; autrement ce n'est qu'une énumération des principes d'organisation inclus dans le Règlement organique.

Ainsi nous trouvons :

Le respect de ce règlement, la cessation de la corruption et des abus à l'aide d'une législation sévère, — que personne ne soit puni qu'en vertu de la loi, — et qu'en cas d'arrestation il soit mené devant le tribunal compétent 24 heures son arrestation. Et puis : le respect des lois sur lesquelles est basé le crédit public, pour que les relations commerciales soient à l'abri des changements.

Pour les paysans on demande la réglementation de leurs relations avec les propriétaires ainsi qu'avec le gouvernement ; cessation des abus et corvées auxquelles ils sont soumis. Nouvelle

(2) *L'année 1848 dans les Principautés roumaines*, T. I, pp. 177 et sq.

statistique pour une meilleure répartition des charges, *que les classes privilégiées soient protégées* ainsi que le règlement organique le prévoit.

Que les ministres puissent travailler sur leur propre responsabilité, de façon absolument libre.

Pour les fonctionnaires on demande le maintien dans leurs postes pour ceux qui sont capables et honnêtes et l'augmentation de leurs appointements. En échange de tous ces avantages, la responsabilité des fonctionnaires qui sera instituée, y fera le contre-poids.

On demande le contrôle législatif en ce que tout décret du pouvoir exécutif concernant l'organisation judiciaire et administrative, soit passé préalablement par l'assemblée générale.

En matière législative, on demande que les députés — tant que durera leur mandat — ne puissent obtenir aucune fonction, gratification ou titre nobiliaire. L'assemblée doit avoir le droit de proposer certaines mesures qu'elle jugera nécessaires, au gouvernement. Elle recevra toute pétition que tout « indigène » croira nécessaire de lui adresser.

En ce qui concerne l'assemblée actuelle, étant élue par des pressions venant du côté du gouvernement, — et de la sorte ne pouvant pas être la véritable expression du pays, — les pétitionnaires demandent une nouvelle assemblée qui corresponde réellement aux vœux du Pays.

En matière judiciaire : publicité de séances des tribunaux, modification du Code pénal, introduction du Code commercial français ainsi que l'institution d'un tribunal de commerce à Jassy.

Suivent après des doléances qui révèlent un âpre désir de progrès et de patriotisme, tel que : l'organisation de l'armée, des finances et d'une banque nationale, des marchés publics et l'amélioration du port existant, pour faciliter le commerce. La réforme scolaire et l'organisation du clergé, voilà les désirs requis par cette pétition.

Ce fut vite fait : le Prince Stourdza qui n'admettait pas de parcelles critiques au système de gouvernement qu'il employait, mit aux arrêts le comité des pétitionnaires (3) et entreprit à son tour une contre-propagande, à l'aide de la publication de bro-

(3) *L'année* 1848, t. IV, p. 91.

chures par lesquelles il veut faire voir que ceux-ci ne sont que des intéressés non contents, qui cherchent à se venger sur lui. Comme on le voit, il a pris tout pour son compte.

Mais à part cette « pétition-proclamation » qui — on le voit — a eu une faible portée, le parti national⁷ publie, par son mandataire Michel Kogalniceano, dans une brochure devenue célèbre, comme le dit l'historien Xénopol, les doléances que pouvait avoir le pays, ne se rapportant plus cette fois-ci au règlement organique.

Car si la soi-disant rébellion, que contenait en soi la pétition analysée plus haut, était finie, il n'est pas moins vrai que sa répression a soulevé une très grande indignation, parmi les membres du parti national.

Celui-ci décide donc de faire voir son point de vue à tout le monde et surtout aux commissaires impériaux, institués pour examiner la situation, par les cours de Petersbourg et de Constantinople.

Il faut avouer que la Russie avait une peur terrible de cette vague de libéralisme et qu'elle cherchait à intervenir et à examiner immédiatement tout commencement de trouble et toute situation propice à la rébellion, pour se garder elle-même.

Cette parenthèse fermée, voyons ce que contient cette brochure.

Il faut dire dès le commencement, que la brochure que nous examinons, ainsi que le projet de constitution du même auteur, et une autre brochure d'un autre « leader » du parti national Moldave, — Basile Alexandri. — rendent parfaitement l'atmosphère du 48 Moldave.

Ce travail de propagande de Kogalniceano, commence par une critique très sévère de la façon de se comporter du gouvernement.

Quant à la pétition « des 35 articles », Kogalniceanu dit qu'« elle n'a pas fait voir qu'elle désirait des réformes plus radicales ». Il est vrai, — comme nous l'avons déjà dit, — que, sauf quelques points, il n'y avait rien que le désir d'un régime légal inchangeable, fixe, qui puisse mettre les citoyens à l'abri des injustices et que les pétitionnaires voyaient dans le texte du Règlement organique.

La brochure de Kogalniceano cependant, après avoir énuméré les dates historiques qui mènent vers l'incontestable droit d'autonomie du Pays, montre que « le parti national avec entière et

« pleine conviction, pense que le Règlement organique, ne peut en aucune façon faire le bonheur du Pays ». Et il apporte comme preuve, le fait d'avoir laissé passer 17 ans de malheur pour le Pays, sans avoir pu déclancher aucun changement salutaire. Il faut avouer que l'argument est légèrement spécieux, ayant en considération que les lois valent par leur application.

Mais, en continuant, il cite des arguments cette fois-ci irréfutables, et dans une forme impeccable, et montre les points qui rendent inacceptable le Règlement organique comme loi fondamentale du Pays.

Il fait voir que l'article final, que nous avons rencontré au chapitre consacré au Règlement organique et qui empêche toute modification de ce statut sans la participation des deux cours protectrices et souveraine, voue le Pays à l'immobilité. Et dit-il, « l'immobilité c'est la mort d'une nation » (4).

Puis, une observation remarquable contre le Règlement organique, qui est aussi universellement valable et qui souligne la note dominante du caractère de Kogalniceano, c'est celle ayant trait à l'esprit du règlement : « au lieu de régler d'après l'esprit « du temps les vieilles institutions moldaves, il a démolé et « détruit toutes les lois du Pays ; il nous a coupé toute liaison « avec le passé, sans construire notre présent. » Et il continue avec évidence :

« La loi fondamentale d'un pays doit être une plante indigène ; « l'expression des coutumes et des aspirations de cette nation ». Il montre avec des exemples tirés du texte même du Règlement, combien peu librement ont participé à ce travail ceux qui étaient les représentants du Pays pour lequel ils faisaient cette loi fondamentale.

Il finit par exprimer le désir de retourner aux institutions qui tirent leur origine dans celles des Moldaves, lesquelles pendant cinq siècles ont régi le Pays et que maintenant on doit faire correspondre à l'esprit du temps.

Avant de voir les principes sur lesquels il désire bâtir à nouveau son pays, examinons d'abord la façon dont il entend débayer le terrain. Il s'agit donc de considérer les principes, la création de l'atmosphère propice à l'introduction des institutions nouvelles, que nous étudierons ayant recours aussi au projet de constitu-

(4) *Ibid.*, p. 96.

tion, celui-ci étant la mise en marche des principes, évitant ainsi les répétitions inutiles.

Kogalniceano voulant l'égalité des droits civils et politiques, veut l'abolition des privilèges, que nous avons vu maintenus encore par le Règlement organique. En cette matière, — dans le projet de constitution qu'il a élaboré, — il a été juste envers les droits acquis, car il a laissé exister les titres à ceux qui les posséderaient au jour de l'éventuelle promulgation de sa constitution (5). Les droits civils et politiques — sauf les restrictions électorales que nous verrons — seront librement exercés, mais exclusivement par les Roumains, appartenant à n'importe quel « dogme chrétien ». Eux, seulement, pourront occuper des fonctions dans l'Etat (art. 91). Les étrangers chrétiens auront le droit d'acheter des terres en « se déclarant soumis à toutes les lois du Pays ». La charge de la modalité à trouver pour la lente émancipation des juifs revient à une loi spéciale.

La liberté que la constitution garantit vient s'épancher sur différentes branches de l'activité humaine. Nous la rencontrons ainsi, en matière de culte et d'instruction, cette dernière étant dans absolument toutes les écoles existantes sur son territoire. Elle sera gratuite. La constitution contient, après, de nombreuses dispositions tendant à l'organisation universitaire et des écoles techniques en Moldavie et désire des mesures pour relever le niveau du clergé (art. 102).

La liberté de la presse est de même décrétée par cette constitution, liberté qui ne pourra jamais être restreinte par la censure.

Le domicile est respecté et personne ne pourra être privé de ses juges naturels (que la loi lui donne).

Aucun *tribunal exceptionnel* ne peut être créé (80).

Le travail sera garanti et des mesures spéciales seront prises pour le faciliter.

Un grand succédané du principe de l'égalité, c'est la mise à contribution de tous les citoyens, proportionnellement à leurs moyens, contribution qui ne pourra être instituée qu'en vertu d'une loi, et que l'Etat touchera par lui-même, directement, sans pouvoir affermir leur perception (6).

(5) *Ibid.*, t. III, p. 139.

(6) *Ibid.*, t. III, p. 141.

Les bohémiens seront émancipés et les indemnités qu'on devra payer pour l'abolition des dispensés, sera versée dans la caisse de l'Etat. Il faut savoir que les « dispensés » (Scutelnici), sont une catégorie d'individus qui ne payent pas l'impôt à l'Etat, mais au noble sur la terre duquel ils habitent).

Quand aux villageois, — anciens propriétaires de terres qui maintenant, — à force d'abus, ne leur appartiennent plus, on les indemnise par une expropriation en leur faveur, afin de les rendre tous propriétaires. Cette expropriation figure dans le projet de constitution (art. 9) comme un tempérament au principe que le droit de propriété est sacré et garanti par la loi.

Mais, cette fois-ci, pour cette expropriation de terre, les propriétaires recevront une indemnité allouée par l'Etat, car dorénavant, aucune confiscation de terre n'est plus permise.

Les *prestations en nature* sont abolies (7).

Et, pour en finir, les principes généraux, posent comme condition *sine qua non*, l'union des deux Principautés. Il considère cela comme étant la « clef de voûte », sans laquelle « tout édifice national tomberait en lambeau ».



Maintenant, les institutions que Kogalniceano préconise, ont l'aspect suivant :

La souveraineté dans l'Etat constitutionnel, autonome, Moldave, réside dans la nation qui confie son exercice, *par élection* à l'assemblée et au Prince (8) (art. 1-3).

Le *pouvoir législatif* est confié à une assemblée générale, composée par 80 membres. Kogalniceano ne va pas si loin que ses frères de Valachie. Il n'accorde pas d'un coup le suffrage universel, comme le voulait la proclamation d'Islaz. Il accorde à tous les Roumains Moldaves le droit d'élire des représentants à l'Assemblée générale, à condition de posséder leurs droits civils ; pour le moment, ce droit s'exercera seulement :

1° par tous les propriétaires qui possèdent environ 150 hectares de terre ;

(7) *Ibid.*, t. III, p. 140.

(8) Le projet de constitution se trouve dans la collection de documents intitulée *l'Année 1848 dans les Principautés roumaines*, t. III, pp. 131-142.

2° par tous les fonctionnaires d'Etat exceptés les militaires (officiers) et les tout petits fonctionnaires administratifs et judiciaires, jusqu'à six ans après qu'ils auront quitté leurs fonctions ;

3° par les prévôts des corporations et tous les marchands patentés de première classe ;

4° par les « capacités » et les intellectuels ;

5° par toutes les communes du pays qui enverront par deux délégués électeurs.

Au sujet de l'assemblée générale, il explique dans les *doléances du Parti National*, que cette institution serait enracinée dans le passé moldave sous l'aspect du « Divan ». Nous avons vu que c'est très difficile de démêler la composition de cet organe. Que, donc, l'affirmation de Kogalniceano n'est faite que pour donner plus de vigueur à cette *nouvelle* institution, en la reliant au passé.

Les éligibles seront tous les électeurs ayant l'âge de 25 ans et l'exercice de tous leurs droits civils.

Sont exceptés de toute catégorie électorale :

1° les faillis non habilités ;

2° ceux qui auront subi des peines infamantes ou afflictives pour différents faits énumérés par la loi.

Ne peuvent être représentants, les fonctions qu'ils occupent étant incompatibles :

1° les ministres et les directeurs des départements ;

2° les *présidents* des instances judiciaires ;

3° le procureur général ;

4° le chef de la police de la Capitale ;

5° le président de la municipalité de la Capitale ;

6° le commandant de la garde nationale de la Capitale ;

7° les administrateurs des districts.

Nous aurons aussi des membres de droit dans l'assemblée en la personne des évêques diocésains et du Métropolitain qui sera aussi le président de l'assemblée.

Les élections auront lieu par district et enverront les députés pour une durée de trois ans. Les élus ne seront pas seulement les représentants des unités qui les a envoyés, mais du pays tout entier. Ils n'auront pas à recevoir des mandats impératifs de la part des districts où ils se seront fait élire.

Les prérogatives et les devoirs des représentants sont les suivantes : Ils seront *inviolables*, en ce qu'ils ne pourront être jamais inquiétés pour les opinions qu'ils auront émises.

Ils ne pourront recevoir aucune fonction, récompense ou honneur de la part du gouvernement. Pourtant, la loi leur accorde une « indemnité » tant que dureront les sessions. Ils ne seront mis en jugement qu'en cas de flagrant délit.

Si nonobstant la prohibition de la loi, ils recevaient des fonctions, ils ne pourraient plus fonctionner à l'assemblée comme représentants, et se feraient remplacer par des suppléants. De ce fait, durant la session ils ne pourront plus toucher leurs appointements pour les fonctions qu'ils occupent. Ici il aurait fallu que la loi nous dise, comment vont fonctionner les suppléants des députés nommés en fonction, pour que l'indépendance de l'assemblée ne soit pas altérée.

Le régime parlementaire n'est pas introduit ; ici aussi nous rencontrons un régime purement représentatif.

D'ailleurs, Kogalniceano a eu soin d'expliquer, dans « *les doléances* », que depuis 1832, les députés de l'assemblée générale, étant tous des fonctionnaires, ceux-ci ne voyaient dans leur mandat qu'un moyen d'avancer plus rapidement (9).

Après avoir vu la formation de l'assemblée, examinons son fonctionnement. Elle sera convoquée par le pouvoir exécutif, pour une session d'au moins quatre mois, dans les convocations ordinaires, car il peut y avoir aussi des cas extraordinaires de rassemblement, que la loi prévoit.

Sous la présidence du Métropolitain, elle aura à vérifier elle-même les titres de ses membres par rapport à la validité des opérations électorales.

Ses séances seront publiques, sauf les cas exceptionnels, et alors seulement sur demande d'un quart des membres. Ses décisions seront prises à une majorité absolue et par vote secret. La police intérieure de l'assemblée incombe au président et à ses secrétaires. Le règlement intérieur sera forgé par l'assemblée.

Les attributions de l'assemblée que nous venons d'esquisser sont grandes, surtout par rapport aux mœurs, lesquelles avaient habitué le monde politique plutôt vers l'exécutif que vers d'autres pouvoirs. Mais le rédacteur a voulu reporter sur elle les attributions essentielles de l'Etat et faire un organe avant tout prépondérant.

Ainsi, non seulement elle aura à élire le Prince, le haut clergé

(9) *Ibid.*, t. IV, p. 99.

et le représentant de la Principauté à Constantinople, mais elle aura aussi à statuer sur le nombre et les attributions des ministres. En combinant la disposition qui statue sur la nomination des ministres par le Prince, avec celle-ci qui laisse leur nombre et leurs attributions à la charge de l'assemblée, nous arrivons à conclure que c'est par une proposition à l'assemblée, sous forme de loi, que sera créé un ministère nouveau.

Elle aura le droit d'initiative et celui de recevoir des pétitions.

C'est elle qui accordera les récompenses nationales.

Tout ce qui dépasse un décret pris en exécution d'une loi existante, doit passer par l'assemblée.

A part les attributions concernant le vote des impôts et du budget et celles qui concernent le contrôle des dépenses de l'Etat, l'assemblée aura toutes les attributions nécessaires pour que la prospérité et l'ordre soient assurés dans le pays.



Le principal élu de l'assemblée générale, inviolable et entretenu d'une liste civile fixée d'avance, lequel ressemble étrangement à un président de la république, c'est le Prince. Il est élu pour cinq ans, il sera pris dans tous les Etats du pays, « conformément à la tradition », ce qui n'est pas vrai, étant donné que, du temps où les Principautés pouvaient élire elles-mêmes leur Prince, il y avait une seule famille qui, dans chaque Principauté, fournissait le Prince régnant.

Dans la constitution de Kogalniceano, nous avons une assemblée véritablement puissante, étant donné qu'aucune autre condition sauf celle d'être Moldave, âgé de 30 ans et pourvu des droits civils et politiques, ne vient limiter le choix du Prince auquel elle doit pourvoir.

La vacance du trône peut provenir par la mort, l'abdication ou la destitution de l'ancien Prince.

L'exercice du pouvoir exécutif passera au Conseil des ministres qui devra convoquer l'assemblée trois jours après la déclaration de vacance pour qu'au trentième jour, le Prince soit déjà désigné par l'assemblée, par une majorité absolue seulement.

C'est lui qui convoquera dorénavant l'assemblée, en lui présentant au commencement de chaque session un exposé de la situation du pays.

Les lois votées par l'assemblée existeront comme telles, du jour de leur signature par le Prince, laquelle ne pourra pas tarder plus d'un mois d'être apposée, et qui devra l'être dans les trois jours en cas d'urgence.

Il peut arriver que le Prince ne veuille pas signer une loi, passé le terme accordé par la constitution. En ce cas-ci, il exposera ses motifs à l'assemblée, demandant une nouvelle délibération, laquelle, aboutissant au même résultat, le Prince alors n'aura qu'à s'incliner, ou bien, si cette fois-ci il refusait encore, le Président de l'assemblée publierait la loi. La constitution s'arrête ici, et n'explique plus comment aboutira le conflit. Nous remarquons donc seulement qu'elle a soin de remettre au peuple, à l'opinion publique, la charge de départir ce conflit (art. 45).

Il ne pourra pas clore l'assemblée, ni la proroger.

Le Prince aura encore le devoir de protéger et d'assurer l'exécution des lois (art. 38) auxquelles il ne pourra pas changer les dispositions, ni celles de la constitution.

Défense lui est faite d'abandonner quelque parcelle du territoire du pays.

Il aura la puissance armée vouée à ses soins, mais ne pourra jamais la commander en personne.

Il recevra les envoyés étrangers, et présidera aux fêtes nationales.

Son droit de grâce est limité, en ce qu'il ne pourra l'utiliser que sur la demande du Ministre de la Justice. Il aura le droit de nommer à toutes les fonctions judiciaires, administratives, militaires et ecclésiastiques, dans tous les cas où la constitution ne statue pas autrement.

Ses actes, sauf ceux qui romment en fonction les ministres, seront toujours contresignés par ceux-ci ; ce sont eux qui porteront tout le poids de la responsabilité au nom du Prince et à sa place. Lui étant déclaré inviolable.

Tous les fonctionnaires sont déclarés responsables. Ils seront mis en jugement, selon les formalités prescrites par une loi spéciale que la constitution demande en cette matière.

Le pouvoir exécutif, pris en lui-même, est exercé par les ministres, que le Prince est libre de nommer, sauf les prérogatives que la loi accorde en cette matière — nous l'avons vu plus haut — à l'assemblée. L'entrée des ministres, dans l'enceinte parlementaire, est libre ; ils seront écoutés quand ils le voudront.

Le Conseil des Ministres, présidé de droit par le Ministre de l'Intérieur, joue aussi le rôle de Conseil législatif, du fait que c'est lui qui préparera les projets de loi que l'initiative gouvernementale voudrait soumettre à l'assemblée ; ou que cette assemblée voudrait lui envoyer à fin d'examen et de préparation.

Pour faire ses règlements d'administration publique, le Conseil sera aidé dans son travail législatif par des commissions consultatives adjointes à chaque ministère.

Il aura aussi à surveiller la marche des unités administratives inférieures et à proposer au Prince les fonctionnaires à nommer. Il aura aussi d' « autres » attributions qu'une loi réglera, et à laquelle renvoie la constitution.

Une précaution ayant trait à la séparation des pouvoirs rappelle au Conseil qu'il n'a pas le droit de s'arroger des attributions judiciaires.

L'organisation des unités administratives inférieures (10) est préconisée par Kogalniceanu de la sorte :

L'arrondissement (« judets ») est à son tour divisé en districts (« ocol »), et les districts en communes.

Le personnel administratif de l'arrondissement se compose d'un *administrateur* et d'un Conseil d'arrondissement élu par tous les électeurs pour l'assemblée.

Celui du district, d'un sous-administrateur, et la commune aura un « Vornic », deux gardiens et un Conseil communal nommés par tous les habitants de la commune.

Les villes auront un Conseil municipal auquel le président et les assesseurs seront « nommés » par les propriétaires des maisons de la ville respective.

Ces conseils à base d'élection peuvent être dissouts par le Prince, à condition de convoquer le corps électoral, à fin de nouvelles élections dans l'année.

On accorde aux villes et aux communes une prérogative apte à faire naître la vie locale, consistant dans le droit de s'administrer seules, sous la surveillance — mais non l'immixtion — du Ministre de l'Intérieur.

Le pouvoir judiciaire. — La constitution prend soin de le garder de toute immixtion du Prince, dans la distribution de la

(10) *Ibid.*, t. III, p. 136.

justice. Elle décrète la gratuité dans la distribution de la justice et la libre défense au civil ainsi qu'au criminel.

En matière criminelle, politique et de presse, il y aura le jury qui fonctionnera ; ils déclareront l'accusé fautif avec 2/3 des voix.

Il y a des juges de paix et deux degrés d'instances aboutissant à une Cour de Cassation.

Les juges de paix, seront élus ; les autres juges, en matière civile, criminelle, de première instance et de commerce, seront nommés par le Prince sauf les cas réservés à l'assemblée et que nous avons déjà rencontrés.

Quant à la Cour de Cassation, elle sera à la nomination de l'assemblée générale.

Un tribunal administratif est aussi institué et — comme succédané — on donne à la Cour de Cassation le jugement des cas de conflit éventuels issus entre les attributions administratives et judiciaires.

Les juges sont nommés, ou élus, à vie. Les accusations faites par l'assemblée générale, concernant ses membres à elle, ou bien les ministres « ou autre fonctionnaire », seront recueillies par une Haute Cour formée par des jurés tirés au sort par les présidents des « tribunaux civils de première instance », et pris parmi les conseillers d'arrondissement. Elle ne se réunira que sur demande de l'assemblée, et aura à juger aussi des crimes contre la sûreté de l'Etat.

Pour en finir avec l'étude de cette constitution, qui nous aidera à voir la structure idéologique du « 48 » Roumain, disons aussi quelques mots concernant la force armée, qui dépend du Prince, mais que celui-ci ne pourra jamais commander en personne (11).

Avec permission de se faire remplacer, l'armée active, comprendra tous les Moldaves âgés de 21 ans ; il y aura aussi une garde nationale qui englobera tous ceux qui ne font pas partie de l'armée « régulière », divisée en deux catégories : garde nationale rurale et urbaine. Aucun corps d'armée ne peut délibérer sur les affaires d'Etat.

Les étrangers sont exclus de la force armée du pays.

La revision de la Constitution (12). — Sera un droit que la

(11) *Ibid.*, t. III, p. 139.

(12) *Ibid.*, t. III, p. 142.

nation, — étant donné son autonomie — pourra exercer. Il le sera et notamment, de façon périodique tous les quinze ans, par des représentants extraordinaires qui seront chargés de mettre d'accord la constitution avec l'esprit de l'époque, par une majorité de $\frac{2}{3}$ votants ; à part ces modifications totales, il y aura aussi des menues modifications, auxquelles l'assemblée pourra procéder, dans ses séances ordinaires.

Section II. — EN VALACHIE

En Valachie, le mouvement révolutionnaire a une tout autre ampleur. Loin de vouloir maintenir comme loi fondamentale le Règlement organique, il tend à donner au Pays une toute autre structure.

A ce sujet, nous avons vu, qu'en Moldavie aussi, toutes les manifestations de programmes n'ont pas voulu maintenir ce Règlement. Rien qu'à penser à la Constitution de Kogalniceano, on peut voir qu'elle servait justement à substituer un autre régime à celui existant. Mais la « quasi-révolution », n'ayant pas eu de lendemain, la constitution n'a pas été appliquée, ni mise plus longtemps en discussion.

En Valachie, on trouve un mouvement social qui intronise pour quelque temps un nouvel état de choses, aidé par la population.

Comme directive politique et thème de propagande, on trouve la lutte contre le privilège, et une émancipation politique, envers la Russie.

Quant aux relations avec la Sublime Porte, une parfaite cordialité les caractérise. L'union des Principautés, n'est pas réclamée, — comme le fait Kogalniceano, — justement pour ménager la susceptibilité du suzerain. L'adresse du parti national envers Talaat Efendi, envoyé du Sultan, est édifiante à ce point de vue (13) : « les bons Valaques, tiennent aujourd'hui plus que jamais à se placer sous l'égide de l' « Empire Ottoman ».

Dans la proclamation d'Islaz, ils diront encore, — avec une modération remarquable, — que le peuple Roumain, se soulève non pas pour rompre ses liaisons extérieures... Et cela ayant été dit au début de la proclamation, on voit les précautions prises

(13) I.-C. FILITTI : *La Vie Roumaine*, février 1923. p. 183 ; *L'année 1848...*, t. I, p. 438.

pour montrer les bonnes intentions envers l'étranger. Ce dût être les injonctions de la réaction modérée du parti national qui a prévalu dans la rédaction de cette proclamation.

A l'intérieur du pays, on distingue à part le groupe des privilégiés, qui naturellement était contre les révolutionnaires, deux fractions dans le Parti révolutionnaire lui-même (14).

La première fraction, c'est celle qui voulait restreindre le mouvement seulement aux intérêts Valaques et s'aidait de la Turquie, pour échapper au protectorat Russe. Cette fraction avait Héliade Radulesco à sa tête avec Tell et Golesco. Ces deux derniers joueront un très grand rôle par la suite.

La seconde fraction, formée par les jeunes, avait une politique inapplicable, jugeant par rapport aux possibilités de réalisation. Xénopol nommait cette fraction « radicale ». Ils voulaient se soulever contre les Russes et les Turcs à la fois, et profitant des troubles qui existaient en Europe, libérer tous les Roumains de pays voisins, afin de former un grand Etat Danubien.

Les manifestations de programmes qui laissent voir les idées des révolutionnaires de 48, en Valachie, sont les suivantes :

Une pétition datant du mois d'avril 1848 (15) adressée au Prince Bibesco. Donc, en Valachie aussi, on trouve cette tendance à associer le Prince au mouvement. Cette association de Prince et peuple n'aboutissant pas, — on l'a encore essayée à plusieurs reprises, jusqu'à ce que, par une proclamation du peuple (16), on a exprimé les doléances du Pays, et par ce fait, on a mis la Valachie en état de rébellion (9 juin 1848). Le Prince voyant cette situation, — pour ne pas être la cause d'une intervention étrangère dans son Pays, ou pour ne pas être forcé de réprimer ce mouvement, — abdique le 14 juin, après que le 12, il avait consenti à former un gouvernement du sein des révoltés. Les personnes suivantes s'y trouvent : les frères Golesco, Balcesco, Tell, Héliade Maghero et Rosetti. Toujours le 12 juin on a adressé une pétition au commissaire turc Talaat Efendi (17), dignitaire que nous avons rencontré aussi en Moldavie (avec son collègue russe Duhamel), surveillant en observateur les événements (18).

(14) XÉNOPOL : *Histoire des Roumains de la Dacie Trajane*, vol. VI, p. 390.

(15) *Ibid.*, I, p. 377.

(16) *Ibid.*, I, p. 490.

(17) *Ibid.*, I, p. 439.

(18) XÉNOPOL : *Op. cit.*, p. 191.

Le 24 juin, le gouvernement démissionne et est remplacé par une Lieutenance Princièrè composée des mêmes membres que le gouvernement démissionnaire. L'envoyé du Sultan, Soliman Pacha, trouve que le nombre des régent^s (Lieutenants) est illégal, par rapport au Règlement organique. On compose donc une Lieutenance Princièrè de trois membres Golesco, Héliade Radulesco et Tell.

La Russie, voyant qu'elle ne peut se servir d'aucune faction intérieure pour anéantir la révolution, essaie de le faire par la Turquie.

Elle mène une politique tendant à montrer à celle-ci que la révolution roumaine tâche une émancipation de la suzeraineté turque, ce qui n'était pas complètement faux, étant donné les idées du parti radical. C'est alors que la Turquie, sur la demande de la Russie, envoie Soliman Pacha.

Ce qui amènera l'étouffement de la révolution Roumaine de 1848, en Valachie, c'est le fait que la fraction radicale de Rosetti, continuera la publication d'articles extrêmement violents à l'adresse de la Russie, publication que Rosetti s'obstinait à ne pas vouloir cesser.

La Russie cherchera alors tous les moyens pour provoquer un conflit entre les Roumains et les Turcs, occasion parfaite, pour que la puissance « protectrice » puisse intervenir (19).

Ainsi, le 20 septembre 1848, la dernière résistance étant vaincue, par les troupes protectrices et suzeraines, la révolution avait vécu.

★★

Comme en Moldavie, en Valachie aussi on trouve les mêmes libertés. En cela, leur étude nous est beaucoup facilitée. Nous n'allons pas répéter ce que nous avons déjà dit. On commence à les trouver dans la constitution des *carvonari*, que nous avons analysée, et on les retrouvera sans cesse par la suite, dans les projets, les programmes, ainsi que dans les constitutions.

Disons que la base de la révolution Valaque, c'est la proclamation d'Islaz, rédigée en 21 points.

La mise en marche de la Constitution Valaque, c'est-à-dire les

(19) XÉNOPOL : *Op. cit.*, p. 409.

dispositions électorales, sont annoncées dans la proclamation d'Islaz avec beaucoup de prudence. Parlant au nom de la tradition — faussement — pour donner plus d'autorité à leur affirmation ils considèrent le droit d'élire des représentants, comme *rétrocédé*. Ils rétrocèdent ce droit, non au pays, mais à tous les états du pays. Les élections seront larges, libres, justes (20). « Tout Roumain aura le droit d'être appelé et seulement la capacité, la conduite, les vertus et la confiance publique, pourront lui donner le droit d'être élu.

On trouve trois projets électoraux : d'après le premier, l'assemblée est formée par les catégories suivantes : les propriétaires terriens, les patentaires de première classe, et les professions libérales (capacités). Chaque catégorie devant être représentée par un tiers des députés (21).

Le second projet (22), datant du 28 juin, fait de l'assemblée conformément à la proclamation d'Islaz, l'expression de tous les intérêts du pays. Y entreraient : 1° la propriété ; 2° le commerce, l'industrie, les capacités (avocats titrés, médecins, professeurs, artistes...) qui se réuniraient à Bucarest, et seraient élus par majorité absolue ; 3° l'intérêt agricole, représenté par un député sur 3.400 familles. Ces trois catégories éliraient chacune un tiers des députés, soit 100 députés par catégorie, l'assemblée devant être formée par 300 députés. Les électeurs seraient tous les Roumains âgés de 21 ans, ainsi que les naturalisés, sans égard au culte.

Pour le moment, les villageois n'élaient pas directement les députés mais nommeraient quatre délégués par village, qui procéderaient à cette élection. La loi explique cette mesure restrictive, comme étant exigée, du fait de la non éducation politique nécessaire des villageois et du désordre qu'amèneraient les assemblées nombreuses.

Les *éligibles* : ceux âgés de 25 ans, « qui mériteraient cette confiance et qui seraient de conduite irréprochable.

Le troisième projet (23) triomphe du courant extrémiste du

(20) 1848 dans les *Principautés roumaines*, t. I, p. 492.

(21) I.-C. FILITTI : *Origines de la Démocratie roumaine (La Vie Roumaine, 1923, n° 2, p. 184).*

(22) 1848..., II, p. 167, article du *Peuple Souverain*.

(23) *Ibid.*, II, pp. 495 et sq.

parti national pressé par la peur de la réaction (24) est décrété en vue de la convocation de l'assemblée constituante, qui aura à voter la Constitution se basant sur les 21 articles de la proclamation d'Islaz. Elle aura aussi à créer les bases de l'organisation du pays et devra élire le Prince.

L'assemblée se compose, dans ce troisième projet, de 250 députés, répartis à chaque département selon une proportion indiquée par la loi.

Les électeurs ont le droit d'élire en se conformant aux mêmes conditions que la précédente.

Les élections auront lieu à deux degrés, chaque groupe de vingt-cinq familles donnant un électeur.

Les électeurs lors d'une élection se réuniront au chef-lieu de département.

L'Assemblée ainsi élue (son activité devait commencer le 25 août) avait à gouverner le pays jusqu'à l'élection du Prince.

Les autres principes sont exactement les mêmes, en Valachie comme en Moldavie, nous parlons du projet Kogălniceanu, car les autres programmes demandaient, on le sait, la stricte application du Règlement organique.

★ ★

On sait que la révolution de 48 n'a pas eu de lendemain, elle n'a fait que vérifier la conscience nationale qui commençait à poindre. Après la complète défaite de toutes ces audaces, les deux puissances — suzeraine et protectrice — tombent d'accord pour octroyer aux Provinces Danubiennes le statut de Balta-Liman (Sened) (19 avril-1^{er} mai 1849) (25).

Cette fois, non plus, on ne se conforme pas au Règlement organique pour l'élection du Prince. Celui-ci sera nommé par les deux Puissances pour une durée de 7 ans.

Le Règlement organique sera modifié surtout en ce qui concerne les Assemblées, dans leur « mode d'élection et de composition ».

« Car, dit le texte, ces réunions ont donné lieu plus d'une fois à des conflits déplorables et même à des actes d'insubor-

(24) I.-C. FILITTI : p. 185.

(25) D. R. R., I, p. 357.

« dination ouverte ». On suspend donc leur convocation, le droit de les « rétablir » étant réservé aux dites Cours.

Quelques membres du haut clergé, ainsi que quelques boyards des plus notables, formeront les organes délibératifs provisoires, appelés « divans ad-hoc ».

Deux comités de revision seront convoqués à Bucarest et Jassy, afin d'une mise au point des dispositions du Règlement organique. Les travaux de ceux-ci devront recevoir l'approbation du Sultan.

Une force armée mixte (russo-turque) ainsi que deux commissariats des Puissances, seront institués dans les Principautés, comme mesure de précaution, les commissaires ayant à surveiller aussi les dits travaux de revision.

La convention de Balta-Liman se termine en décidant que tous les traités en vigueur relatifs aux Principautés ne seront en rien abolis et qu'une nouvelle entente, entre les deux Puissances, aura lieu à la fin de la période de 7 ans.

CHAPITRE V

L'époque de la renaissance roumaine

L'Europe, — ce continent formé de tant d'Etats à personnalité puissante, — a toujours eu sur sa carte plusieurs tendances prêtes à se heurter. On pourrait dire qu'en bonne partie, la supériorité de notre continent est due justement à ce permanent aiguïsement de forces et de moyens de défense.

Mais — et c'est ce qui nous intéresse — l'élément contraire, l'élément statique, a imposé à l'Europe une sorte d'instinctive tendance à faire immédiatement contre-poids pour maintenir son équilibre.

Comme la politique de François I^{er}, comme les coalitions contre Louis XIV et contre Napoléon I^{er}, — pour ne citer que cela, — la guerre de Crimée représente une puissante réplique à une trop grande et dangereuse expansion russe (1) qui aboutit au traité d'Unkiar-Iskelessi (Russo-Turque) à attirer très sérieusement l'attention de l'occident, ce traité transformant la Mer Noire en *mare clausum* russe. Et passant par l'épisode Mehmet Ali, voilà qu'à Londres, le 13 juillet 1841, cet occident accepte la Turquie dans le Droit public de l'Europe, pour lui donner plus de poids et pour contrebalancer ainsi la conquête moscovite (2) « qui n'avait fait que systématiser la barbarie de l'Orient » (3). C'est l'historien Xénopol qui s'exprime ainsi lorsqu'il compare les conquêtes des barbares à la conquête moscovite, que la Russie avait transformée en raison d'être politique.

(1) XÉNOPOL : *Histoire des Roumains*, vol. VI, p. 479, Jassy, 1893.

(2) *Ibid.*, p. 450.

(3) *Ibid.*, p. 479.

A la suite de cette guerre de Crimée, le problème de la régénération des Principautés Roumaines devient un problème européen de grande importance. On voulait faire de ces contrées une sorte de barrière pour obvier aux chocs éventuels de ces deux Empires de conquête.

« ...Ce qui doit vous préoccuper et continuer d'inspirer votre langage avec les ministres du Sultan, dit Walewschi dans une lettre à Thouvenel, « c'est la nécessité de constituer sur les bords du Danube un état de choses assez fort, pour assurer de ce côté la sécurité extérieure de l'Empire Ottoman. Or, la combinaison qui nous semble répondre le mieux à cette nécessité, c'est celle qui réunirait les forces et les ressources des deux Principautés en un faisceau sous un seul gouvernement » (4).

Si par le traité de Paris on les a pas constitués de façon définitive en état unitaire, en réunissant les deux Principautés, c'est à cause du jeu des intérêts politiques.

On peut dire, à cet effet, qu'un sens politique développé aurait dû déterminer la Sublime Porte à vouloir elle-même l'*organisation des Principautés* pour se servir d'elles comme d'un rempart où allaient se briser les attaques du Nord. Nonobstant cette évidence, son désir d'accaparement — reste de son instinct de conquête — l'en a empêchée. C'est ce qui fait dire à Walewschi, dans une lettre du 12 avril 1856 (5) : « La Porte est en ce qui concerne la future organisation des Principautés sous l'influence d'idées préconçues qui l'égarent et lui font entrevoir des dangers là où nous n'apercevons que des garanties nouvelles pour la consolidation de l'œuvre que nous poursuivons. »

Les puissances donnaient donc un mandat aux Principautés pour faire cesser le grand conflit des deux Empires. On pourrait dire que ce mandat existait depuis bien longtemps, étant donné la résistance acharnée de ces Principautés aux invasions. Cet événement historique montre clairement que la réalité étatique qui, plus tard, comprendra les actuelles frontières roumaines, est la donnée d'un procès historique logique et libre. Les facteurs historiques avoisinants se heurtant, tracent ce « triangle

(4) *Doc. Ren. Rom.*, III, p. 432. Lettre de Colona WALEWSCHI adressée à THOUVENEL, ministre de France à Constantinople,

(5) *D. R. R.*, III, p. 490.

d'eaux et de montagnes », qu'est la Roumanie. Ce qui voulait dire que loin d'être l'œuvre d'un traité que la puissance et la volonté humaines auraient pouvoir de reviser, les limites roumaines sont — par-dessus ces volontés — le résultat naturel d'un potentiel historique en mouvement.

Malgré qu'elles eussent lutté aux côtés de la Turquie, les puissances, lorsque le règlement de la paix commença à poindre, prirent le rôle d'arbitres, marquant une certaine distance par rapport à la Turquie, qui avait cru pouvoir se substituer à toutes les prérogatives que la guerre allait enlever à la Russie.

On a dû déployer beaucoup de puissance de conviction pour lui faire entendre raison, et cela de façon quelque peu transactionnelle.

La norme qu'on voulait imposer aux Principautés prend différents aspects. Nous les suivrons tous, ne fut-ce que dans leurs principaux traits, l'importance de cet événement historique étant trop grande pour la vie roumaine.

Section I. — LA CONFERENCE DE VIENNE

Les conférences préliminaires de paix qui ont eu lieu à Vienne (6), ont posé pour la première fois dans une conférence internationale la question de l'émancipation des Principautés danubiennes.

Voilà les attitudes des participants par rapport à l'organisation des Principautés.

Le Comte Buol-Schauenstein (délégué de l'Autriche) commence par poser les points sur lesquels on aura à discuter. Il fixe comme premier point, la question des privilèges des Principautés Roumaines. Ceux-ci seront reconnus par le Sultan et seront dorénavant mis sous la garantie des puissances contractantes. Le protectorat russe cessera (7).

(6) *Doc. Ren. Rom.*, III, p. 616. Les conférences de Vienne commencent le 15 mars et finissent le 4 juin 1855.

(7) Il faut dire, en passant, que la garantie collective, c'est un succès quarantuitiste. Car en se rappelant la proclamation d'Islaz, on voit que la vaillante génération avait prévu ce concert des puissances à l'aide duquel elle voulait obtenir justice ; en effet, cet acte de baptême démocratique a soin de dire que la Sublime Porte, conjointement avec la France, l'Allemagne et l'Angleterre seront les pays auxquels la Roumanie « réclamera justice et aide à toute oppression éventuelle », 1848 dans *Les Principautés roumaines* t. I, p. 491.

La Porte, pleinement suzeraine, conservera aux Principautés le territoire, l'administration indépendante et les libertés de culte, législation, commerce et navigation. Les clauses des hattichérifs, concernant la prospérité des Principautés, qu'on aura à développer, seront maintenues.

Une force armée est accordée aux Principautés, dans lesquelles aucune intervention de la Sublime Porte ne pourrait avoir lieu sans le concert européen.

Les Cours s'engagent à ne pas accorder une protection spéciale aux étrangers, lesquels pourront être dangereux pour les Principautés, et de même, les Principautés ne pourront pas héberger des étrangers dangereux pour les Etats voisins.

On invite en même temps la Porte — et c'est ici qu'apparaît le caractère de transaction que les alliés de 1856 aménagent entre la Turquie et la Russie — de faire un compte rendu de tous les droits et immunités des Principautés, pour que les hautes puissances en accordent leur garantie, après examen.

Le caractère d'arbitrage dont nous parlions tout à l'heure se dégage dans l'exortation faite à la Sublime Porte, « laquelle considérera dans sa sagesse, que la position politique des Principautés touche de très près aux intérêts de l'Europe » (8).

Le hattichérif constitutif, — cette sorte d'inventaire que la Sublime Porte fera, — devra être éclairé et interprété par les représentants des puissances contractantes, réunis en conférence, « dans le cas où des doutes dussent être soulevés sur son interprétation ».

La Russie, dans cette conférence, tâche d'avoir une attitude pleine de bienveillance à l'égard des Principautés Roumaines. Elle proteste même quand les autres délégués qualifient ses relations avec les Principautés comme étant le résultat d'un protectorat. Probablement, pour faire voir à l'Europe qu'elle n'a pas d'intérêts du côté de ces Provinces.

Toutefois le Prince Gortschakoff oubliait que tous les traités conclus entre la Porte Ottomane et la Russie employaient ce qualificatif : que le Règlement organique le contenait pareillement. On a donc dû le lui rappeler. Il désire le maintien des

(8) *D. R. R.*, II, p. 620,

privilèges moldo-valaques, intangibles, bien qu'il n'était même pas question de les changer (9).

Et puis, il fait une proposition, à laquelle les membres de la conférence adhèrent, expliquant qu'il serait convenable et que cela simplifierait la discussion « que de constater d'abord le « *statu quo* des privilèges (moldo-valaques) qui devraient être « conservés, et d'examiner ensuite ce qui pourrait être ajouté, « afin de développer autant que possible le bien-être de ces « Pays » (10).

Le *statu quo* des privilèges des Principautés est décrit par le Prince Gortschakoff de la sorte (11) :

Un Prince élu par l'assemblée générale ; une administration indépendante conforme aux lois du pays ; liberté de commerce, « les restrictions et les mesures vexatoires autrefois usitées » devant être abolies ; fixation du tribut une fois pour toutes ; des quarantaines le long du Danube (contre les épidémies) et une force armée pour le maintien de l'ordre ; non établissement des Turcs sur le territoire des Principautés, et défense de rétablir les forteresses turques sur la rive gauche du Danube.

A ce *statu quo*, le second délégué russe — Titoff — propose l'adjonction des privilèges suivants :

La revision de l'actuelle législation des Principautés devra se faire en consultant « tout d'abord les vœux du pays », qui seront confirmés par un hattichériff du Sultan.

L'augmentation de l'armée actuelle des Principautés sera possible, mais seulement après une entente entre la puissance suzeraine et les puissances « limitrophes ».

On remarque que la Russie se réservait le droit de dire son mot.

L'interprétation du hattichériff dont il a été question (contenant la confirmation des vœux du pays) sera faite avec les bons offices des Puissances contractantes.

La Porte ne pourra procéder à aucune intervention armée sans recevoir un préalable consentement de la part de la Conférence, qui lui donnera mandat d'intervenir (12).

Retenons que le fait que les pays aient le droit d'exprimer leurs vœux était un gain de grande importance. Librement

(9) *Doc. Ren. Rom.*, II, p. 619.

(10) *Ibid.*, II, p. 621.

(11) *Ibid.*, II, p. 623.

(12) *Ibid.*, II, p. 626.

consultées, les Principautés auront beaucoup à dire. Et retenons encore que les attributions de suzeraineté de la Sublime Porte commencent — dès cette conférence préliminaire — à se déplacer du côté d'un autre organe, cette fois-ci garant : *la conférence*. C'est à l'ombre de ces deux dispositions — l'une de nature intérieure, l'autre de nature extérieure — que se poursuivra toute l'œuvre d'émancipation des Principautés jusqu'en 1878, lorsque le plus grand Roi de Roumanie nous donna l'indépendance.

L'initiative que prend la Russie de tracer le programme des réformes dans les Principautés roumaines soulève des protestations. Premièrement — comme il était naturel — la Turquie dit que c'est à elle d'avoir pareille initiative ; mais, parce qu'elle n'avait pas rédigé un plan de réformes, la conférence lui accorde le droit d'intervenir et de faire ses observations, jusqu'à ce qu'elle soit à même de présenter ses opinions sur les réformes des Principautés.

L'Angleterre et l'Autriche reconnaissent que l'initiative des réformes ne peut appartenir qu'à la Sublime Porte.

Et, jusqu'à ce que le délégué turc (Aarif Effendi) puisse présenter un plan de réformes pour les Principautés, la conférence décide de suivre ses travaux.

Dans le Protocole du 26 mars 1855, le délégué de la France — à son tour — précise son attitude en cette question. Cette date reste mémorable. Le baron de Bourquenay propose, pour la première fois dans une conférence internationale, l'union des Principautés moldo-valaques. Il voit dans cette union la création d'une « sorte de barrière naturelle, qu'aucune influence exclusive ne puisse plus désormais franchir, pour menacer l'Empire Ottoman au cœur même » (13). A cette proposition il apporte comme arguments l'identité de langue, croyance, mœurs, lois et intérêts des deux Provinces. Il fait voir que ce serait l'intérêt même de la puissance suzeraine que cette union s'accomplisse, pour avoir une forte avant-garde à opposer contre les tendances du Nord.

Et pour que le gouvernement éventuel de cette organisation étatique puisse présenter toutes les garanties de durée, le baron de Bourquenay propose que l'autorité suprême soit héréditaire.

(13) *Ibid.*, II, p. 641.

C'est seulement ainsi que celle-ci pourra « remplir avec avantage le rôle important qui lui serait assigné » (14).

Sans cela, avec une autorité suprême temporaire ou bien viagère, « l'influence exclusive », qu'il s'agit d'éloigner, pourra s'exercer encore. Et à cette fin, Bourquenay propose d'accorder aux Principautés la possibilité — une fois unies — d'amener un prince étranger, ou bien d'instituer un Prince indigène héréditaire. La Porte aura à dire le dernier mot de cette affaire.

Cette conférence n'aboutit pas à une solution définitive des problèmes orientaux. Le 4 juin 1855 elle suspend ces travaux.

Section II

LES CONFÉRENCES PRÉLIMINAIRES DE CONSTANTINOPLE

(11 janvier 1856) (15)

a) A Constantinople, la conférence se réunit de nouveau, pour arrêter — le 11 janvier 1856 — les dispositions suivantes, par articles :

On suspend le Règlement organique en vigueur, comme succédané de la cessation des relations russo-turques et on considère les Principautés roumaines comme faisant partie intégrante de l'Empire Ottoman (16). Partant de cette considération, on ne s'étonne pas de voir des dispositions très peu favorables aux Pays danubiens. Probablement l'atmosphère constantinopolitaine avait déteint sur les délégués.

En effet, la Porte veut organiser les Principautés selon ses principes.

Elle accorde un Prince à vie à chacune des Principautés ; mais jusqu'à l'intronisation de celui-ci un seul régent agira, chef d'un gouvernement provisoire « sur la composition duquel la « Sublime Porte s'entendra avec les hautres parties contrac-
« tantes » (17).

(14) *Ibid.*, II, p. 642.

(15) *Les dispositions arrêtées au D. R. R.*, II, pp. 917 et sq.

(16) Cette idée, dans le projet STRATFORD-THOUVENEL : « ...et se trouvent placées sous la même garantie. » *Ibid.* p. 938. (Lettre de THOUVENEL à WALEWSKI).

(17) *Ibid.*, II, p. 920 ; *Idem.*, projet STRATFORD-THOUVENEL ; *Ibid.*, II, pp. 940 et 946.

C'est ce gouvernement provisoire qui aura à pourvoir à l'organisation des Principautés, en présence d'un commissaire ottoman. Le régent de chaque Principauté a les attributions d'un Prince. Il pourra par conséquent avoir droit à une liste civile, congédier et nommer les ministres, disposer de la force armée, exercer le droit de grâce, convoquer l'assemblée législative et clore ses sessions et devra lui rendre compte des dépenses aussi que lui présenter le budget annuel.

Le Prince sera élu seulement après que les bases d'une nouvelle organisation seront passées. Chaque Principauté aura à élire trois noms : la Sublime Porte en désignera l'un d'eux (18). Les dispositions n'expliquent pas plus amplement le mécanisme de ces élections.

Une fois installé, le Prince l'est à vie : il ne pourra être révoqué que pour haute trahison judiciairement constatée (19).

b) Le pouvoir législatif est représenté par une « législature ». Celle-ci sera constituée (XXXI) de façon à être indépendante « dans sa composition et dans son ensemble, à sauvegarder les « intérêts de toutes les classes de la population, à satisfaire leurs « vœux légitimes et à contrôler efficacement les actes de l'administration ».

Les lois que cette assemblée votera, sont obligatoires pour tous les habitants de l'Empire qui s'établiraient ou qui y sont établis et possèdent des propriétés foncières.

L'initiative du Prince dans l'assemblée et le mode de sanction sera précisé par une loi.

L'article 28 pose le principe du bicaméralisme, en disant que : « quelque puisse être, en définitif, la modalité de la législature, « elle comprendra un *Sénat* composé des notabilités les plus « marquantes du pays » (20).

(18) *Ibid.*, II, p. 930. Dans le projet von PROKESCH-OSTEN : le Sultan nommera le Prince sur la proposition du Sénat qui proposera trois noms.

(19) « Et reconnue par les puissances garantes ». Projet PROKESCH : *D. R. R.*, II, p. 931.

Selon le projet turc, le Prince aura comme organe consultatif le « *Conseil administratif* », composé des « *directeurs* » des différents départements. *D. R. R.*, II, p. 943.

(20) Le Sénat figure dans le projet von PROKESCH-OSTEN (fév. 1856) comme un organe qui aura à limiter la puissance du gouvernement, par « des discussions graves et réfléchies, que les sénateurs — en hommes expérimentés et « indépendants — pourront soulever dans le conseil du Prince ». Il sera aussi le défenseur des droits du peuple. Il sera formé par les évêques, par 3 vornics

Cependant, une mesure humiliante est imposée par la politique ottomane laquelle en fait rien pour gagner des sympathies dans les Principautés roumaines ; notamment, chaque régent nommera, d'accord avec le commissaire turc, une commission qui devra se rendre à Constantinople (21), pour rédiger là-bas les normes à substituer au Règlement organique, et surtout celles ayant trait au pouvoir législatif. Le motif de cette mesure est le désir de maintenir unifiée la législation des deux Principautés.

Le travail de la commission mixte une fois achevé, il sera communiqué aux puissances contractantes, approuvé par le Sultan (22), et publié dans les trois mois dans les capitales des Principautés.

★
★ ★

Quant aux privilèges, disons : aux mouvements que les Principautés sont libres de faire ; leurs administrations seront séparées du reste de l'Empire ottoman et reconnues indépendantes. Et des institutions « propres à y maintenir le bon ordre et à « fixer sur des bases convenables le bien être de toutes les classes (23) seront instituées ».

Les Principautés seront représentées à l'étranger seulement par la Porte ; les traités conclus par cette dernière seront exécutés dans les Principautés. Les rapports entre l'Empire ottoman

(Valachie) et 4 logothètes (Moldavie) et par les indigènes les plus imposés nommés par le Prince. *D. R. R.*, II, p. 933.

Dans les départements, les comités départementaux auront à limiter le pouvoir du préfet (ispravnic). Le haut divan (p. , n.) désignera les membres de ces comités à l'aide d'une liste d' « éligibles », rédigée par les « électeurs ». Ces derniers seront des propriétaires terriens, grands et petits, des négociants et des commerçants et enfin des notables de la classe des contribuables. *D. R. R.*, II, p. 337. V. aussi le projet STRATFORD-THOUVENEL, *Ibid.*, II, p. 941. Seulement, dans ce projet, c'est le Prince et pas le Haut-Diván qui nomme les sénateurs de cette catégorie.

Le projet ture de la même année propose un « Divan général ordinaire », formé de 40 membres, dont une moitié sera élue par les propriétaires fonciers et l'autre moitié sera élue par le Prince. Un quart des élus et un quart des nommés seront soumis au renouvellement périodique. *Ibid.*, II, p. 943.

(21) On retrouve cette disposition dans le projet ture du mois de février 1856. *D. R. R.*, II, p. 944.

(22) On est étonné de la retrouver dans le projet STRATFORD-THOUVENEL. *Ibid.*, II, p. 942.

(23) *Ibid.*, II, p. 977.

et les Principautés seront entretenus par des agents nommés Kapou-Kihaïa.

On devra faire payer aux Principautés un tribut annuel envers la Porte, sans que cette dernière puisse imposer encore des livraisons en nature ou bien quelques autres charges (24).

En ce qui concerne la force armée, celle-ci devra pouvoir être à même d'assurer l'ordre et la police (25). Son chiffre sera fixé d'accord avec la Sublime Porte, et le changement de ce chiffre nécessitera une nouvelle entente.

« Aucune puissance... n'aura qualité pour s'opposer à l'exécution des mesures défensives que la Sublime Porte et les Principautés croiront devoir combiner pour la sécurité commune de l'Empire ».

C'est seulement elle (la Sublime Porte) qui aura droit à rétablir l'ordre troublé.

Mais son intervention armée n'aura lieu qu'après entente avec les autres Puissances contractantes, tout protectorat étranger étant exclu.

La Porte consent à accorder quelques avantages aux Principautés. Ainsi, elle s'engage à permettre la navigation des navires des Principautés (26) sous leur pavillon.

La Porte ne construira pas de forteresses sur la rive gauche du Danube (27) ou ailleurs sans une entente préalable avec les Principautés.

En temps de guerre, la Puissance suzeraine ne pourra occuper que les forteresses construites à ses frais exclusifs.

L'organisation du régime sanitaire de quarantaines le long du Danube dépend seulement des Principautés (28).

(24) *Idem.*, projet von PROKESCH, *Ibid.*, p. 931.

(25) *Idem.*, Projet PROKESCH-OSTEN : *D. R. R.*, II, p. 928.

Le *Haut Divan* de justice réprime, dans le projet PROKESCH, tout attentat contre le Hospodar et la sûreté publique.

(26) *Id.*, PROKESCH : *D. R. R.*, II, p. 929.

(27) Le projet von PROKESCH-OSTEN, de février 1856, contient cette défense faite à la Porte ainsi que celle de ne construire sans autorisation « aucun établissement civil ou militaire dans les Principautés ». *D. R. R.*, II, p. 927.

Le projet ture de la même date, au contraire, prévoit la construction de fortifications sur la rive gauche du Danube, avec engagement de non-intervention dans les Principautés.

Le projet STRATFORD-THOUVENEL contient une disposition à peu près identique.

(28) *Id.*, II, p. 928 ; *Id.*, projet fr.-angl. II, p. 940.

La Porte s'engage à ne pas s'immiscer dans les actes de l'autorité indigène, à moins d'être « manifestement contraires au « présent acte et au statut fondamental qui en sera le complément, ou attentatoires aux traités conclus avec les Puissances « étrangères et aux intérêts légitimes qui en dérivent » (29).

La liberté et l'égle protection de tous les cultes est garantie en Moldavie et en Valachie.

L'expropriation des biens ne pourra avoir lieu que contre indemnité préalable, arbitrée par une commission mixte, « donnant aux parties en cause toutes les garanties désirables ».

On donne droit aux étrangers d'acquérir des biens-fonds dans les Principautés, mesure contre laquelle s'élève le Prince Ghica vigoureusement, disant que « l'irruption des étrangers dans la « propriété serait une cause certaine de ruine pour les Principautés » (30).

Il n'y a pas de différence entre la qualité de Valaque et celle de Moldave quant à l'admission aux emplois publics dans les Principautés.

On s'occupe aussi du règlement de gré à gré des questions entre les propriétaires et les paysans. On déclarera rachetables par une loi spéciale toutes les corvées et les servitudes personnelles encore existantes. Cette loi sera exécutable dans un an.

Toutes les classes sociales auront à jouir également des droits civils, sans aucune distinction de naissance ni de culte (31).

Les indigènes placés sous une protection étrangère auront leurs droits politiques suspendus.

Les propriétés foncières seront soumises aux impôts sans égard au détenteur. Tout monopole, de quelque nature qu'il soit, sera radicalement supprimé dans les villes et les campagnes.

L'industrie gagne l'entière liberté.

En fait d'impôts, le Prince Ghica devra remarquer que, si l'autonomie qu'on reconnaît aux Principautés est une vérité poli-

(29) *Ibid.*, II, p. 919 ; *Id.*, projet franco-anglais, II, p. 940.

(30) *Ibid.*, II, p. 971.

(31) Les dispositions qui suivent se retrouvent dans le projet STRATFORD-THOUVENEL. *Ibid.*, II, pp. 941-2. On trouve dans ces projets — en plus — une disposition qui déclare rachetables les servitudes personnelles (*Ibid.*, pp. 942 et 947) et une autre qui empêche le Prince d'accorder des titres sans fonctions ; que ces titres seront en tout cas intransmissibles.

lique, cette question ne pourra être tranchée que par les Principautés.

Voilà les dispositions arrêtées dans les conférences préliminaires de Constantinople le 11 février 1856.

Il ne faut pas cependant s'imaginer que le corps diplomatique de Constantinople ne travaillait pas à assurer le succès d'une politique consistant à transformer les Principautés roumaines en facteur de pacification de l'Orient. Pour cela, l'idée qui ressort comme un succédané logique est celle d'accorder à ces Principautés le plus d'indépendance possible, c'est celle d'une organisation des plus solides. Du moins, c'est l'idée de la France qui exerçait une influence indiscutable parmi les autres représentants des puissances.

Les dispositions arrêtées à Constantinople ont été l'objet de vives critiques. Premièrement, les Princes régnants de Moldavie (Grégoire Ghica) et de Valachie (Barbou Stirbey) ont énergiquement critiqué les empiétements de la Porte sur les droits des Pays danubiens.

Et les Princes étaient à ce moment le porte-parole de l'opinion publique de leurs Principautés.

Ainsi, le Prince Ghica, dans un mémoire adressé aux puissances contractantes (32), constate effectivement :

Qu'il est impossible de suspendre le règlement organique avant d'avoir une norme fondamentale à lui substituer, car on priverait ainsi les Principautés de toute base légale, à quoi le Prince Stirbey de Valachie ajoute entre autres une considération purement juridique (33) : il ne pourra pas admettre que la cessation des relations russo-turques puisse priver un pays tiers de son statut fondamental, car « l'annulation des obligations conventionnelles » par les deux parties contractantes ne peut préjudicier « les bénéfices et les intérêts des tiers ».

Disons que la Turquie cherchait cet inter-règne légal, pour pouvoir déterminer des attitudes selon ses intérêts, à l'aide de son commissaire. Contre l'institution de ce dernier personnage, le Prince Ghica invoque le motif de l'absolue liberté qu'on doit laisser pour l'élection du futur Prince à vie (34). Ce motif devient

(32) *D. R. R.*, II, p. 967.

(33) *Ibid.*, V, p. 915.

(34) Le Prince STIRBEY combat le principe même de l'élection princière, comme étant la « source inépuisable de tous les maux du pays ». *Ibid.*, V, p. 918.

tout à fait fort, quand lui, — le Prince en exercice — offre de se démettre, pour ne pas faire croire qu'il pourrait exercer certaines influences sur la liberté de ces élections (35). Il recommande la régence de trois membres, telle que le règlement organique l'institue.

Quant à l'envoi des députés à Constantinople pour qu'ils y rédigent les lois fondamentales des Principautés, il montre que cela est contraire à tous les usages du pays et ne trouve aucun précédent en cette matière.

Chaque fois qu'il a été question des lois fondamentales du pays, « c'est dans le pays même et par le pays, que ces grandes « questions ont été visées ».

Cette commission, « privée de ses ressources natales, en « dehors de l'opinion de son pays, isolée sur un terrain qui ne « lui est pas familier, il semble difficile que son œuvre ne se « ressente pas de ces conditions défavorables. Quand même elle « n'en porterait pas la trace, elle aura toujours aux yeux de la « nation, une tache originelle et dût-elle être parfaite, elle n'ins- « pirera jamais au pays la même confiance qu'une constitution « faite par lui, et chez lui » (36).

En matière de pouvoir législatif, le Prince Ghica recommande une assemblée ayant comme base la propriété et correspondant aux besoins du pays. « Un Sénat nommé par le Prince, « n'offrirait pas au gouvernement lui-même un point d'appui « suffisant et un contrôle efficace, et le pays ne verra jamais « dans cette assemblée la représentation dont il a pu être privé, « mais dont le principe ne lui a jamais été contesté ».

Le Prince Stirbey finit ses observations en attirant l'attention des Puissances sur le fait que, les Principautés ne trouvant aucun appui dans la puissance suzeraine seront poussées de plus en plus dans le bras de la Russie (37).

Ces critiques étaient d'ailleurs partagées aussi par le consul français à Bucarest, Béclard. Dans une lettre-rapport adressée à son ministre, il fait voir son opinion concernant le redressement des Principautés. D'après Béclard, il ne serait possible que par « la réunion, l'indépendance et la neutralité des Principautés, mises en possession d'un gouvernement monarchique héridi-

(35) *Ibid.*, p. 969.

(36) *Ibid.*, II, p. 968.

(37) *Ibid.*, V, p. 919.

taire... unique moyen de parer à tous les dangers (38). Cette formule évidente, est déterminée dans le raisonnement du Consul français par la situation politique qu'il brosse en bon connaisseur. Il fait voir que la Turquie serait ainsi gardée par les pays Moldo-Valaques contre les attaques du Nord ; que la Russie n'aura plus de prise sur la Principauté voisine, la Moldavie, car « son « ambition viendrait se briser contre le nouvel Etat ».

Mais la Sublime Porte ne voulait pas comprendre cette chose élémentaire ; elle voulait à tout prix centraliser de plus en plus ces Principautés qui devaient — conformément au droit et selon toute évidence — être autonomes. Béclard se demande si « c'est « bien là ce que se sont proposé les Puissances Occidentales ? » Car, il faut se le rappeler, les deux régents « seront divisés d'opinion ». Et « ne pouvant s'entendre entre eux, ils se laisseront « dominés par le commissaire turc ».

De son côté, le Ministre de France à Constantinople dit que les représentants des autres puissances ont été unanimes à faire observer « aux ministres ottomans que... la Moldavie et la Valachie, sous la suzeraineté de la Porte, inscrite désormais dans « le Droit Européen, ne pouvait pas jouir d'avantages moindres « que sous le « protectorat de la Russie » (39).

Walewski se presse de répondre à son consul à Bucarest, que les craintes provoquées par les dispositions arrêtées à Constantinople, sont mal fondées. Dans la capitale turque on n'avait fait que rédiger « une note purement préparatoire et sans caractère « officiel dans laquelle les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche et les ministres du Sultan s'étaient efforcés de concilier leurs vues sur l'administration des principautés » (40).

Walewski laisse entendre que c'est la Turquie qui a fait triompher certains de ses points de vue désavantageux pour les Principautés. Le fait est que nous avons rencontré aussi dans le projet du Ministre français à Constantinople presque les mêmes dispositions défavorables.

(38) BÉCLARD : Lettre à Colonna WALEWSKI, 14 mars 1856. *D. R. R.*, V, p. 910.

(39) Baron DE THOUVENEL : Lettre à Colonna WALEWSKI, du 11 février 1846. *D. R. R.*, II, p. 923.

(40) WALEWSKI : Lettre au consul français de Bucarest BÉCLARD. *Ibid.*, V, p. 920.

Il faut compter sur une évolution des débats diplomatiques selon les vues de l'Empereur Napoléon — car le Congrès de Paris, qui commence le 25 février — inaugure une série de dispositions très bienveillantes pour les Principautés roumaines.

Section III. — LE TRAITÉ DE PARIS (41) (3 mars 1856)

Une fois la Russie arrêtée dans son expansion, les alliés avaient à régler le nouvel aspect de l'Europe. A cette fin, un organisme européen surgit pour pouvoir surveiller en permanence cette nouvelle situation ; c'est la conférence des représentants des alliés, qui, par rapport à l'Empire ottoman, formaient un faisceau de « Puissances garantes » (42).

L'équilibre régnait donc en Europe, l'Occident faisant victorieusement contrepoids à l'Orient.

Comme un succédané évident de cette situation, les Principautés roumaines gagnent par le traité du 30 mars un statut qui ne pouvait tromper personne sur son aspect d'acheminement vers une prochaine indépendance.

Dans les conférences préliminaires au traité, Colonna Walewski attaque carrément des points qu'on n'avait pas osé discuter à d'autres occasions, ou qu'on avait discutés de façon timide.

Les Principautés Danubiennes sont mises, non seulement sous la suzeraineté de la Sublime Porte ; dorénavant ce seront aussi les Puissances garantes, lesquelles s'adjoignant à l'Empire Ottoman vont nantir les privilèges et les immunités desdites Principautés (XXI). On n'a pas tenu compte des protestations de la Turquie qui ne voulait pas comprendre pourquoi on substituait cette garantie collective à l'ancien protectorat russe maintenant déchu.

Autrement dit, elle ne voulait partager avec personne la suzeraineté sur les Principautés de Moldavie et Valachie (43).

Mais, en lisant entre les lignes, on peut voir que l'Empire des Sultans, qui tombait en lambeaux, ne pouvait pas opposer une résistance efficace à ces réformes, car les puissances pou-

(41) Le texte au *D. R. R.*, II, p. 1082.

(42) Le traité du 15 avril 1856 (Paris) garantissait effectivement l'intégrité et l'indépendance de l'Empire Ottoman et considérait comme un *casus belli* toute infraction à cette disposition. *Ibid.*, II, p. 1086.

(43) Protocole 2, 28 février 1856. *Ibid.*, II, p. 1003.

vaient à tout instant lui retirer la garantie collective d'indépendance et d'intégrité à laquelle elles se sont engagées par le traité du 15 avril 1856. Elle céda donc, ne fût-ce que pour l'instant.

Quant à l'organisation des Principautés, aux lois et statuts en vigueur, une révision aura lieu. Deux organes : l'un national, l'autre international, auront à pourvoir à cette révision.

L'organe international est représenté par une commission spéciale (XXIII) qui se réunira à Bucarest pour s'enquérir sur l'état des Principautés et leurs desiderata moldo-valaques (44).

L'organe national est constitué par une assemblée réunie dans chaque Principauté sur convocation du Sultan. Ces deux assemblées (« divans *ad hoc* ») seront « composées de manière à constituer la « représentation la plus exacte des intérêts de toutes « les classes de la société » (XXIV) (45).

Une coopération aura lieu entre ces deux organes, en ce sens que « la commission, prenant en considération l'opinion émise « par les deux Divans, transmettra sans retard au siège actuel « des conférences, le résultat de son propre travail » (XXV). Ce travail sera la matière sur laquelle les puissances signataires auront à discuter les dispositions définitives concernant les Principautés. Ces dispositions seront confirmées par un hatti-chérif du Sultan pris en leur exécution (XXV).

De toute façon, la Sublime Porte s'engage à conserver aux Principautés une administration indépendante et nationale ainsi que la complète liberté du culte, de la législation, du commerce et de la navigation (XXII) (46).

L'union des Principautés n'est pas solutionnée par le traité de Paris, malgré que le Comte Walewski considérât cette question comme étant de la plus grande importance (47) et désirât la voir réalisée.

Il a rencontré à la réalisation de cette union la résistance de la Turquie et de l'Autriche.

Cette dernière apporte de faibles arguments pour obtenir le maintien de la séparation des Principautés.

Elle n'est pas catégorique, cependant, mais soutient que cette

(44) Séance du 12 mars 1856 (Protocole 8). *Ibid.*, II, p. 1020.

(45) Séance du 14 mars 1856 (Protocole 9). *Ibid.*, II, p. 1023.

(46) *Id.*, *ibid.*

(47) Protocole du 8 mars 1856, *Ibid.*, II, p. 1015.

question-là devra être examinée, lorsque les Principautés auront des institutions à même d'exprimer leurs véritables vœux (48).

Les Principautés auront une force ~~armée~~ nationale, avec laquelle elles pourront répondre à toute agression extérieure sans qu'aucun ambage puisse être apporté.

L'ordre intérieur troublé ne pourra justifier une intervention armée sans la préalable consultation de toutes les puissances signataires avec la Porte Ottomane (XXVI-XXVII) (49).

Tel est l'aspect que revêtent les Principautés roumaines à la suite du Traité de Paris du 30 mars 1856.

Des principes d'organisation, favorables aux Pays danubiens sont posés. Pour les détails on attendait que l'organe international qu'était la commission européenne se prononce, après avoir examiné la situation dans les Principautés mêmes, et après avoir cueilli les doléances exprimées par les assemblées de la Valachie et de la Moldavie, qu'un firman du Sultan devait « immédiatement » convoquer.

Cependant, dans les Principautés roumaines, un très puissant courant tendant à l'union des deux pays, s'affermissait de jour en jour.

Nous laissons à l'histoire le soin de montrer à travers combien de difficultés et d'obstacles le peuple roumain a trouvé la force de tout oublier quant aux dissensions intestines, et de s'unir pour « prendre sur ses épaules le sort des descendants ».

Il s'agissait de faire parler les deux Principautés elles-mêmes sur le sort qu'elles voulaient choisir. C'était aussi le fait sur lequel la Porte comptait pour pouvoir faire triompher sa politique qui voulait une domination effective dans les dits pays. Car — ne l'oublions pas — c'était à la Porte que le traité de Paris avait confié le soin de rédiger les principes selon lesquels les assemblées des deux Principautés allaient être formées (50).

(48) *Ibid.*, II, p. 1017.

(49) Protocole du 14 mars 1856. *Ibid.*, II, p. 1023.

(50) Ainsi, le comte WALEWSKI — dans une lettre du 15 novembre 1856, à BÉCLARD — (reportée au *D. R. R.*, V, p. 1072) dit combien avait dû insister THOUVENEL, — l'ambassadeur de France à Constantinople, — pour que la Porte renonçât à sa prétention d'interdire aux « divans ad hoc » et à n'importe quelle conférence éventuelle des plénipotentiaires, toute discussion concernant l'union des deux Principautés roumaines.

Consulté par la Porte sur la formation des « divans *ad hoc* », le Prince Stirbey qui venait d'abdiquer parce que ses pouvoirs devaient justement expirer, n'est pas d'avis de former une assemblée des représentants de toutes les classes. Il excepte les représentants des paysans, lesquels seront formés en comité séparé, dans une proportion de deux représentants par district (soit 34 députés paysans). L'explication qu'il donne à cette mesure est que l'agrégation de paysans « à une assemblée appelée à exprimer les vœux de la nation dans des questions tout à fait en « en dehors de leur portée, non seulement serait inutile, mais « pourrait même devenir nuisible par la facilité d'influencer et « d'égarer des hommes simples et bornés » (51).

Quant aux autres représentants, Stirbey propose .

- 1° Le clergé (évêques et évêque métropolitain) ;
- 2° Les boyards de première classe (16 représentants) ;
- 3° Les propriétaires fonciers (deux par district) ;
- 4° Les députés des commerçants et industriels.

Il faut remarquer que le nombre des représentants des propriétaires est identique à celui des représentants des paysans.

Béclard, consul de France à Bucarest, voulait la même chose (52) : une représentation dans laquelle les classes sociales (cultivateurs, propriétaires, commerçants) fussent séparées d'une cloison étanche et formées en comités et comprenant : 17 députés propriétaires, 17 cultivateurs et 9 commerçants.

Un peu plus tard, Béclard précise et corrige son ancienne opinion (53), en soutenant que la représentation devrait avoir lieu dans la proportion de 34 députés pour les trois catégories sociales (propriétaires, cultivateurs, commerçants, population des villes).

Mais la Porte tardait à envoyer le firman de convocation des « divans *ad hoc* », retard bien explicable ; car entre temps le septennat des Princes Stirbey de Valachie et Grégoire Ghica de Moldavie ayant expiré, la Porte venait de nommer deux régents. Ceux-ci ne tardèrent pas de laisser voir leurs intentions très peu favorables au parti national unioniste. Il est facile maintenant de trouver une explication à ce retard ; Constantinople voulait changer premièrement l'atmosphère dans les pays danubiens et,

(51) *Ibid.*, V, p. 946.

(52) Lettre à WALEWSKI, du 18 avril 1856. *Ibid.*, V, p. 923.

(53) Lettre à WALEWSKI, du 26 août 1856. *Ibid.*, V, p. 1014.

une fois la chose faite, convoquer des assemblées dociles, qui n'auraient pas à se prononcer favorablement sur les questions vitales pour les Principautés.

Thouvenel montre à Walewski combien l'argument des vœux favorables à l'union prononcés par les assemblées éventuelles moldave et valaque sera fort (54).

Et le Ministre des Affaires Etrangères de lui attirer l'attention, à deux reprises, de contrôler la teneur du firman (décret) de convocation, car selon la proposition Clarendon lors du congrès du 30 mars, il en avait pleinement le droit (55). Et encore, de tâcher de prendre garde aux manœuvres désavantageuses à l'émancipation des Principautés (56).

Nous avons reproduit ces quelques considérations, pour souligner l'importance que vont avoir les premières élections dans les Principautés.

Disons encore que le parti unioniste se constitue (le 3 mai 1856) et qu'il charge un comité pour la propagande. Ses desiderata sont les suivants ;

1° L'union sous un Prince étranger appartenant à une famille régnante autre que celles régnant sur les Etats voisins ;

2° Nouvelle capitale, au centre du pays.

L'année 1856 achève de s'écouler sans que le décret (firman) de convocation des divans soit arrivé.

Ce n'est que le 13 janvier de l'année suivante (1857) que ce décret impérial est rédigé dans la conférence des ambassadeurs (57). Il est lu au palais du gouvernement, à Bucarest, le 8 mars à peine (58).

Les catégories sociales qui auront à envoyer des représentants aux « divans *ad hoc* » sont :

1° *Le clergé*. — Celui-ci aura l'évêque métropolitain et les évêques diocésains comme membres de droit.

Les réguliers et les séculiers envoient leurs représentants par voie d'élections qui s'effectueront de la sorte :

(54) *Ibid.* III, p. 457.

(55) *Ibid.*, III, p. 432 (12 avril 1856).

(56) *Ibid.*, III, p. 445 (26 avril 1856). Le délégué de France — baron DE TALLEYRAND — à la Commission internationale de Bucarest, sera véritablement aux aguets. Voir les débats : *D. E. R.*, vol. VI, 2, pp. 398 et sq.

(57) *Ibid.*, III, p. 1049.

(58) *Ibid.*, V, p. 1086.

a) Les supérieurs (ou administrateurs) des monastères nationaux éliront deux députés ainsi que ceux des monastères dédiés (59). En tout quatre députés pour les réguliers.

b) Les séculiers, convoqués par l'évêque, éliront un député par diocèse.

2° *Les boyards et les fils de boyards*, de quelque rang qu'ils soient, envoient deux députés par district à la majorité des voix.

Ils devront être indigènes ou légalement naturalisés, avoir 30 ans révolus, jouir de tous les droits civils et posséder, dans le district, environ 150 hectares, pour être électeurs.

Les éligibles devront posséder 700 hectares environ, libres de toute charge.

3° *Les propriétaires* enverront leurs députés à deux degrés.

Les conditions sont les mêmes quant à l'âge et aux droits civils. Le quantum de la propriété est autre, et notamment ceux-ci devront posséder une propriété comprise entre 130 et 150 hectares de terre. Au chef-lieu de la circonscription administrative, ils désignent cinq électeurs à la majorité des voix ; ceux-ci éliront au chef-lieu du district, un député au Divan.

4° *Les paysans* envoient leurs députés à trois degrés. Les communes rurales enverront deux délégués au premier degré. Ceux-ci — à leur tour — choisiront deux délégués, lesquels éliront enfin un député au Divan.

5° *Les villes* enverront quatre députés pour chaque capitale, deux députés pour les villes de « second ordre » (énumérées au texte) et un député pour les villes chefs-lieux de district.

Pour la première catégorie du corps électoral des villes, les conditions diffèrent quant à la propriété, qui doit, cette fois-ci, comprendre des maisons en valeur de 20.000 piastres pour la capitale et de 8.000 piastres pour les autres villes.

On excepte ceux qui ont déjà le droit de voter du fait des dispositions précédentes.

La deuxième catégorie, celle des professions libérales devra exercer ces professions pendant trois ans dans la même ville.

La troisième catégorie du corps électoral des villes est celle des négociants.

Enfin la quatrième catégorie, celle des prévôts des diverses

(59) On appelle ainsi les monastères qui — à travers les temps — avaient été donnés en usufruit aux Saints-Lieux.

corporations d'artisans, s'adjoindra trois délégués par corporation.

Toutes ces catégories qui, ensemble, forment le corps électoral urbain », se réuniront au siège de la municipalité et éliront « parmi eux, à la majorité des voix »... les députés attribués par la loi à leur ville.

La formation des listes électorales devait suivre immédiatement après la réception du firman, afin de procéder le plus rapidement possible à l'élection de l'assemblée générale, qui va constituer « les divans *ad hoc* appelés à exprimer les vœux des « Principautés touchant la revision des statuts et des règlements « en vigueur ».

Les différentes classes formeront des comités qui leur permettront de mieux étudier les questions qui les intéressent.

On pourrait peut-être voir ici une inspiration de Bécларd qui voulait — comme nous l'avons vu — constituer seulement des comités de classes et pas d'assemblée générale.

Les unionistes, une fois la campagne électorale commencée — partent en propagande avec un programme qui rappelle beaucoup les doléances de 1848.

A part l'union sous un prince étranger héréditaire que nous avons rencontré dans l'acte constitutif de ce parti (et qui ne figurait pas en 1848 à cause de la Turquie qu'on voulait gagner pour vaincre le protectorat russe, nous trouvons encore (60) :

1° La neutralité des Principautés ; 2° le respect de leur autonomie ; 3° le pouvoir législatif confié à une assemblée représentant tous les intérêts de la nation ; 4° la soumission des étrangers aux lois du pays (61) ; 5° liberté du commerce ; 6° garantie collective des Puissances signataires du traité de Paris ; 7° introduction des réformes que le progrès, représenté par le parti unioniste, rend nécessaires.

Les élections — qui ont dû être annulées à cause des fraudes prouvées du gouvernement — ont comme résultat un succès complet du parti unioniste (62).

Ces assemblées — qui inaugurent leurs travaux l'une (celle de Moldavie) le 22 septembre 1857 et l'autre (celle de Valachie)

(60) *Ibid.*, III, p. 1107.

(61) On veut abroger la juridiction consulaire que l'Autriche pratiquait dans les Principautés.

(62) Par le décret de la Porte du 24 août 1857. *Ibid.*, V, p. 504. Cependant.

le 30 septembre 1857 — dès leurs premières séances et dans une atmosphère d'enthousiasme émouvant votent à peu près à l'unanimité les points que voici :

1° Le respect de l'autonomie des Principautés conformément aux capitulations ;

2° L'Union des Principautés sous la dénomination de « Roumanie » ;

3° Un Prince étranger héréditaire, pris dans une dynastie européenne, dont les descendants seront élevés dans la religion orthodoxe ;

4° La neutralité du pays ;

5° Le pouvoir législatif confié à une assemblée comprenant tous les intérêts du pays (63).

A part ces points de ressemblance, on trouve chez les deux assemblées une tactique différente :

Tandis que l'assemblée moldave discute tous les principes d'une éventuelle organisation d'Etat, l'assemblée valaque ne se prononce que sur les quatre points que nous venons de voir. Elle justifie son attitude en disant que l'Europe ayant reconnu l'autonomie aux Principautés, leur organisation intérieure n'a rien à voir avec la commission européenne et avec les puissances signataires (64).

« ...l'assemblée appelée à représenter la volonté du pays ne peut, après les vœux qu'elle a exprimés et qui sont relatifs à la revision de la partie politique et générale de nos statuts et règlements, en exprimer d'autres relatifs à des détails d'organisation administratives et de réformes législatives. Un travail semblable le pays pourra l'accomplir par l'exercice régulier

la Porte, soutenue par l'Angleterre, avait consenti l'annulation des élections moldaves à condition que la France n'admette pas l'union des Principautés. Car la crainte l'avait envahie ; elle était persuadée que, à l'union, succéderait le Prince étranger et l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie, et que la Serbie ferait la même chose. C'est pour cela que le texte de la Convention de Paris — que nous étudierons plus loin — ne comprend l'union que sous forme atténuée — disons transactionnelle. XÉNOPOL : *Histoire des partis politiques en Roumanie*, II, p. 351.

(63) *Ibid.*, VI, 1, p. 68, Séance du 7 octobre 1857, — Moldavie et VI, 2, p. 28. Séance du 9 octobre 1857 — pour la Valachie.

(64) M. KOGALNICEANO : Discours prononcé à l'Académie roumaine (séance solennelle) le 1.13 avril 1891, p. 22.

« de son droit de législation » (65). Après que le congrès de « Paris aura admis les vœux des Roumains, de poser les bases « de leur future Constitution et de faire la loi électorale pour « une constituante, qui élaborera cette constitution » (66).

Cette attitude détermine la commission internationale à prendre acte du refus d'entrer dans les détails d'organisation, refus que l'assemblée a toujours opposé de façon réitérée.

Il est à se demander si c'était vraiment ce motif qui déterminait l'assemblée à ne pas toucher aux problèmes d'organisation intérieure ; non, le motif était un autre ; le baron de Talleyrand nous l'apprend (67) et Xénopol l'adopte (68).

Le diplomate français communique — dans une lettre au Ministre Walewski — ses impressions sur les débats du divan Valaque. Nous y lisons :

« Plus les débats sont prolongés, plus il faut craindre qu'un « incident imprévu, qu'une parole imprudente ne vienne réveil- « ler les antipathies de caste, les haines politiques et sociales, les « violences réformatrices ; car leurs organes accrédités ne sup- « portent qu'impatiemment la contrainte du silence qui leur « est imposé. »

C'est clair : les Valaques qui, en 1848, avaient commencé à discuter la question agraire si grave dans les pays roumains ne voulaient pas faire voir à l'Europe aucun geste de discorde dans le sein de l'assemblée appelée à décider du sort de ce pays.

Or, la génération de 1848 est amplement représentée dans l'assemblée valaque ; les bureaux sont formés presque exclusivement de ceux qui ont joué un rôle quelconque dans cette révolution. Le commissaire d'Autriche à la commission européenne, fait même remarquer « que presque tous les exilés rentrés en « dernier lieu en Valachie et bon nombre d'autres partisans de « la Révolution de 48, ont été élus dans le Divan », que cette circonstance révèle l'esprit qui a présidé aux élections « faites... sous l'influence... du Comité central d'union » (69).

L'assemblée Moldave, n'agit pas de même. Elle décida de dis-

(65) *Documents de la Renaissance Roumaine*, VI, 2, p. 339. Séance du 25 novembre 1857.

(66) *Ibid.*, p. 530.

(67) *Ibid.*, V, p. 737.

(68) XÉNOPOL : *Op. cit.*, p. 358.

(69) *Ibid.*, VI, 2, p. 487.

cuter et de solutionner douze points d'organisation intérieure, que voilà :

- 1° Rectification de frontière des Principautés par une commission européenne ;
- 2° Soumission des étrangers à la juridiction du pays ;
- 3° Liberté du commerce ;
- 4° Organisation d'une armée nationale ;
- 5° Liberté des cultes ;
- 6° Institution d'une autorité ecclésiastique centrale pour les affaires ecclésiastiques ;
- 7° Egalité devant la loi ;
- 8° Respect du domicile et de la liberté individuelle ;
- 9° Droits politiques pour les indigènes de tout rite chrétien ;
- 10° Séparation des pouvoirs législatif et exécutif ;
- 11° Indépendance de la magistrature ;
- 12° Responsabilité des ministres (70).

A la fin, on a voulu trancher aussi le problème fondamental que présentait la réalité roumaine : la question agraire.

Le résultat fut négatif.

« L'assemblée « ad hoc » — dirai-je — assiégée, a voté non « moins de dix propositions ; aucune n'obtint la majorité, la « solution définitive étant ajournée pour la future assemblée « législative ».

« Pourtant, continue Kogalniceano, on a obtenu un résultat : « la séparation des partis du fait de la question agraire. C'est « alors — et pour la première fois — que de façon définitive « le parti libéral et le parti conservateur se forment, avant les « dissensions n'ayant porté que sur l'union et la sépara- « tion » (71).

Et malgré que le grand Kogalniceano avait dit qu'il entend que les députés entrent comme représentants de classes et sortent de cette assemblée comme n'appartenant qu'à la nation (72), cette nation laisse voir des dissensions sur un problème capital inclus dans sa structure.

★
★ ★

(70) *Ibid.*, VI, 1, pp. 576 et sq.

(71) KOGALNICEANO : *Op. cit.*, p. 40.

(72) *D. R. E.*, V, 1, p. 136.

Maintenant, après que les divans *ad hoc* s'étaient prononcés, le corps diplomatique cherche à trouver une solution, cette fois-ci d'organisation et non plus de principe, pour les Principautés roumaines.

Examinons les projets les plus remarquables de cette époque préconventionnelle.

Avant de le faire, il nous faut rappeler que la Turquie avait consenti à annuler les élections qu'elle avait falsifiées à son avantage, seulement à condition de ne pas accomplir le principal vœu de cette assemblée moldave (convoquée la première), qu'elle craignait tant, et qu'elle voulait fausser : l'union.

La France a donc dû tomber d'accord avec la reine Victoria d'Angleterre qui était contre l'union et qui soutenait la Porte à ce point de vue. En échange de la fraude que la Turquie s'offrait à effacer, elle demandait que le congrès qui devait discuter sur l'organisation de la Moldavie et de la Valachie n'admette pas l'union.

C'est pour cette raison que nous constatons dans les projets qui vont suivre, une conception hybride d'organisation des Principautés : il n'y a pas d'union, mais non plus de séparation.

I. — LE PROJET THOUVENEL (73) (du 11 mars 1858)

Ce projet, fait du pouvoir législatif l'élément unificateur, les Princes continuent à être au nombre de deux, désignés par la Porte sur une liste de 3 candidats « désignés à l'élection dans les formes déterminées ». On répète que ces Principautés auront une administration indépendante et *distincte* : que leur nom sera « les Provinces Unies de Moldavie et de Valachie » et leur représentation active appartiendra à la Sublime Porte.

Revenons au pouvoir législatif (74).

Réunie de façon alternative dans les deux capitales, « l'assemblée tiendra à une époque fixe des sessions annuelles, dont la « durée sera déterminée ». Elle aura à voter les lois concernant

(73) *Ibid.*, VII, p. 86.

(74) Dans un projet antérieur, daté du 3 novembre 1857, le baron DE THOUVENEL faisait du Prince l'élément unificateur : celui-ci, siégeant dans l'une des capitales, envoyait dans l'autre un régent. *Ibid.*, V, p. 780.

l'armée, l'administration, l'instruction, la justice, le domaine public et les grandes concessions de travaux publics.

En matière financière, elle n'aura qu'à poser les bases des impositions, car pour les budgets des recettes et dépenses, à moins que ce ne soit des dépenses communes, ils seront votés par deux organes séparés, que Thouvenel nomme « Conseils des finances ». Ces conseils émaneront annuellement des conseils de district.

En matière de législation, l'unité sera maintenue (à part l'assemblée), par un Conseil d'Etat, composé de 10 membres, moitié valaques, moitié moldaves. Il jouera le rôle d'organe intermédiaire « obligé » entre l'assemblée et le Prince ; il aura à examiner et à préparer tous les projets de lois sans exceptions, qu'il défendra et soutiendra par l'un de ses membres, désignés à cet effet.

Le Conseil d'Etat fournira les membres de la régence, en cas de décès du Prince.

L'armée sera organisée de façon identique.

Toutefois, l'armée d'une Principauté ne pourra passer sur le territoire de l'autre qu'en cas de troubles à réprimer et avec l'autorisation de la Porte.

Ces considérations, communiquées confidentiellement le 11 mars 1858 au ministre turque des Affaires étrangères, déclanchent, de la part du premier ministre, le grand vizir Aali Pacha, une esquisse de projet, que Thouvenel communique à son tour au Comte Walewski le 16 mars et que voici :

II. — LE PROJET TURC (75)

Celui-ci a beaucoup de points semblables au memento que propose Thouvenel. Des parties sont même identiques.

On trouve des détails plus nombreux et quelques différences.

Le pouvoir législatif est exercé toujours par *une* seule assemblée générale ordinaire, composée de façon un peu compliquée : en feront partie :

1° Le haut degré et les hauts fonctionnaires avec droit de mandat en cas d'absence ;

(75) *Ibid.* VII, p. 91.

2° Des « sénateurs », âgés d'au moins 35 ans, 14 pour la Valachie et 10 pour la Moldavie, élus pour 6 ans pris de la classe des boyards. Cette disposition n'est que provisoire ; une loi ultérieure déterminera les modalités de la représentation de la propriété foncière ;

3° Les mêmes électeurs qui ont élu les divans *ad hoc*, auront à élire, dans chaque district un député, pour une durée de 3 ans. Ceux-ci, devront avoir l'âge de 30 ans. Cette catégorie aussi est provisoire, une loi électorale ayant à fixer les normes définitives.

Les attributions de cet organe législatif sont celles de l'Assemblée de Thouvenel. On doit ajouter cependant une nouvelle attribution : celle de présenter au Prince — en cas de vacance — les successeurs du haut clergé.

Les mêmes conseils des finances se retrouvent, et le même Conseil d'Etat.

Comme organes nouveaux, nous avons les conseils avec lesquels les Princes prendront leurs décisions, composés de 3 à 5 membres, révocables à volonté, « qui auront la surveillance et la direction « des diverses branches de l'administration de chaque province ».

Et, calquée sur les dispositions du règlement organique, nous trouvons une assemblée générale extraordinaire, dont le rôle sera d'élire les trois personnes parmi lesquelles la Sublime Porte aura à choisir le Prince de chaque Principauté.

Sa composition est différente. Y entreront :

1° Les membres de droit de l'assemblée ordinaire ;

2° Les membres du Conseil d'Etat ;

3° Deux députés par district élus conformément à la loi qui concerne l'assemblée ordinaire.

La première réunion de cette assemblée sera cependant régie par d'autres règles — les nouvelles ne pouvant pas être applicables.

1° Le haut clergé ;

2° 30 boyards élus par leurs pairs ;

3° Deux députés par district, élus conformément au décret de convocation des assemblées *ad hoc*.

Les mêmes dispositions que celles du projet Thouvenel ont trait à l'armée.

Quant aux principes sur lesquels la nouvelle organisation sera constituée, ils sont identiques à ceux posés par la conférence de Constantinople que nous avons étudiée.

Quelques membres de la commission européenne donnent parfaitement raison aux vœux des divans *ad hoc* (76).

Les deux commissaires de Prusse et de France reconnaissent la justesse de vue des assemblées qui voient dans un prince étranger « l'expression la plus haute et la plus complète du « principe de stabilité ».

Quant à l'autonomie des Principautés, disons seulement qu'on nous fait remarquer que « les tendances de la Porte n'ont servi « en réalité qu'à satisfaire la cupidité de quelques hommes « d'Etat ottomans et à provoquer des complications et des crises, au détriment des grands intérêts politiques de la Turquie « elle-même ».

Les rapports demandent, même sans une réforme de l'institution princière, l'union législative et « l'assimilation progressive des institutions des deux principautés ».

Quant à la représentation nationale, les deux rapports prévoient deux situations :

Celle où un Prince étranger serait intronisé, et celle où un Prince pris dans une famille indigène le serait. Pour le premier cas, une limitation des plus atténuées doit être organisée, pour permettre au Prince étranger de refondre les institutions et de les transformer ;

Pour le second cas, le régime représentatif avec la tribune et l'opinion publique — par la presse — devront limiter les abus qu'on pourrait supposer, et qui de cette façon seront apportés à la connaissance des Puissances signataires.

Section IV. — LA CONVENTION DE PARIS

(19 août 1858)

Et, avec ces aperçus, nous arrivons à l'étude de la seconde conférence de Paris laquelle aboutit à la convention du 19 août 1858, destinée à mettre d'accord les opinions des Principautés avec celles des grandes Puissances.

(76) DE RICHTHOFEN, dans son rapport du 13 avril 1859 au ministre MANTENFEL, *D. E. R.*, IX, pp. 27 et sq. et DE TALLEYRAND-PÉRIGORD, dans son rapport du 12 avril au ministre WALEWSKI. *Ibid.*, VII, pp. 138 et sq.

Notre tâche est allégée, du fait des observations que nous avons faites précédemment : la situation des Principautés sera une situation, disons, de mi-chemin. Ce qui fait qu'il suffisait d'un pas pour maintenir une séparation assez prononcée entre la Moldavie et la Valachie, comme il suffisait d'un geste pour en faire une union complète.

Les puissances signataires se réunissent le 22 mai 1858 à Paris « aux termes de l'article 25 du traité... du 30 mars 1856 » (77).

La discussion est commencée par le comte Walewski qui déclare encore une fois que le meilleur moyen pour atteindre le but proposé et qui correspond en même temps aux vœux des populations, « ce serait la réunion de la Moldavie à la Valachie « en une seule Principauté, gouvernée par un Prince étranger ».

Il est évident que l'opposition du délégué turc — qui prétendait que la séparation des Principautés correspondait aux véritables vœux des pays, après que la consultation de ces Pays donnait un si catégorique démenti — n'a plus aucune valeur.

Le délégué de l'Autriche s'oppose aussi à l'union. Cet Empire ayant de si nombreuses populations roumaines, ne voulait pas qu'un noyau roumain fut créé précisément à ses côtés. On ne saurait expliquer l'association de la Grande-Bretagne à ceux qui refusaient cette solution évidente pour le bien-être des pays roumains. C'est probablement sa politique d'envergure mondiale qui pouvait lui inspirer des attitudes changeantes.

Le comte Kisseleff (l'ancien président des divans des deux Principautés), le comte Hatzfeld (délégué de Prusse) et le marquis Villamarina (Sardaigne), sont de l'avis de Colonna Walewski.

Ces deux opinions au sein de la conférence se heurtant, donneront naissance à une formule transactionnelle qui, d'ailleurs, s'était esquissée depuis longtemps.

L'organisation des Principautés selon la convention et suivant un plan de Walewski (78), est la suivante :

Un Prince pour chaque Principauté, élu à vie par l'assemblée, auquel on n'a pas voulu accorder l'hérédité malgré la proposition britannique (79), sera le détenteur des pouvoirs publics.

(77) Les débats et le texte de la Convention aux *D. R. R.*, VII, pp. 266-316.

(78) *Ibid.*, VII, p. 270.

(79) *Ibid.*, VII, p. 281. Le délégué de la Prusse avait répondu « qu'il doute « que les deux Principautés puissent offrir dans leur sein des éléments propres

L'exercice du pouvoir exécutif lui revient exclusivement ; à l'exercice du pouvoir législatif, collaboreront l'assemblée et un organe commun : la Commission centrale. Le pouvoir judiciaire s'exercera au nom du Prince.

La loi détermine la façon dont sera élu le Prince pour tous les cas prévisibles : assemblée en exercice, assemblée dissoute, assemblée en vacance. Celle-ci pourra élire le Prince, à condition de représenter les trois quarts du nombre de ses membres, condition qu'on peut ne plus remplir si 8 jours se sont écoulés depuis la réunion de l'assemblée sans que l'élection ait eu lieu. Les attributions du Prince passeront jusqu'à l'élection d'un autre, au Conseil des Ministres ; celui-ci ne pourra exercer que des attributions purement administratives, il ne pourra démettre les fonctionnaires.

Les conditions nécessaires pour être élu Prince de Moldavie ou de Valachie sont très peu rigoureuses ; pourra être élu « quiconque âgé de trente-cinq ans et fils d'un père Moldave ou Valaque, peut justifier d'un revenu foncier de 3.000 ducats, pourvu qu'il ait rempli des fonctions publiques pendant dix ans, ou fait partie des assemblées ».

Après élection, l'investiture devra lui être donnée dans un mois au plus tard.

Les attributions du Prince dans la mécanique de l'Etat sont les suivantes :

Nomme à tous les emplois d'administration publique, ainsi que les magistrats et les ministres à l'aide desquels il gouverne. Ceux-ci auront à contresigner tous les actes émanés du Prince. Ils seront responsables de la violation des lois « et particulièrement de toute dissipation des deniers publics ».

Les poursuites contre les ministres seront provoquées par le Prince ou par l'assemblée ; leur mise en accusation nécessitant une majorité des deux tiers des membres présents et leur jugement ayant lieu en cassation.

Le Prince aura à préparer les lois d'intérêt spécial à la Principauté et notamment les budgets, afin d'être soumis aux délibérations de l'assemblée respective.

Le pouvoir législatif est exercé par les organes spéciaux à chaque Principauté : Prince et assemblée.

« à instituer des familles régnantes héréditaires et que les vœux exprimés par les Divans ne s'étendent pas à cette éventualité ».

Le régime spécial auquel ces Principautés sont soumises, crée un organe commun : la commission centrale, située dans une ville à travers laquelle passait la frontière moldo-valaque (c'est le Conseil d'Etat des projets franco-turcs). Cette commission aura à préparer les lois d'intérêt commun aux deux Principautés. Elle sera formée de 16 membres : huit Valaques et huit Moldaves.

Parmi ces huit membres, quatre seront nommés par le Prince, choisis parmi les membres de l'assemblée ou parmi des personnes « qui ont rempli de hautes fonctions dans le pays » et quatre choisis par chaque assemblée dans son sein. Ces membres-députés garderont le contact avec leurs assemblées, seulement pour prendre part à l'élection du Prince.

Cette commission est permanente ; elle ne pourra pas s'ajourner pour une période excédant quatre mois. La fonction de ses membres durera autant que la législature. Ils pourront être renouvelés partiellement en cas de dissolution d'une seule des assemblées, ce qui amènerait la déchéance des membres-députés envoyés par l'assemblée dissoute. Les membres sortants sont indéfiniment rééligibles.

Le Président de la commission, élu par cet organe, aura voix prépondérante en cas de partage des voix.

A part la préparation des lois, cette commission centrale aura « sous sa sauvegarde » les dispositions constitutives de la nouvelle « organisation des Principautés ». Elle aura à suggérer au Prince les réformes urgentes et à signaler les abus.

Elle sera également saisie par les Princes pour qu'elle convertisse en projets de lois communs les propositions qui leur paraîtront utiles.

Elle aura soin de codifier toutes les lois d'intérêt commun. Les lois d'intérêt général sont celles ayant trait à l'unité de législation, aux dispositions concernant l'union douanière, postale, télégraphique et à la monnaie ainsi qu'aux matières d'utilité publique communes aux deux Principautés.

Les assemblées doivent renvoyer à la commission centrale tout projet de loi amendé par elles. Les assemblées ne pourront qu'adopter ou rejeter dans son ensemble le projet de loi sur lequel la commission aurait statué définitivement. Cet organe commun n'aura à s'incliner que devant les amendements votés par les deux assemblées à la fois.

Même les lois spéciales devront être soumises au contrôle de

la commission centrale pour que celle-ci vérifie leur comptabilité avec les dispositions constitutives.

Les assemblées seront le résultat d'élections à base censitaire, dont les principes sont les suivants (80) :

Les villes et les districts seront appelés à élire les membres des assemblées de chaque Principauté. Les élections auront lieu à deux degrés.

Les électeurs primaires nommeront dans chaque arrondissement trois délégués, lesquels éliront au chef-lieu du district *un député par district*.

Les électeurs directs éliront *deux députés par district*. Dans les deux capitales ils auront à élire trois députés ; dans les villes principales (Craïova, Ploesti, Braïla, Galatz et Ismaïl) un député pour chaque ville.

L'élection a lieu à la majorité des suffrages. Celle-ci n'étant pas obtenue, un second tour de scrutin aura lieu.

L'assemblée est seule juge de l'exactitude des opérations électorales. Ses membres seront investis de l'immunité parlementaire.

Les conditions qui confèrent le titre d'électeur et d'éligible sont :

1° a) Electeur primaire : avoir un revenu foncier d'au moins 100 ducats ;

b) Electeur direct : dans les districts quiconque justifie d'un revenu foncier de mille ducats au moins.

Dans les villes, quiconque justifie d'un capital foncier, industriel ou commercial de six mille ducats au moins, lui appartenant en propre, ou dotal.

On excepte de la catégorie d'électeur ceux qui relèvent d'une juridiction étrangère, les interdits, les faillis non réhabilités, les condamnés à des peines afflictives ou infamantes.

2° Peut être éligible l'indigène ou le naturalisé âgé de 30 ans et justifiant d'un revenu de quatre cents ducats, au moins.

Les assemblées seront élues pour une période de sept ans. Elles seront convoquées par le Prince, qui pourra prolonger la session ou la dissoudre. L'assemblée devra se trouver réunie le premier décembre de chaque année.

(80) Le texte de la loi électorale. *Ibid.*, VII, p. 314,

Elle aura comme membres de droit le haut clergé. L'évêque métropolitain en sera le Président.

En fait d'élaboration des lois, nous n'avons rien à ajouter. Disons que le régime institué pourrait s'appeler « quasi parlementaire », parce que les Ministres ne sont pas obligatoirement choisis au sein de l'assemblée.

En ce cas, ils ne pourront pas participer au vote. L'assemblée devra voter le budget, la liste civile lors de l'avènement au trône du Prince et les impôts.

Le pouvoir judiciaire tend à s'acheminer lentement vers l'immovibilité. Les magistrats seront nommés par le Prince, sans que celui-ci puisse distraire quelqu'un à ses juges naturels. Une cour de cassation commune, siégeant à Focsani (résidence de la commission centrale) sera instituée. Elle exercera un droit de censure et de discipline sur les membres des cours et des tribunaux. Elle aura un droit de juridiction exclusive sur ses propres membres en matière pénale. Comme Haute Cour de Justice, elle jugera les ministres.

L'armée sera commandée par des commandants nommés alternativement par les deux Princes, lorsque les armées devront s'unir. On voit pourquoi le commandement n'est pas exercé par les Princes en personne : un commandant unique serait indiscutablement le chef de fait des deux Principautés. C'est la sûreté intérieure ou celle des frontières qui déterminera cette réunion des milices.

Les Principautés auront un droit de recours aux représentants des puissances garantes à Constantinople. Elles y seront représentées par des agents indigènes.

Comme signe de vasselage, elles auront à payer à la Porte Ottomane un tribut fixé par le traité. L'investiture, le nombre des milices à fixer en commun accord avec la Porte, ainsi que les mesures nécessaires à la défense du territoire, achèvent de faire voir les rapports des « Principautés Unies » et de l'Empire Turc.

Les principes, dans lesquels ces dispositions sont encadrées, sont les suivants : égalité devant l'impôt, liberté individuelle garantie, poursuite et arrestation seulement conformément à la loi. L'expropriation n'aura lieu qu'avec préalable indemnité, et pour cause d'intérêt public.

Les droits politiques sont accordés à tous les rites chrétiens.

★
★ ★

On voit combien était compliqué ce système transactionnel qui voulait résoudre le problème de l'organisation des Principautés roumaines. Cependant, comme nous l'avons déjà dit, le sentier séparatiste était très étroit. Il suffisait d'un pas de côté pour l'abandonner. La chose était très facile à faire, car lorsqu'un pays entrevoit son bonheur et croit pouvoir l'atteindre, il ressemble aux éléments de la nature : aucune action humaine ne peut l'en détourner. On n'a qu'à les subir.

C'est à l'ombre de cette considération que les élections *des* Princes de Moldavie et de Valachie commencèrent. Et alors, il se produisit un fait auquel aucun diplomate n'avait songé ; après que la Moldavie — le 5 janvier 1859 — se donna un Prince en la personne du colonel Alexandre-Jean Couza, la Valachie — le 24 janvier — élut le Prince de Moldavie, prince de Valachie.

Les deux élections eurent lieu à l'unanimité et une joie sans pareille gagna le cœur de tous les Roumains, car « il n'y avait plus de frontière », au moins entre deux des provinces roumaines.

CONCLUSION

Le professeur Ibraileano fait à juste raison la suivante constatation :

« Le peuple roumain si bien doué, n'a pas eu la chance et l'honneur de contribuer à la formation de la civilisation européenne, à cause de circonstances historiques notoires, il a dû perdre tous les biens culturels apportés ici par les colons et vivre plus de mille ans une vie champêtre, cependant que les peuples d'Occident — héritiers de la culture antique — ont pu non seulement garder leur héritage, mais l'augmenter encore... » Mais en continuant il nous fait voir que « si ce peuple n'a pas pris une part directe à la civilisation de l'Occident, il en a pris part indirectement ; c'est lui qui a été l'un des rochers contre lequel ont culbuté, dispersant leur énergie, les peuples barbares, qui, s'ils étaient arrivés en Occident avec toute l'ampleur de l'élan initial, auraient rendu toute civilisation impossible ».

Voilà les faits qui sont plus que défavorables à toute vie sociale pouvant évoluer. Ce que nous avons voulu faire voir — dès l'introduction — c'est que ce peuple ayant acquit une parfaite résistance à toutes les calamités, chaque fois qu'un peu de calme lui a permis d'utiliser son énergie ailleurs, que dans la défensive, il l'a utilisée pour améliorer son sort et rendre à sa société la stabilité.

Mais justement cette situation critique lui a donné la forme d'aujourd'hui, et lui a assuré son indépendance.

Après mille ans, pour départir deux antagonistes qui commentaient à préoccuper l'Europe (Russie-Turquie), on donne mandat à ces Principautés pour former un rempart contre les attaques

(1) G. IBRAILEANO : *L'esprit critique*, p. 159.

du Nord. On tâche de leur donner aussi l'indépendance d'une suzeraineté turque qui aurait pu être bien autrement grave pour l'Europe, dans ces vaillantes contrées danubiennes.

Cette entreprise organisatrice de l'Occident, voulant forger un élément de pacification de l'Orient, trouve au premier plan des préoccupations réformatrices, dans les Principautés, la génération de 1848. Ce fut vite fait. Un accord complet avec l'Occident concernant la conception sur les principes libéraux, détermine cette génération à déployer tout son élan pour transplanter les institutions de l'Occident dans les Provinces danubiennes. Et, comme en Occident on trouvait beaucoup de libéralisme à ce moment-là, une lutte acharnée est déclarée au privilège. Comme attitude morale, c'est très beau ; une génération qui pouvait profiter du fait de ces privilèges en abdique pour un idéal. Car, il faut l'avouer, tous ses représentants ont une tenue morale qui pourrait toujours servir de modèle. Et les institutions nouvelles s'installent à la place des anciens abus et des anciennes mauvaises habitudes.

Le règne du Prince Couza, c'est une « course à la traduction » dirai-je.

Beau règne d'avant-garde, au point de vue organisation ; le Prince Couza a eu tous les courages, mais cette organisation n'était pas mûrement réfléchie, indiquée par l'expérience ; elle était traduite. Et peut-être aussi, mal traduite, avec un vocabulaire inaccessible au paysan. Et sur ce, arrêtons-nous un instant pour jeter un coup d'œil sur la situation. Les hommes politiques voulaient l'abolition du privilège, ils ont eu parfaitement raison : une société qui ne veut pas mettre toutes ses possibilités à la disposition de n'importe lequel de ses membres, ne pourra pas vivre longtemps. Mais, dans un système qui voulait défricher le terrain en matière égalitaire, commencer par des institutions, qui avaient leur raison d'être, comprises seulement par une classe d'intellectuels, voilà ce qui est singulier. Je n'oserais pas dire avec le Président Maioresco (2), lors d'un discours du temps où il était Ministre de l'Instruction publique, que ces lois étrangères ont été faites pour le profit de quelques avocats qui devaient

(2) FITU MAIORESCO : Discours à la loi de l'enseignement du 21-22 janvier 1876. *Collection de discours*, vol. I, p. 429.

sans cesse expliquer aux non privilégiés de la culture, des notions égalitaires et des garanties institutionnelles.

Sans doute, le célèbre professeur à l'Université de Bucarest parlait à la tribune de la Chambre des Députés, et l'atmosphère de combat politique pouvait lui envenimer les arguments. Le fait reste. Et il est à retenir.

Comme on le voit, les portes se sont brusquement fermées sur le passé ; il contenait ce passé seulement des blessures sanglantes, des humiliations sans nombre. Et on sait ce que l'humiliation veut dire pour toute l'histoire d'un peuple : la partie dont on se souviendra toujours. Donc, le rideau tombait sur une tragédie, cette fois réelle. Les spectateurs et les metteurs en scène l'avaient laissé glisser sur ses cordes, oubliant pourtant que la même salle de spectacle restait, portant dans sa bâtisse les empreintes profondes des tragédies passées.

Mais l'atmosphère normative restait trouble. Entre l'abdication du Prince Couza et l'avènement du Prince Charles de Hohenzollern, on avait commencé à traduire la constitution belge, estimée comme la plus avancée, et justement à cause de cela. On avait des normes, mais on avait aussi beaucoup de difficultés à résoudre, et les normes, limitant le pouvoir exécutif princier, empêchaient celui-ci de pouvoir intervenir. Pourtant — par la suite — un demi-siècle durant on n'a pas eu à s'apercevoir d'une crise constitutionnelle.

Car un élément normatif qui dépasse le cadre de la loi écrite, intervient. Ce n'est pas par enthousiasme que nous le citons comme tel, malgré que c'est difficile de passer près de cette personnalité sans s'arrêter un instant pour une génuflexion. Il s'agit du demi-siècle de règne du roi Charles I^{er}. Nous croyons que justice doit être faite : si les crises de nature constitutionnelle, si les chocs entre les éléments de l'Etat, ne se sont pas fait sentir, c'est bien à cause de cette magnifique constitution personnifiée, mais hélas, temporaire. Dès le commencement de son règne, il avait immédiatement senti la partie — disons le mot — anormale que contenait la structure de son Etat. Il voyait cela non pas par sa façon de voir, mais par la façon abstraite d'envisager une organisation d'Etat.

Il dira dans ses mémoires (3) que l'état de chose de la Roumanie ne permet pas à une constitution libérale de s'introduire. « Les individualités qui puissent comprendre cette constitution manquent dans toutes les couches de la société. La constitution sert seulement aux ambitions des chefs de partis et entrave les gestes du Prince — fût-il énergique ou faible — « par de lourdes chaînes ».

Puis, en 1871, quand il traverse une très sérieuse crise à la suite de laquelle il allait abdiquer, il écrit une lettre ouverte adressée à un ami fictif et publiée dans l'*Augsburger Zeitung*, afin de préciser son attitude. Dans cette lettre, il dit qu'« impu-
« tations ne doivent être adressées ni au peuple en général ni
« à moi personnellement ; mais (bien) plutôt à ceux qui, nés
« dans les Principautés mêmes, ont pris les rennes du gouver-
« nement ».

« Ces hommes d'éducation étrangère, oubliant la situation de
« leur pays, ne pensent qu'à appliquer chez eux, et sans discer-
« ner, les idées admises à l'étranger, dans une forme quelque
« peu utopique ».

Tout cela pour montrer que le roi Charles I^{er}, voyant les défauts de l'architecture normative de son pays, a compris que son rôle était celui de suppléer à ce défaut, et tout le long de son règne, enfermé dans le cloître de son devoir, il l'a réussi parfaitement. Mais, dans l'organisation des Etats, il faut compter le moins possible sur les hommes. Tout revient aux institutions. Les hommes doivent naître dans une atmosphère normative, qui doit à son tour les accaparer immédiatement dans la trame de ses dispositions.

L'égalité matérielle (laquelle, jusqu'à ce qu'elle s'accomplisse, présente beaucoup de trouble et d'instabilité) ne peut suppléer au danger que présente la non participation de tous les régis, à la forge de la norme régente.

Ce masque sur la surface institutionnelle d'un pays, peut cacher des irruptions atroces, sans compter le fait qu'il favorise aisément la croissance des « déracinés », aptes à former les bandes de Catilina.

(3) *Mémoires du Roi Charles*, par un témoin oculaire, I, p. 70 ; *Roi Charles I^{er} de Roumanie* : Discours et lettres, I, p. 227.

Nous avons donc pensé ne pas perdre l'occasion qu'offre une thèse de doctorat pour inaugurer par elle le commencement d'un cycle d'études — probablement d'une vie entière — concernant le passé, trop oublié, de la Roumanie, véritable et seule source inspiratrice d'une bâtisse normative éventuelle.

VU : *le Président de la Thèse,*
A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE.

VU : *le Doyen,*
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

Annales Parlementaires.

ARICESCO. — *La révolution de Théodore Vladimiresco.*

BARNOSCHI (D. V.). — *Origines de la démocratie roumaine (la constitution des caronari).*

CHARLES PREMIER (Roi de Roumanie). — *Mémoires.*

— *Correspondance.*

— *Quarante ans de règne.*

CODRESCO. — *Uricar* (Collection de documents).

ELIADE. — *Histoire de l'esprit public en Roumanie.*

ERBICEANO. — *Histoire de l'église métropolitaine de Moldavie.*

FILITTI (I. C.). — *L'ancienne organisation fiscale roumaine.*

— *Ancienne organisation administrative.*

— *Les origines de la démocratie roumaine.*

— *Troubles sociaux entre 1821-28.*

— *Les règnes sous le Règlement Organique.*

— *Les Principautés entre 1828-34 et le Règlement Organique.*

— *Les classes sociales dans le passé roumain.*

— *Journaux inédits de l'assemblée ordinaire Moldave.*

GIURESICO (C.). — *Les boyards.*

— *Les serfs.*

HURMUZACHI. — *Documents.*

IBRAÏLEANO. — *L'esprit critique.*

JORGA. — *Origines de la constitution de 1923. Conférence à l'I. S. R.*

KOGALNICEANO. — *Discours à l'Académie roumaine (1882).*

MAÏORESCO (T.). — *Discours.*

PAPADOPOUL CALIMACHI. — *Extraits de Zabloskii Dosiatovski* (Annales Acad. roum., T. IX, série II).

RADULESCO-MOTRU. — *Culture et politicianisme.*

Renaissance roumaine : documents (publiés par D. Stourdza).

STIRBEY. — *Rapport à Kisseleff.*

VARTOSU. — 1821.

— *Actes et faits nouveaux relatifs à 1821.*

XÉNOPOL. — *Histoire des Roumains.*

— *Histoire des partis politiques.*
1848 dans les Principautés roumaines.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER. — TENDANCES RÉFORMATRICES ET ESSAIS DE RÉFORMES DE SOURCE NATIONALE	16
I) Valachie	16
§ 1. La révolution de Théodore (Toudor) Vla- dimiresco	17
§ 2. Les pétitions	20
A) Pétition de 1821	20
B) « Projet Villara »	21
II) Moldavie	22
§ 1. Pétitions	22
A) Pétition d'octobre 1821	22
B) Pétition Vogoride	22
§ 2. La constitution des Carvonari	24
La teneur de cette constitution	25
CHAPITRE II. — LES TRAITÉS QUI RÉGISSENT LES PRINCI- PAUTÉS	34
CHAPITRE III. — LE RÈGLEMENT ORGANIQUE	40
SECTION I. — <i>Sa rédaction</i>	40
SECTION II. — <i>Les pouvoirs</i>	45

I. — Le pouvoir exécutif	45
I) Le Prince. Son élection	45
a) les éligibles	48
b) les électeurs	49
c) l'élection	54
II) Les attributions du Prince	55
A) Par rapport au pouvoir exécutif	55
a) l'administration exécutive	56
b) l'administration consultative	56
a) le Conseil administratif	56
b) le grand Conseil des Ministres	57
B) Par rapport au pouvoir législatif	57
C) Par rapport au pouvoir judiciaire	58
III) Les titulaires des organes exécutifs	60
II. — Le pouvoir législatif	62
III. — Le pouvoir judiciaire	66
SECTION III. — <i>La configuration administrative</i>	74
SECTION IV. — <i>Les classes sociales et les finances</i> ..	77
§ 1. Réformes financières	77
§ 2. Privilèges	79
CHAPITRE IV. — LA RÉVOLUTION DE 1848	83
SECTION II. — <i>En Moldavie</i>	83
SECTION II. — <i>En Valachie</i>	96
CHAPITRE V. — L'ÉPOQUE DE LA RENAISSANCE ROUMAINE.	102
SECTION I. — <i>La conférence de Vienne</i>	105
SECTION II. — <i>Les conférences préliminaires de Constantinople</i>	108

SECTION III. — <i>Le traité de Paris</i>	116
I) Le projet Thouvenel	126
II) Le projet Turc	127
SECTION IV. — <i>La convention de Paris</i>	129
CONCLUSION	136

IMPRIMERIES L E S
PRESSES MODERNES

ATELIER ET DIRECTION :
96, GALERIE BEAUJOLAIS-
PALAIS-ROYAL-PARIS (1^{er})

ERRATA

- P. 4, ligne 11, *lire* : Moldo, *au lieu de* : « Moedo ».
- P. 9, ligne 12, *lire* : indivise, *au lieu de* : indivisée.
- P. 13, ligne 25, *lire* : On, *au lieu de* : on.
- P. 27, ligne 33, *lire* : si, *au lieu de* : et.
- P. 40, ligne 10, *lire* : exécution, *au lieu de* : exemption.
- P. 43, ligne 30, *lire* : prospérité, *au lieu de* : propriété.
- P. 55, ligne 12, *lire* : des suffrages obtenus figureront à un
second tour de scrutin lequel aura lieu à la majorité
absolue.
- P. 55, ligne 13, *lire* : 3° au troisième etc.
- P. 63, ligne 34, *lire* : Délibération, *au lieu de* : libération.
- P. 64, dernière ligne, *lire* : ferme, *au lieu de* : forme.
- P. 70, ligne 26, *lire* : une, *au lieu de* : l'une.
- P. 79, ligne 3, *lire* : seront exécutés, *au lieu de* : sera exécuté.
- P. 109, ligne 7, *lire* : ainsi, *au lieu de* : aussi.
- P. 110, ligne 2, *lire* : ne, *au lieu de* : en.
- P. 114, ligne 12, *lire* : vidées, *au lieu de* : visées.
- P. 115, note 39, *lire* : 1856, *au lieu de* : 1846.
- P. 124, ligne 1, *lire* : après, *au lieu de* : Après.
- P. 133, ligne 1, *lire* : compatibilité, *au lieu de* : comptabilité.
-

